

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR



NOTE D'INFORMATION

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE

Souscription strictement réservée aux investisseurs institutionnels

Montant : MAD 500 000 000

Nombre : 5 000 obligations

Valeur nominale : MAD 100 000

Maturité : 5 ans

Date de souscription : le 26 décembre 2003

ORGANISME CHARGE DU PLACEMENT



ORGANISME CONSEIL



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM N°5/00 du 25/12/00, prise pour l'application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières -CDVM- et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente note a été visé par le CDVM sous la référence N° OF-13/03 du 23 décembre 2003.

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

ABREVIATIONS

APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AUI	Al Akhawayn University of Ifrane
BAM	Bank Al Maghrib
BES	Banco Espirito Santo
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BTN	Bon du Trésor National
CA	Chiffre d’Affaires
CEB	Charges d’Exploitation Bancaire
CFM	Casablanca Finance Markets
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CTO	Change à Terme Ouvert
FMI	Fonds Monétaire International
FMSAR	Fédération Marocaine des Sociétés d’Assurances et de Réassurance
FRF	Franc Français
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
IGR	Impôt Général sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
K MAD	Millier de Dirhams
LOA	Location avec Option d’Achat
M MAD	Million de Dirhams
MAD	Dirham Marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d’Assurances
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d’Assurances
MRE	Marocain Résident à l’Etranger
OFPPT	Office de Formation Professionnelle et de Promotion du Travail
PCEC	Plan Comptable des Établissements de Crédit
PDG	Président-Directeur Général
PEB	Produits d’exploitation Bancaire
PNB	Produit Net Bancaire
PPR	Paierie Principale des Rémunérations
PRG	Provision pour Risques Généraux
RM	Réserve Monétaire
RMA	Royale Marocaine d’Assurances
RME	Résidents Marocains à l’Étranger
ROA	Return On Asset
ROE	Return On Equity
SCR	Société Centrale de Réassurance
TCN	Titres de Créances Négociables
TOS	Tanger Off-Shore
TMT	Technology, Media & Telecommunications
UBP	Union Bancaire Privée
USD	Dollar Américain

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
SOMMAIRE	3
AVERTISSEMENT	5
RESTRICTIONS	5
PREAMBULE	6
PARTIE I : ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES	7
I. LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL	8
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	8
III. LE CONSEIL JURIDIQUE	10
IV. L'ORGANISME CONSEIL	11
V. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	11
PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION	12
I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION	13
II. CARACTERISTIQUES DES TITRES OFFERTS	13
III. INTERMEDIAIRES FINANCIERS	17
IV. MODALITES DE SOUSCRIPTION	18
V. REGIME FISCAL DES TITRES ÉMIS	19
PARTIE III : PRESENTATION GENERALE DE BMCE BANK	21
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	22
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE BMCE BANK	24
III. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	26
IV. MARCHE DES TITRES DE BMCE BANK	27
PARTIE IV : ORGANE D'ADMINISTRATION & DE CONTROLE	29
I. ORGANES D'ADMINISTRATION	30
II. ORGANES DE DIRECTION	32
III. ORGANISATION DU GROUPE BMCE	35
IV. COMITE TECHNIQUE	38
PARTIE V : ACTIVITE DE BMCE BANK	39
I. HISTORIQUE DE BMCE BANK	40
II. APPARTENANCE AU GROUPE FINANCE.COM	41
III. PRINCIPALES FILIALES DE BMCE BANK	42
IV. SEGMENTS D'ACTIVITE DE BMCE BANK	47
V. MOYENS HUMAINS	50
VI. MOYENS INFORMATIQUES ET TECHNIQUES	52
VII. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	53
VIII. POLITIQUE DE RECouvreMENT DE LA BANQUE	54

PARTIE VI : SECTEUR BANCAIRE MAROCAIN.....	56
I. ÉVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE	57
II. ACTIVITE DU SECTEUR ENTRE 2000 ET 2002	58
PARTIE VII : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK	62
<u>SECTION I: ANALYSE DES COMPTES AGREGES</u>	<u>63</u>
<i>ANALYSE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS 2000-2002</i>	<i>64</i>
I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DE LA BANQUE.....	65
II. ANALYSE DU BILAN.....	71
III. ANALYSE DU HORS BILAN.....	77
<i>ANALYSE DES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS 2002-2003</i>	<i>80</i>
I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE.....	80
II. ANALYSE DU BILAN.....	82
III. ANALYSE DU RISQUE.....	84
IV. ANALYSE DU HORS BILAN.....	85
<u>SECTION II: ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES.....</u>	<u>87</u>
<i>ANALYSE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS 2000-2002</i>	<i>88</i>
I. PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	88
II. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE.....	91
III. ANALYSE DU BILAN.....	95
IV. ANALYSE DU HORS BILAN.....	100
<i>ANALYSE DES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS 2002-2003</i>	<i>102</i>
I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE.....	102
II. ANALYSE DU BILAN.....	104
III. ANALYSE DU RISQUE.....	105
IV. ANALYSE DU HORS BILAN.....	106
PARTIE VIII : STRATEGIE ET PERSPECTIVES.....	107
I. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE BMCE BANK.....	108
II. RESULTATS ET PERSPECTIVES 2003-2005	109
PARTIE IX : FACTEURS DE RISQUE	115
I. RISQUES AFFERENTS A LA BANQUE ET A SON SECTEUR	116
II. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	119
PARTIE X : ANNEXES.....	120

AVERTISSEMENT

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ne se prononce pas sur l'opportunité des opérations d'appel public à l'épargne ni sur la qualité de la situation des émetteurs.

Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie de la qualité du placement objet de la présente note d'information ni de la réussite de l'opération envisagée.

RESTRICTIONS

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux valeurs mobilières objet de ladite note.

Les personnes en la possession desquelles la présente note d'information viendrait à se trouver, sont invitées par **BMCE CAPITAL** à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement n'offrira les valeurs mobilières, objet de la présente note d'information, à la vente, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le CDVM, ni **BMCE Bank** n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi N° 1-93-212 du 21 septembre 1993, relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de BMCE Bank, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par BMCE CAPITAL, agissant en qualité de conseiller et coordinateur de l'opération, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM N° 05/00 du 25/12/2000 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Comptes agrégés et comptes consolidés de BMCE Bank de 2000 à 2002 et au 30/06/2003 ;
- Rapports des commissaires aux comptes pour les exercices 2000 à 2002 et la revue limitée de ces derniers au 30/06/2003 ;
- Différents commentaires, analyses et statistiques recueillies par nos soins auprès de la Direction de BMCE Bank et du GPBM.

Conformément à l'article 13 du Dahir portant loi N° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, cette note doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public aux sièges respectifs de BMCE Bank, de BMCE CAPITAL et à la Bourse des Valeurs de Casablanca.

BMCE CAPITAL
Décembre 2003

PARTIE I :
**ATTESTATIONS DES RESPONSABLES DE LA NOTE
D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES**

I. LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

A notre connaissance, les données du présent dossier d'information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de BMCE BANK ainsi que les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions pouvant en altérer la portée.

Othman BENJELLOUN
Président-Directeur Général, BMCE BANK

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice 2000

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de BMCE Bank pour l'exercice clos le 31 décembre 2000 ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 2000 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de BMCE Bank ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Mostafa DAOUDI
Ernst & Young
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca
Tél : 022 30 25 42
Mandat : 2002-2004

Bachir TAZI
Associated Advisors
30, Bd Moulay Youssef
Casablanca
Tél : 022 49 00 04
Mandat : 1999-2001 ; 2002

Exercices 2001 - 2002

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de BMCE Bank pour les exercices clos le 31 décembre 2001 et 2002 ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

À l'exception de ce qui est mentionné au paragraphe ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse arrêtés aux 31 décembre 2001 et 2002 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de BMCE Bank ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Mostafa DAOUDI

Ernst & Young
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca
Tél : 022 30 25 42
Mandat : 2002-2004

Bachir TAZI

Associated Advisors
30, Bd Moulay Youssef
Casablanca
Tél : 022 49 00 04
Mandat : 1999-2001 ; 2002

Premier semestre 2003

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges de BMCE Bank au terme du premier semestre couvrant la période du 01 janvier au 30 juin 2003 ont fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

Sur la base de notre examen limité et à l'exception de ce qui est mentionné au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états de synthèse susmentionnés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de BMCE Bank au terme du premier semestre arrêté au 30 juin 2003, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Mostafa DAOUDI
Ernst & Young
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca
Tél : 022 30 25 42
Mandat : 2002-2004

Jamal Sâad EL IDRISSE
KPMG
6, Rue Todgha
Rabat
Tél : 037 77 48 14
Mandat : 2003-2004

III. LE CONSEIL JURIDIQUE

Nous nous référons à l'opération d'émission d'un emprunt obligataire subordonné dont la réalisation a été décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank) tenue le 2 décembre 2003.

Après examen des résolutions adoptées par la dite Assemblée Générale Ordinaire, nous attestons que l'émission de l'emprunt obligataire subordonné susvisé a été décidée conformément aux dispositions statutaires de BMCE Bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Hicham NACIRI,
Avocat à la Cour
Cabinet NACIRI & Associés
52 Boulevard Zertouni
Espace Erreda, Casablanca
Tél : 022 27 46 28

IV. L'ORGANISME CONSEIL

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Jaloul AYED

Vice-Président Directeur Général, BMCE CAPITAL

V. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Pour toutes informations et communications financières, prière de contacter :

Monsieur Brahim BENJELLOUN TOUIMI

Directeur Général

Téléphone: 022-49-80-11/12

Fax: 022-26-49-65

e-mail : bbenjelloun@bmcebank.co.ma

PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

I. CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

1. Cadre réglementaire de l'opération

L'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé, lors de sa tenue le 02 décembre 2003, des émissions d'obligations pour un montant global de MAD 1 000 000 000 (un milliard de dirhams) sur une période de 5 ans au maximum. Elle a délégué au conseil d'administration tous pouvoirs de procéder, dans un délai d'un an, à une ou plusieurs émissions d'obligations et d'en arrêter les modalités.

Le président du Conseil d'Administration, par délégation de ce dernier, a décidé lors de sa réunion du 19 décembre 2003 de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné pour un montant de MAD 500.000.000 (cinq cents millions de dirhams).

2. Objectifs de l'émission

La présente émission a pour objectif principal de conforter la structure financière de BMCE Bank dans la gestion de ses ratios prudentiels et plus précisément le Coefficient Minimum de Solvabilité des Établissements de Crédit. En effet, les fonds correspondant à la présente émission de titres subordonnés en capital seront classés parmi les fonds propres complémentaires de l'établissement conformément à l'article 3 de la circulaire N° 4/G/2001 relative au Coefficient Minimum de Solvabilité des Établissements de Crédit.

II. CARACTERISTIQUES DES TITRES OFFERTS

Avertissement : L'obligation subordonnée à durée déterminée se distingue de l'obligation simple en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination. L'effet de la clause de subordination est de conditionner, en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'emprunt au désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

- **Nature :** Obligations cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
- **Montant :** MAD 500 000 000.
- **Nombre de titres à émettre :** 5 000.
- **Forme juridique :** Au porteur.
- **Valeur nominale :** MAD 100 000.
- **Durée de l'emprunt :** 5 ans.
- **Date de jouissance :** 31 décembre 2003.
- **Date d'échéance :** 5 ans après la date de jouissance, soit le mercredi 31 décembre 2008.

- **Date de révision du taux d'intérêt :** Le 31 décembre de chaque année, soit à chaque date anniversaire du coupon.
- **Prix d'émission :** Au pair, soit MAD 100 000.
- **Taux d'intérêt facial :** Révisable annuellement.

Pour la première année, soit du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2004, le taux facial des titres subordonnés à durée déterminée est fixé à 4,50%, soit une prime de risque de 72 points de base par rapport au taux des BTN 52 semaines constaté lors de la séance adjudicatoire du mardi 16 décembre 2003.

Ce taux sera révisé annuellement. L'application de la révision s'effectuera les 31 décembre des années 2004, 2005, 2006 et 2007 selon le mode de calcul défini ci-après.

Le taux révisé fera l'objet d'une annonce dans le bulletin de la cote 48 heures avant son application.

De ce fait, les dates limites de communication du nouveau taux à la Bourse sont, le mardi 28 décembre 2004, le mercredi 28 décembre 2005, le mercredi 27 décembre 2006 et le mercredi 26 décembre 2007.

- **Mode de calcul :** Pour la première année, soit du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2004, le taux facial est égal à 4,50%. Il ressort avec une prime de risque de 0,72% par rapport au taux des BTN 52 semaines (3,78%) constaté lors de la séance adjudicatoire du mardi 16 décembre 2003.

A chaque date anniversaire, le **taux de référence** qui sera retenu sera déterminé selon les modalités suivantes :

Le dernier BTN 52 semaines plein constaté sur le marché primaire, en cas d'une adjudication dans la semaine qui précède le détachement du coupon.

Dans le cas d'une adjudication du BTN 52 semaines par assimilation (maturité résiduelle < 52 semaines), le taux retenu sera le résultat d'une interpolation linéaire en taux actuariels des deux maturités encadrant de plus près le BTN 52 semaines constatées lors de la dernière adjudication. Le taux ainsi obtenu sera transformé en taux monétaire.

En cas d'absence d'adjudication du Trésor relative à la maturité 52 semaines pendant deux semaines consécutives avant la révision du taux, le taux de référence correspondant à la maturité 52 semaines sera identique à celui de la courbe de l'ASFIM ou de toute autre courbe de taux qui pourrait servir de référence à la valorisation des titres de créance détenus par les OPCVM .

- **Prime de risque :** La prime de risque est fixée à 72 points de base durant toute la durée de l'emprunt
- **Intérêts :** Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt soit le 31 décembre de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 31 décembre si celui-ci n'est pas un jour ouvrable.

Compte tenu du caractère révisable du taux facial, les intérêts seront calculés sur une base monétaire, soit (Nominal*taux facial* (nombre de jours exact / 360 jours)).

Les intérêts des obligations subordonnées cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par BMCE Bank.

Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.
- **Remboursement normal :** L'emprunt obligataire subordonné objet de la présente note d'information fera l'objet d'un remboursement in fine du principal.

En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de BMCE Bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et obligations de BMCE Bank.

Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation de BMCE Bank, subordonné à toutes les autres dettes.
- **Remboursement anticipé :** BMCE Bank s'interdit de rembourser par anticipation les obligations subordonnées, objet de la présente note d'information.

Toutefois, BMCE Bank se réserve le droit, avec l'accord préalable de Bank Al Maghrib, de procéder soit à des rachats en bourse, soit à des offres publiques d'achat ou d'échange desdites obligations. Les titres ainsi rachetés ne peuvent être annulés qu'après l'accord de Bank Al Maghrib.

- **Négociabilité des titres :** Les obligations subordonnées objet de la présente note d'information sont librement négociables à la Bourse des Valeurs de Casablanca.

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.

- **Cotation :** Les obligations subordonnées feront l'objet d'une demande d'admission au premier compartiment de la Bourse des Valeurs de Casablanca. Leur date de cotation est prévue le 31 décembre 2003 sur le premier compartiment sous le code **990096** et auront pour ticker **OBL 96**.

- **Assimilations ultérieures :** Au cas où BMCE Bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

- **Rang de l'emprunt :** Le capital fait l'objet d'une clause de subordination.

L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.

En cas de liquidation de BMCE Bank, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement par BMCE Bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

- **Maintien de l'emprunt à son rang :** BMCE Bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
- **Garantie :** Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
- **Notation :** Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
- **Représentation de la masse des obligataires :** En attendant la tenue de l'assemblée générale, le Conseil d'Administration de BMCE BANK procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le lundi 12 janvier 2003.
- **Droit applicable et juridiction compétente :** Droit marocain ;
Tribunal de commerce de Casablanca.

III. INTERMEDIAIRES FINANCIERS

- **Organisme chargé de recueillir les ordres de souscription** BMCE Capital Bourse.
- **Établissement Domiciliaire** BMCE Bank.
- **Conseiller et Coordinateur** BMCE CAPITAL.
- **Service Financier des Titres** Département Titres de BMCE Bank.
- **Garantie de bonne fin** L'emprunt objet de la présente note d'information ne bénéficie pas d'une garantie de bonne fin.

IV. MODALITES DE SOUSCRIPTION

- **Date de souscription :**

Le vendredi 26 décembre 2003 de 8h30 à 12h00.

- **Lieu de souscription :**

Les souscriptions seront réalisées auprès de BMCE Capital Bourse.

- **Bénéficiaires :**

La souscription à l'émission objet de la présente note d'information est strictement réservée aux investisseurs institutionnels marocains dont la liste figure en annexe.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelle que soit la catégorie des souscripteurs.

- **Raisons de la limitation :**

La limitation de la souscription aux investisseurs institutionnels a pour objectif de faciliter la gestion des souscriptions puisque la période de souscription est ouverte pour une seule journée.

- **Identification des souscripteurs :**

BMCE Capital Bourse doit s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-après. A ce titre, ils doivent obtenir copie du document qui l'atteste et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteurs ou d'acquéreurs	Document attestant de l'appartenance à la catégorie
Personnes morales marocaines	Modèle des inscriptions au registre de commerce
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément et, pour les Fonds Communs de Placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal, pour les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), numéro du registre de commerce

V. REGIME FISCAL DES TITRES ÉMIS

Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur est le suivant :

1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

▪ **Personnes Résidentes**

1. Personnes soumises à l'IGR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IGR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger ;
 - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

2. Personnes soumises à l'IS

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à l'IS au taux de 20% imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt des sociétés.

▪ **Personnes Non Résidentes**

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

2. Plus-values

▪ **Personnes Physiques Résidentes**

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'IGR, les profits nets de cession des titres de créance sont soumis à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de MAD 20 000 ;
- La donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et ou acquisition.

▪ **Personnes Morales Résidentes :**

Elles sont imposables sur les profits de cession des obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur le revenu.

▪ **Personnes Non Résidentes :**

Les profits de cession d'obligations réalisés par des personnes non-résidentes ne sont pas imposables.

PARTIE III : PRESENTATION GENERALE
DE BMCE BANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

- **Dénomination sociale :** Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank.
- **Siège social :** 140, avenue Hassan II, Casablanca.
- **Forme juridique :** Société Anonyme de droit privé marocain régie par la loi N° 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes et le Dahir portant loi N° 1-93-147 du 6 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle (loi bancaire).
- **Date de constitution :** 1^{er} septembre 1959.
- **Durée de vie :** 99 ans.
- **Objet social :**
(Article 3 des statuts)
La BMCE a pour objet, dans le cadre du Dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 Moharrem 1414 (6 juillet 1993), relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle :
 - d'effectuer toutes opérations de banque, de change, de trésorerie, d'aval, d'acceptation, d'escompte, de réescompte, de découvert en compte courant et toute forme de crédit à court, moyen et long termes ; contracter tous emprunts, tous engagements en toutes monnaies ; acheter, vendre ou céder tous biens mobiliers ou immobiliers ; pratiquer toutes opérations de transit ou de commissions, de commerce de métaux précieux ;
 - d'effectuer tous placements, souscriptions, achats et ventes en bourse ou autrement, au comptant ou à terme de titres et d'effets de toutes natures ;
 - de prendre, de détenir et de gérer des participations dans toutes entreprises bancaires financières, immobilières, industrielles et commerciales pour elle-même ou pour le compte de tiers ;
 - et plus généralement, d'effectuer toutes opérations bancaires, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.
- **Capital social :**
(au 30/10/2003) MAD 1 587 513 900 composé de 15 875 139 actions d'une valeur nominale de MAD 100.
- **Exercice social :** Du 1^{er} janvier au 31 décembre.
- **Tribunal compétent en cas de litige :** Tribunal de Commerce de Casablanca.

- **Numéro d’Inscription au Registre de Commerce :** 27 129
- **Téléphone :** 022 20 04 67-96
- **Télécopie :** 022 26 20 96
- **Site Web :** www.e-bmcebank.ma
- **E-mail :** nregragui@bmcebank.co.ma
- **Consultation des documents juridiques :** Les actionnaires peuvent obtenir communication des documents juridiques, autorisés par la loi auprès du siège social de BMCE Bank.
- **Assemblées Générales :**
 - Mode de convocation : par avis inséré dans un journal d’annonces légales et au Bulletin Officiel trente jours francs avant la date de la réunion ;
 - Conditions d’admission : tout actionnaire a le droit d’assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations sur simple justification de son identité et de la propriété de ses titres ;
 - Conditions d’exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE BMCE BANK

1. Évolution du capital social

Le capital social souscrit de BMCE Bank s'élève à MAD 1 587 513 900. Il est composé de 15 875 139 titres d'une valeur nominale de MAD 100.

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises ¹	Montant en MAD de l'augmentation de capital	Capital social en MAD après augmentation
1990	Souscription en numéraire	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900

Source : BMCE Bank

L'attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves, ayant porté le capital social à MAD 1 587 513 900, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 13 juin 2000.

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank a décidé le 25 septembre 2002 et fait approuver à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 novembre 2002, un programme de rachat par la Banque de ses propres actions, en vue de réguler le marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 281 de la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Le programme de rachat d'actions porte sur un volume de 1 500 000 actions, soit 9,45% du capital social de BMCE Bank, à un prix maximum d'achat de MAD 750 et un prix minimum de vente de MAD 375 par action. Le délai d'acquisition des titres est fixé à 18 mois.

Dans le cadre de ce programme de rachat et sur la période du 25/11/2002 au 28/10/2003, 1 481 916 actions BMCE ont été acquises au prix moyen unitaire de MAD 396,03, ce qui représente 9,33% du capital.

¹ À une valeur nominale de MAD 100.

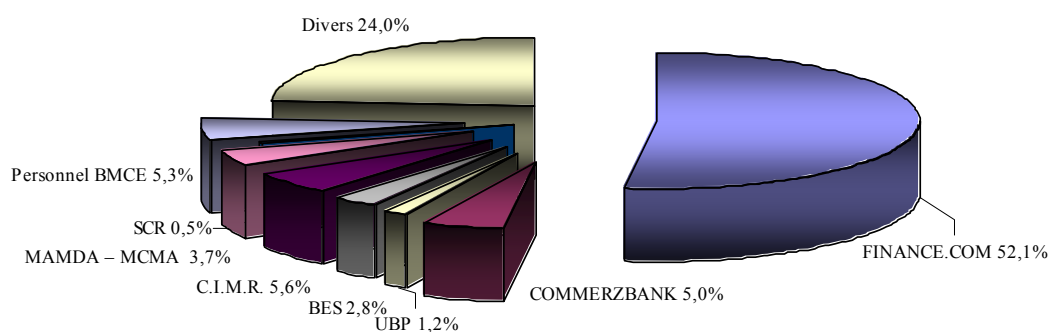
2. Répartition du Capital au 30 octobre 2003

Actionnaires	Nombre de titres détenus ²	% du capital détenu
1. Groupe FINANCE.COM	8 265 700	52,07%
▪ R.M.A.	3 459 478	21,79%
▪ AL WATANIYA	1 522 328	9,59%
▪ BMCE Bank	1 482 341	9,34%
▪ SFCM	114 414	0,72%
▪ INTERFINA	87 915	0,55%
▪ FINANCE.COM	1 599 224	10,07%
2. Étrangers & Institutionnels	3 107 976	19,58%
▪ COMMERZBANK	792 169	4,99%
▪ UNION BANCAIRE PRIVEE	184 189	1,16%
▪ BANCO ESPIRITO SANTO - BES	440 124	2,77%
▪ C.I.M.R.	884 209	5,57%
▪ MAMDA – MCMA	589 808	3,72%
▪ SCR	74 800	0,47%
▪ BMCE CAPITAL BOURSE	93 788	0,59%
▪ MAROC VALEURS	48 889	0,31%
3. Divers	4 501 463	28,36%
▪ Personnel BMCE Bank	839 127	5,29%
▪ Flottant	3 662 336	23,07%
TOTAL	15 875 139	100,0%

Source : BMCE Bank

² Correspondant également au nombre de droits de vote détenus.

Répartition du capital au 30 octobre 2003



Source : BMCE Bank

3. Évolution de la structure de l'actionariat

Dans le cadre de sa stratégie à l'international, COMMERZBANK a informé l'opinion publique en 2001 qu'elle se désengageait de certaines de ses participations, et a indiqué à BMCE Bank qu'elle procéderait à la cession graduelle de sa participation à horizon 2004.

III. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable, sur lequel est attribué le premier dividende.

L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever les sommes qu'elle juge de fixer pour les affecter à la dotation de tous les fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, pour attribuer tout superdividende ou les reporter à nouveau, le tout dans la proposition qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à extinction.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

IV. MARCHE DES TITRES DE BMCE BANK

1. Caractéristiques des actions BMCE Bank

La valeur BMCE Bank est cotée à la Bourse de Casablanca sous le code de cotation 1100. Au 30/10/2003, le flottant de la valeur est de 23,07% du capital, représentant 3 662 336 actions.

2. Programme d'émission de certificats de dépôt émis à partir du 16 avril 2001

En 2001, BMCE Bank a lancé un programme d'émission de certificats de dépôts dont le plafond s'élève à MAD 5 000 000 000. Les émissions opérées entre avril 2001 et le 30 octobre 2003 ont été entièrement remboursées. La Banque a toutefois la latitude d'initier de nouvelles émissions si les conditions du marché lui semblent opportunes.

Caractéristiques du programme :

▪ Nature	Certificats de dépôt
▪ Montant du Programme	MAD 5 000 000 000
▪ Montant de l'encours au 30/10/2003 ⁽³⁾	MAD 0
▪ Valeur nominale des titres ⁽⁴⁾	MAD 100 000
▪ Nombre de titres restant à émettre au 30/10/2003	50 000

Caractéristiques des certificats de dépôt émis

Nombre de titre émis	Jouissance	Maturité	Taux
200 certificats de dépôt	02/05/2001 au 02/05/2002	1 an	5,25%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 08/11/2001	6 mois	5,00%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 09/05/2002	1 an	5,25%

Source : BMCE Bank

³ Les certificats de dépôt émis avant le 27/07/2001 avaient une valeur nominale de MAD 250 000

⁴ Modificatif de la circulaire n°2/G/96 du 30 janvier 1996

3. Caractéristiques des GDRs émis en 1996

Au cours de l'exercice 1996, BMCE Bank a procédé à une augmentation de capital à travers l'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs (Global Depositary Receipts) cotées à la Bourse de Londres. L'objectif de cette opération visait en premier lieu une internationalisation plus grande du capital de BMCE Bank, lui conférant une assise plus importante comparativement à d'autres banques des marchés émergents.

Type de GDR	Reg S (*)
Ticker	BMED
Nombre de titres	141 036
Cours de clôture au 30/11/2003	\$ 14,4957
Encours	\$ 2 044 416
Type de GDR	144 A (**)
Ticker	BQMCY
Nombre de titres	18
Cours de clôture au 30/11/2003	\$ 14,4957
Encours	\$ 261

Source : BMCE Bank

(*) Reg S: GDRs qui peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis.

(**) 144 A : GDRs qui sont uniquement réservés aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous « QIBs » - Qualified Institutional Buyers. Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leur propre compte au moins \$ 100 millions de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.

PARTIE IV : ORGANE D'ADMINISTRATION & DE CONTROLE

I. ORGANES D'ADMINISTRATION

1. Conseil d'Administration

Administrateurs	Date de Désignation	Fin du mandat AGO qui statuera sur les comptes arrêtés au	Lien de parenté
M. Othman BENJELLOUN Président-Directeur Général	1995	31 décembre 2006	Aucun lien de parenté avec les autres membres
M. Hadj Abdelmajid BENGELLOUN Président Honoraire	1959	31 décembre 2008	Idem
ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES représentée par M. Sébastien CASTRO – Président-Directeur Général	1995	31 décembre 2006	Idem
SOCIETE AKWA HOLDING représentée par M. Aziz AKHANNOUCH – Président-Directeur Général	1998	31 décembre 2003	Idem
M. David SURATGAR	1995	31 décembre 2006	Idem
Assurances AL WATANIYA représentées par M. Azeddine GUESSOUS – Administrateur	2001	31 décembre 2006	Idem
FINANCE.COM représentée par M. Saâd BENDIDI – Vice-Président	2001	31 décembre 2008	Idem
UNION BANCAIRE PRIVEE représentée par M. Edgar DE PICCIOTTO – Président du Conseil d'Administration	1995	31 décembre 2006	Idem
M. Jürgen LEMMER	1997	31 décembre 2008	Idem
M. Moriyuki MOTONO	1996	31 décembre 2007	Idem
M. Jean-Bernard MERIMEE	2000	31 décembre 2008	Idem
BANCO ESPIRITO SANTO représentée par M. Mario MOSQUEIRA DO AMARAL – Administrateur Directeur Général	2000	31 décembre 2005	Idem

2. Mandats sociaux du Président M. Othman BENJELLOUN hors filiales directes de BMCE Bank

Sociétés	Activités	Président du C.A.	Président du C.S.	Administrateur	Gérant
FINANCE.COM	Holding Financier	X			
SFCM	Holding Financier	X			
RMA	Assurances			X	
AL WATANIYA	Assurances			X	
BMCE	Banque	X			
CTM	Transport			X	
REGIONAL AIRLINES	Transport			X	
RANCH ADAROUCHE	Agro-alimentaire	X			
GOOD YEAR	Pneumatique			X	
VOLVO MAROC	Automobile			X	
SAIDA STAR AUTO	Automobile		X		
AFRIC AUTO	Automobile		X		
SOUSS ENGINEERING	Automobile		X		
SMVI	Automobile		X		
DOUNIA PRODUCTIONS	Cinéma			X	
GREN	Environnement			X	
AFRISOL	Énergie			X	
MAROC SOIR	Presse	X			
GNS	Technologies				X
CyberMedWorks	Divers	X			
Medi 1	Media			X	

Source : BMCE Bank

II. ORGANES DE DIRECTION

1. Composition du Comité Exécutif

- **Othman BENJELLOUN** **Président Directeur Général depuis 1995, Président du Comité Exécutif ;**
- Abdeljelil AYED Directeur Général depuis 2002, Membre du Comité Exécutif ;
- Mamoun BELGHITI Directeur Général depuis 1998, Membre du Comité Exécutif ;
- Brahim BENJELLOUN TOUIMI Directeur Général depuis 2002, Membre du Comité Exécutif ;
- Mohamed BENNANI Directeur Général depuis 1998, Membre du Comité Exécutif ;
- Abdelhakim GASMI Directeur Général depuis 1998.

La rémunération globale annuelle brute des Membres du Comité Exécutif au titre de l'exercice 2002 s'élève à MAD 10,5 millions.

2. CV des dirigeants

M. Othman BENJELLOUN est Président Directeur Général de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank, depuis sa privatisation en juin 1995 et Président du holding FINANCE.COM qui représente la structure fédératrice de 4 composantes : le Pôle Banque et Métiers para-bancaires dont le pivot est BMCE Bank, le Pôle Assurances (RMA, Al Wataniya), le Pôle Industriel et le Pôle Télécoms-Médias-Technologies (Méditel, Médi1 et 2M dont M. BENJELLOUN est Administrateur).

Outre l'Association des Banques du Maroc - GPBM -, M. Othman BENJELLOUN préside le Conseil Maroc-Américain pour le Commerce et l'Investissement. Il est également Conseiller au Center for Strategic International Studies de Washington D.C., centre de géopolitique internationale présidé par le Docteur Henry Kissinger.

En novembre 1998, M. BENJELLOUN a été nommé Chancelier de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, dont le Conseil d'Administration qu'il préside, œuvre à consolider cette Université en tant qu'Institution académique internationale.

Depuis décembre 2001, il est Président du Groupe Maroc Soir, éditeur de journaux en français, arabe, espagnol et anglais.

Par ailleurs, dans le domaine social, M. BENJELLOUN a assigné à la Fondation BMCE Bank, qu'il a créée en 1995, deux priorités essentielles, à savoir la lutte contre l'analphabétisme en milieu rural et la préservation de l'environnement.

Nommé Officier de l'Ordre du Trône du Royaume du Maroc et Commandeur de l'Etoile Polaire du Royaume de Suède, il fut décoré de la Médaille de Commandeur dans l'Ordre National du Lion de la République du Sénégal.

Né en 1932 à Casablanca, M. Othman BENJELLOUN est marié et père de deux enfants.

M. Abdeljélil AYED, a intégré le Groupe BMCE Bank en 1998 en tant que Directeur Général en charge du Pôle de Banque d'Affaires du Groupe BMCE. En avril 2001, il est promu Vice-Président Directeur Général de BMCE Capital.

En mars 2002, il est nommé Directeur Général de BMCE Bank, en charge de la Banque Corporate & d'Investissement et de BMCE Internationale.

Entre 1984 et 1998, M. AYED a assumé diverses responsabilités au sein du Groupe CITIBANK, notamment en tant que Directeur Général de CITIBANK Tunis, puis Country Manager responsable de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et des Émirats Arabes Unis, ensuite comme Administrateur Directeur Délégué de CITIBANK Maghreb et Country Manager pour le Maroc et, enfin, en tant que Senior Transactor à la CITIBANK Global Product Group à Londres.

Titulaire d'un Master en sciences économiques de l'université du Maryland, M. AYED est marié et père de trois enfants.

M. Mamoun BELGHITI est nommé, en mars 2002, en tant que Directeur Général, Conseiller Principal du Président.

En 1998, il a pris en charge la Banque de Réseau Maroc de BMCE Bank.

Au moment de la restructuration de la Banque en 1996, il fut nommé en tant que responsable de la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la gestion de l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital en ayant recours aux marchés internationaux des capitaux par l'émission de 60 millions de dollars de GDRs.

Il s'est vu confier, en 1991, la responsabilité de la Direction des Crédits et de l'Investissement, où il a négocié des lignes de crédit avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI et la BEI après avoir assumé les fonctions de Directeur du Département Crédit et Trésorerie.

M. BELGHITI a intégré la BMCE en 1972, d'abord aux Services Généraux puis au sein de la Direction de l'Inspection.

Il est titulaire d'une Licence en Économie et en Finances.

M. Brahim BENJELLOUN TOUIMI est Directeur Général de BMCE Bank depuis mars 2002, en charge du Pôle Capital Humain et Technologies, qui regroupe l'ensemble des ressources humaines et matérielles de la Banque.

M. BENJELLOUN TOUIMI avait, en 1990, rejoint la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, initialement en tant que responsable au sein de la Direction de l'International, puis en qualité de Directeur Délégué auprès du Président en charge de la mise en place, au sein du Groupe BMCE, des activités de marchés des capitaux - l'intermédiation boursière à travers Maroc Inter Titres et la gestion d'actifs avec Marfin et la création des premiers OPCVM de la place de Casablanca -. Au lendemain de la privatisation en 1995, il fut nommé, par le Président Othman BENJELLOUN, Directeur du Secrétariat de la Présidence.

M. BENJELLOUN TOUIMI est Docteur en Monnaie Finance Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne depuis 1985. Au cours de son cycle de Doctorat, il fut sélectionné par le Fonds Monétaire International à Washington pour conduire des recherches sur le système financier d'un des pays membres du FMI.

M. BENJELLOUN TOUIMI avait débuté sa carrière professionnelle en 1985 sur les marchés financiers en France, d'abord dans une société opérant sur les marchés interbancaires, en tant que responsable des nouveaux produits financiers liés aux marchés à terme, avant d'assumer la responsabilité de la recherche

au sein de la Salle des Marchés de la Banque Paribas, où il avait participé à l'élaboration des publications de la Banque relatives aux marchés de capitaux.

M. Benjelloun-Touimi, 43 ans, est marié et père de trois enfants.

M. Mohamed BENNANI a été nommé en mars 2002 à la tête de la Banque de Distribution.

En 1997, il a pris en charge la Banque de l'International, où il fut nommé Directeur Général depuis 1998.

BMCE Bank – avec des partenaires nationaux – crée, en 1993, une banque de droit espagnol à Madrid, BMCE International, nommant M. BENNANI Directeur Général jusqu'à 1997.

En 1989, il a été détaché auprès de la Banque de Développement du Mali - - qu'il quitte en 1992, pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales : la Banque Mondiale, le FMI, la Caisse Française de Développement et la Banque Africaine de Développement.

De 1976 à 1988, M. BENNANI a été en charge des activités internationales et de financement des exportations dans la région du Moyen Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

De 1974 à 1976, il assumait la responsabilité du bureau de représentation de la Banque à Beyrouth.

M. BENNANI est titulaire d'une licence en Économie. Né en 1949, il est marié et père de deux enfants.

M. Abdelhakim GASMI a été nommé en mars 2002 en tant que Directeur Général en charge de BMCE EUROPE, après avoir assumé la mission de restructurer la succursale de Paris et le Réseau France, en tant que Directeur Général de ce Réseau.

En 1995, il prend en charge les activités de l'International en tant que responsable de la Direction des Implantations Extérieures et des RME pour affirmer la présence de la Banque à l'étranger.

En 1991, M. GASMI assume à Casablanca la Direction des Ressources Humaines et de la Formation.

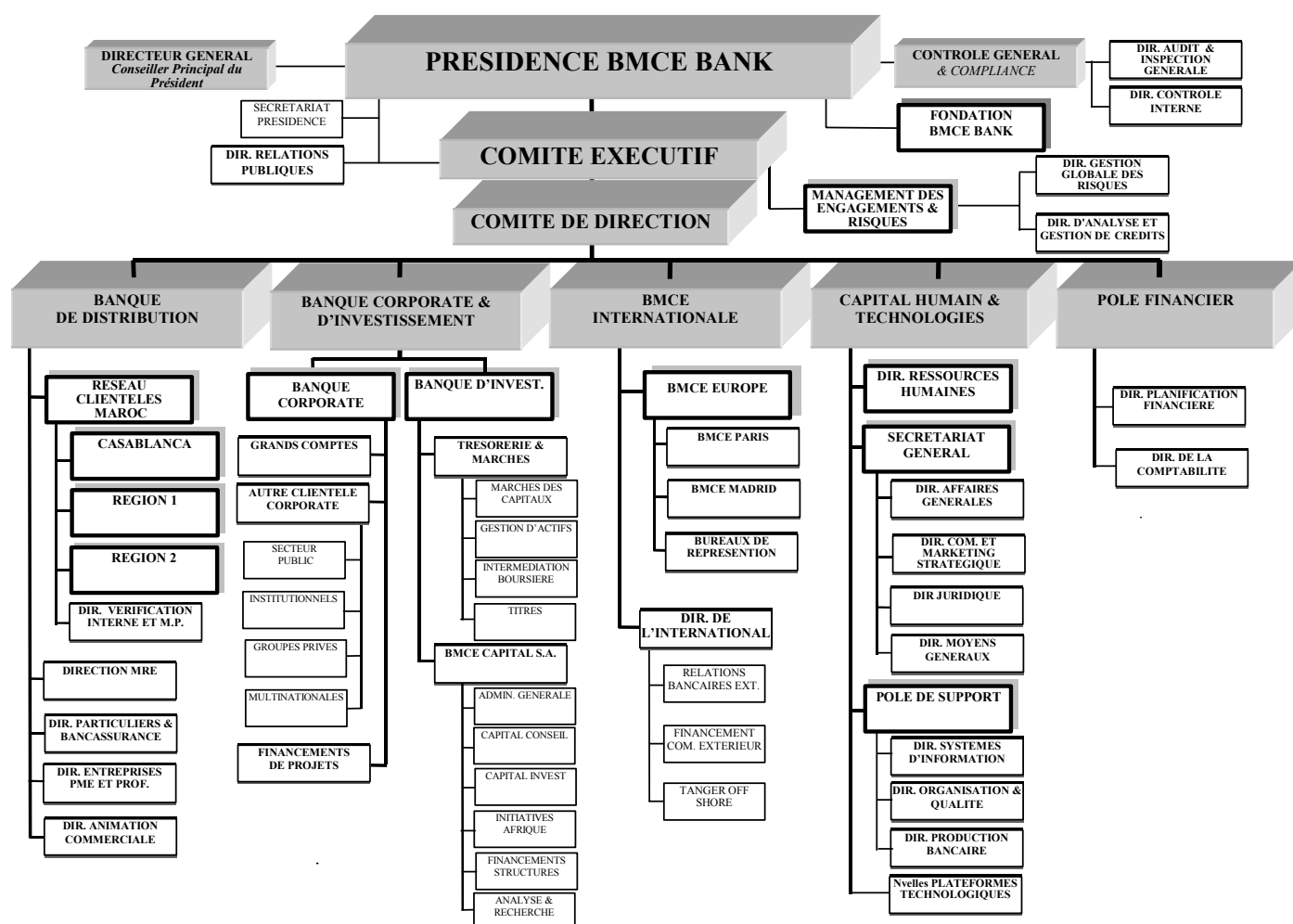
De 1978 à 1991, il s'était vu confier la responsabilité de la Direction du Développement constituée de plusieurs départements notamment les Études, Marketing et Crédits.

En 1972, c'est à lui que revient la responsabilité d'ouvrir et de diriger l'Agence de Paris de la BMCE. Il y demeure jusqu'en 1977, date à laquelle il réintègre le Siège pour assumer de nouvelles responsabilités allant de l'Assurance à l'Exportation en 1977 au Département des Services Généraux et de la Direction de l'Inspection en 1978.

Titulaire d'une Licence en Économie, M. GASMI est marié et père de 2 enfants.

III. ORGANISATION DU GROUPE BMCE

1. Organigramme du groupe



Source : BMCE Bank

2. Organisation

La vision du présent et de l'avenir de BMCE Bank au cours des années 2000 est celle d'une banque des réseaux de distribution, des télécommunications, des réseaux d'alliances internationales, de compétences, de solidarité et de responsabilité.

Il s'agit de conforter la place de la Banque au sein d'un groupe privé national articulé autour de la finance et de la communication, en tant que banque universelle multi-clientèles et multi-métiers qui fédère, par elle-même ou à travers ses filiales au Maroc ou à l'étranger, aussi bien les activités de banque commerciale, de banque d'investissement que des activités parabancaires.

Un élément de bien-fondé de la réorganisation de la Banque est la consolidation de sa gouvernance à travers :

- Le Comité Exécutif, en tant qu'autorité supérieure présidée par M. Othman BENJELLOUN, garant de la cohérence de la Stratégie de la Banque et statuant sur toute question d'ordre stratégique, d'organisation ou de ressources ;

- Le Comité de Direction, présidé par M. Abdeljélil AYED, qui assure la gestion courante de la Banque et la mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles de BMCE Bank et des entités affiliées en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif.

Au fondement de cette vision, se trouve le client, la Banque devant être une Banque de proximité physique et virtuelle.

Aussi, le nouvel organigramme de BMCE Bank place-t-il en son sein la Banque de Distribution - c'est à dire le réseau d'agences - qui commercialise l'ensemble des produits et services développés au sein du Groupe, afin qu'elle soit une banque de proximité, du service des particuliers et des entreprises.

La Banque de Distribution est placée sous la responsabilité de M. Mohamed BENNANI, Directeur Général, précédemment en charge de la Banque de l'International.

Autour de la Banque de Distribution s'articule la Banque de gros, '*the Wholesale Bank*' ou Banque Corporate & d'Investissement qui s'adresse aux entreprises structurées d'une certaine taille au service desquelles sont développées des activités de financement et celles liées à la Banque d'affaires.

L'organigramme se décline également en une BMCE Internationale dont l'ossature est représentée par la présence en Europe, à travers la Succursale de Paris - en cours de filialisation – la filiale de Madrid et l'ensemble des bureaux de représentation.

M. Abdeljélil AYED, nommé en tant que Directeur Général de BMCE Bank par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 mars 2002, est désormais en charge de la Banque Corporate & d'Investissement et de BMCE Internationale. M. AYED était jusqu'alors Responsable du Pôle Banque d'Affaires.

Un Pôle d'administration des ressources non financières de la Banque, dénommé Capital Humain & Technologies est érigé autour de l'entité en charge des ressources humaines et de la gouvernance de la Banque, à savoir le Secrétariat Général – qui fédère la communication, le marketing stratégique et le juridique –, et auxquels sont adjointes les Directions fonctionnelles de support, l'informatique, l'organisation, les moyens généraux et la production bancaire.

Pour souligner davantage la centralité du client, un Directeur de la Banque est chargé de développer une nouvelle plate-forme technologique qui puisse, autour de la base de données clientèle, fédérer des préoccupations de banque et d'assurance. Elle est domiciliée dans une filiale à part entière et travaillera étroitement avec les directions informatiques des sociétés du Groupe concernées.

Le Pôle Capital Humain & Technologies relève de la responsabilité de M. Brahim BENJELLOUN-TOUMI, nommé Directeur Général lors du Conseil d'Administration du 13 mars 2002. Il conserve sa fonction de Secrétaire Général de la Banque et de Secrétaire de son Conseil d'Administration.

L'organigramme se complète par le Pôle Financier, qui représente un contre-poids, un censeur, un teneur de comptes qui s'assure de l'orthodoxie et du respect des procédures budgétaires, de l'élaboration et de la fiabilité des outils de pilotage pour l'ensemble du Groupe BMCE Bank. Le Pôle Financier est placé sous la responsabilité de Messieurs les Directeurs Généraux Adjointes, Driss BENJELLOUN et Mohamed BENNOUNA.

Le Risk Management transversal est singularisé par un rattachement au Comité Exécutif. Il veillera à la mise en œuvre d'une doctrine repensée des engagements et des crédits et à la surveillance et la gestion du risque induit par les activités de banque de détail, de banque de gros et de banque d'investissement.

Parmi les missions essentielles que mène personnellement le Président, figure l'action de restructuration du portefeuille de participations et le recouvrement des créances en souffrance.

A cet effet, M. Mamoun BELGHITI, Directeur Général, a été nommé Conseiller Principal du Président, et qui, par ailleurs, exercera des fonctions de représentation de la Banque et de son Président.

Le Contrôle Général, en tant que contrôle des contrôles, est rattaché au Président et sous la responsabilité de M. Khalid LAABI. Ses responsabilités se voient davantage soulignées dans le cadre de la coordination vis-à-vis du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et de Contrôle Interne, l'instance composée d'Administrateurs de la Banque, désormais garante de la prévalence et de la fiabilité des dispositifs de contrôle au sein de la Banque et de ses entités affiliées.

L'action de la Fondation BMCE continue de refléter l'engagement de BMCE Bank dans la responsabilité sociale d'entreprise, notamment à travers la construction et la gestion d'un réseau d'Ecoles Communautaires Rurales – Medersat.com –, et des initiatives visant une contribution à la préservation de l'environnement.

L'entité en charge des Relations Publiques est, au même titre que le Secrétariat du Président, rattachée à la Présidence. Dirigée par M. Raouf KABBAJ, elle est responsable du recensement et de la couverture d'évènements impliquant la Banque, ainsi que de l'organisation d'actions de relations publiques.

3. Relation des Organes d'Administration avec BMCE Bank

Les jetons de présence au titre de l'exercice 2002, arrêtés par l'Assemblée Générale annuelle du 23 mai 2003, se sont élevés à MAD 1 300 000,00 net d'impôt.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de convention au sens de l'article 56 et suivant de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, entre BMCE Bank et les Membres de ses Organes d'Administration et de Direction à l'exception de celles ci-dessous :

- Une convention conclue entre BMCE Bank et FINANCE.COM, relative à l'acquisition par BMCE Bank de 1.096.920 actions RMA ;
- Une convention pour la gestion de la trésorerie entre BMCE Bank et BMCE Capital en cours, qui a porté sur un montant de MAD 36,06 millions au titre de l'exercice 2002 ;
- Une convention de bail commercial avec BMCE Capital ayant pour objet de donner à bail à BMCE Capital des espaces de bureaux situés aux agences BMCE Bank Rabat Ibnou Sina et Agadir Ville, moyennant un loyer mensuel global de MAD 3 477,50 qui augmentera systématiquement de 3% chaque année. La convention prend effet à partir du 1^{er} juillet 2002 ;
- Une convention avec BMCE Capital Bourse (ex-MIT) conclue le 25 novembre 2002, ayant pour objet de donner mandat à cette dernière d'assurer l'exécution du programme de rachat par BMCE Bank de ses propres actions en bourse, conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie extraordinairement le 22 novembre 2002. BMCE Capital Bourse exécutera ce mandat en contrepartie de la somme forfaitaire de 375.000,00 dirhams, à titre de frais de réalisation de l'ensemble du programme. Le montant ci-dessus est payable en deux tranches, 50% le 1^{er} janvier 2003 et 50% au 1^{er} janvier 2004. Cette convention prend effet à la date de sa signature, soit le 25 novembre 2002.

Le montant global des engagements accordés par BMCE Bank aux membres de la Direction Générale s'élève à MAD 10,3 millions à fin novembre 2003.

Dans le cadre de la politique d'intéressement du personnel, une Offre Publique de Vente (OPV) a été initiée en janvier 2003 par Interfina, filiale à 100% de BMCE Bank, au profit exclusif des membres du personnel de cette dernière. Cette Offre a porté sur la cession de 750.000 actions BMCE, soit 4,72%

du capital au prix unitaire de MAD 400. L'OPV a été visée par le CDVM en date du 22 janvier 2003 sous le numéro OF 02/03.

La faculté a été offerte au personnel d'acquérir les actions BMCE aux conditions de l'OPV aux moyens d'un crédit spécifique et à des conditions préférentielles. Le programme comprend également une garantie, par BMCE Bank, du prix de revente des actions selon des conditions spécifiques.

IV. COMITE TECHNIQUE

1. Composition du Comité Technique

Le Comité est composé de trois Administrateurs non dirigeants. Les Administrateurs membres du Comité sont :

- Monsieur Mario Mosqueira DO AMARAL : Président du Comité ;
- Monsieur Azzedine GUESSOUS ;
- Monsieur Saâd BENDIDI.

Les Commissaires aux Comptes participent aux travaux du Comité d'Audit.

Le Comité technique s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation des objectifs qui lui sont assignés, dont notamment :

- L'organisation d'une stricte séparation entre les unités opérationnelles et les unités de contrôle ;
- La mise en place d'un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance suffisant des risques bancaires et ratios prudentiels ;
- La mise en place d'un contrôle renforcé et régulier sur les domaines présentant des conflits d'intérêt, de risques de chevauchement de compétences ou de responsabilités.

2. Commissaires aux Comptes

- **KPMG** Jamal Saâd EL IDRISSE
6, Rue Todgha, Rabat
Mandat 2003-2004.
- **ERNST & YOUNG** Monsieur Hamad JOUAHRI
44, Rue Mohamed SMIHA, Casablanca
Mandat 2002-2004.

.....

PARTIE V : ACTIVITE DE BMCE BANK

I. HISTORIQUE DE BMCE BANK

BMCE Bank a été créée par les Pouvoirs Publics le 1^{er} Septembre 1959. La mission essentielle confiée alors à cette banque, outre une activité bancaire dite classique, était de contribuer au développement du commerce extérieur du Maroc.

Avec un capital qui a augmenté de 6 millions de dirhams en 1961 à MAD 1 587 millions au 30/10/2003, les actifs de BMCE Bank se sont développés grâce, notamment, à une série d'absorptions de banques au cours des années soixante et soixante dix (Banco Espagnol en Marruecos, Société de Banque du Maghreb...) qui a permis un accroissement rapide des opérations bancaires traditionnelles, une extension du réseau domestique – 205 agences à fin 2002 – et un renforcement constant de ses effectifs – 2 693 agents au 31/12/2002.

Première banque marocaine à être privatisée, BMCE Bank a déployé, particulièrement depuis 1995, un ensemble d'actions visant le renforcement de sa dimension internationale, à travers un élargissement de son actionariat international, un développement de son implantation à l'étranger ainsi que la conclusion de partenariats de référence avec des institutions financières étrangères de renom.

BMCE Bank a augmenté ses fonds propres en 1996 par recours notamment au marché international des capitaux à travers l'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs (Global Depositary Receipts) cotées à la Bourse de Londres, une opération inédite au Maroc.

L'expérience internationale de la Banque est également renforcée par une présence en Europe - en France depuis 1973 à travers une succursale et un réseau d'agences et de bureaux de représentations, en Espagne à travers une filiale de droit espagnol instituée en 1993, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Chine.

Dans le cadre de la stratégie de faire de BMCE Bank une banque des Réseaux de distribution pour l'ensemble des produits du Groupe, la Banque a procédé, au cours du 1^{er} semestre 1999, à une prise de participation dans le domaine des assurances, aux côtés de la Royale Marocaine d'Assurances (RMA), de la Commerzbank et de l'Union Bancaire Privée, dans le capital des compagnies Al Wataniya et l'Alliance Africaine (respectivement 67% et 85%). Cette opération a abouti à l'émergence du premier Pôle de Bancassurance du pays, avec près de 25% de parts de marché.

Ces acquisitions par BMCE Bank et RMA furent en partie financées à travers un Emprunt de 160 millions d'Euros, souscrit par un syndicat de 25 banques internationales.

Une autre action conduite au cours de l'exercice 1999 a été l'acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital d'un opérateur télécoms privé au Maroc – Méditelécom – en partenariat avec Telefonica et Portugal Telecom ainsi que d'autres investisseurs institutionnels marocains. Cet investissement représente le premier jalon de l'engagement de la Banque dans les nouvelles technologies, qui devrait permettre une plus grande convergence des services bancaires et financiers de la Banque avec les Télécommunications et, grâce au développement des synergies intra-Groupe, favoriser l'utilisation d'une technologie d'avenir comme moyen de les diversifier et de les moderniser.

Au cours de l'exercice 2003, BMCE Bank a poursuivi avec le Groupe Caisse d'Epargne, l'un des six premiers groupes financiers européens, des discussions visant la conclusion d'un partenariat de dimension économique, financière et sociétale.

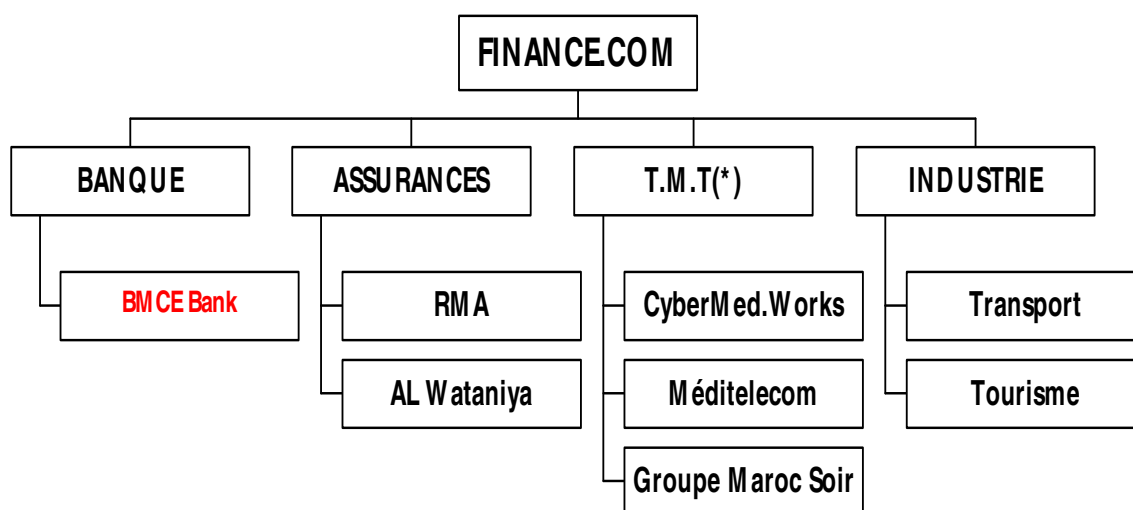
A cet égard, un projet industriel a été développé aboutissant à la définition de domaines d'activité en commun, créateurs de synergies, liés à la promotion de la bancarisation, au financement des PME-PMI et des grands groupes marocains, au développement de l'immobilier et du segment des Marocains Résidant à l'Étranger.

Le volet industriel de ce partenariat était accompagné d'un volet capitalistique avec une entrée envisagée au capital de BMCE Bank du Groupe Caisse d'Épargne à hauteur de 20% à un prix de MAD 500 l'action.

Le Comité des Établissements de Crédit, dans sa réunion du 7 octobre 2003, n'a pas approuvé la requête introduite par BMCE Bank dans les termes qui lui ont été proposés.

II. APPARTENANCE AU GROUPE FINANCE.COM

BMCE Bank est détenue à hauteur de 52% par le Groupe FINANCE.COM directement et indirectement – participations détenues par la RMA, Al Wataniya, BMCE Bank, Interfina, FINANCE.COM S.A., Maroc Valeurs et BMCE Capital Bourse.



(*) Technologies, Médias & Télécommunications.

FINANCE.COM est un groupe marocain privé avec des ambitions régionales et internationales, s'articulant autour de 4 métiers clairement identifiés et occupant des positions fortes dans chaque secteur :

- **Services financiers** : A travers la participation dans BMCE Bank ;
- **Assurances et réassurances** : Groupe RMA – Al Wataniya, premier au Maroc avec 24% de part de marché en termes de primes émises (MAD 2,8 milliards) à fin 2002 (*source* : FMSAR) ;

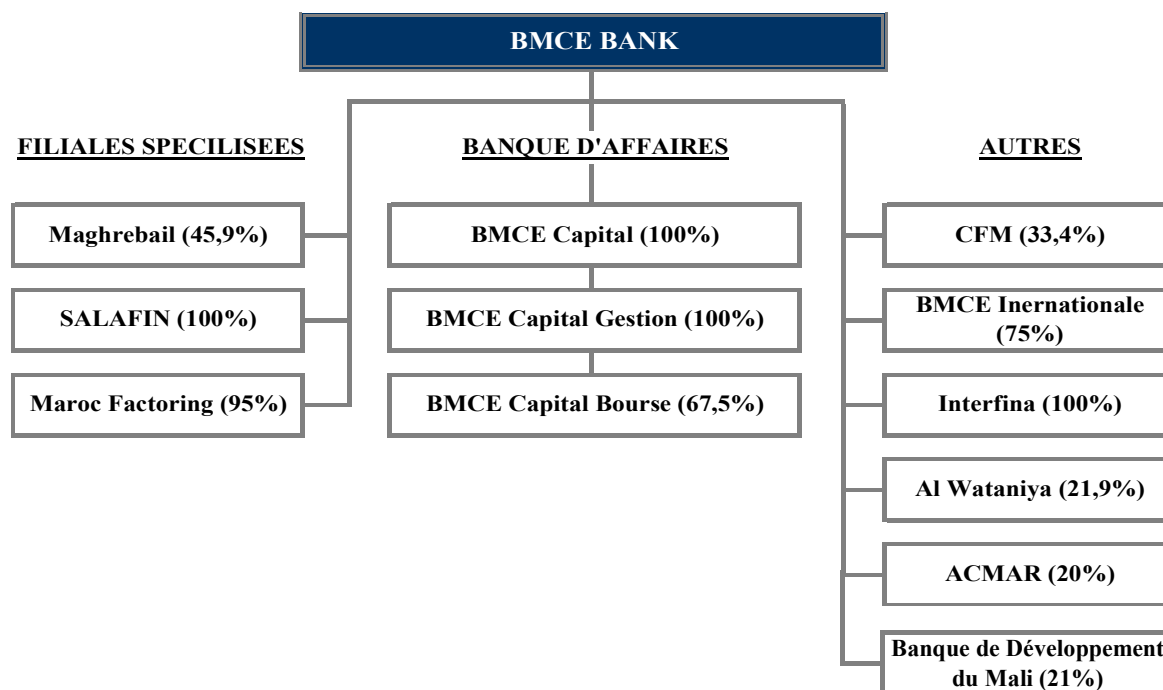
Par ailleurs, une convention a été conclue entre BMCE Bank et FINANCE.COM, relative à l'acquisition par BMCE Bank de 1.096.920 actions RMA. En 2001, BMCE Bank a acquis 9,9% de la Royale Marocaine d'Assurances au prix unitaire de MAD 355, soit un montant global de l'opération de MAD 389,4 millions. Cette opération a fait l'objet d'une mention dans le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, porté à la connaissance de l'Assemblée Générale du 28 mai 2002.

Cette convention vise à renforcer la participation croisée dans la RMA afin de consolider davantage la relation avec ce partenaire notamment pour le développement de la Bancassurance.

- **Télécommunications, Médias & Technologies**, à travers :
 - a. 20% du capital de Méditecom, premier réseau privé de téléphonie mobile GSM au Maroc, en partenariat avec Telephonica et Portugal Telecom ;
 - b. 100% du capital du Groupe Maroc Soir, groupe de presse marocain ;
 - c. CyberMed.Works, pôle d'investissement dans le secteur des TMT et notamment une joint venture General Electric Information System (GESI) et Global Network System (GNS) dans le cadre des échanges de données informatisées, des investissements dans un site web d'analyse financière technique, Sicomex, dans un centre d'appel Atento Maroc avec Telephonica, dans un site web de tourisme et dans un site Web de contenu juridique à valeur ajoutée, Artemis.

- **Industrie** : incluant :
 - a. dans le domaine du tourisme, 25% du capital de Régional Airlines et 35 % du capital de la Compagnie des Transports Marocains ;
 - b. dans le montage automobile, une usine d'assemblage de bus et de camions Volvo et Isuzu et la représentation exclusive de General Motors, VOLVO, JAGUAR et ISUZU ;
 - c. dans le tourisme, 5,42% du capital de RISMA notamment.

III. PRINCIPALES FILIALES DE BMCE BANK



Une convention pour la gestion de la trésorerie entre BMCE Bank et BMCE Capital est en cours. Elle a porté sur un montant de MAD 36,06 millions au titre de l'exercice 2002.

Dénomination	Domaine d'activité	Capital détenu (M MAD)	% de capital détenu	Nombre de titres	C.A. au 31/12/02 (M MAD)	Résultat net au 31/12/02 (M MAD)	Dividendes perçus (K MAD)
Maroc Factoring	Factoring	14,2	95%	142 470	21,4	5,5	855
Salafin	Crédit à la consommation	100,0	100%	100 000	257,6	13,25	-
Maghrébaïl	Leasing	48,02	46,83%	503 200	880,2	28,4	9 404
BMCE International	Banque	143,9	75%	225 000	40,7	9,5	-
BMCE Capital	Banque d'affaires	100,0	100%	100 000	72,1	2,8	-
BMCE Capital Bourse	Intermédiation boursière	6,75	67,5%	67 455	3,1	-6,8	-
BMCE Capital Gestion	Gestion d'actifs	5,0	100%	50 000	42,4	11,6	40 000
Interfina	Holding	210,0	100%	2 100 000	16,1	-60,4	-
Al Wataniya	Assurances	241,6	21,85%	2 415 910	1 695,4	130,3	26 575
Casablanca Finance Markets	Activités de marché	38,4	33,33%	382 876	38,4	11,0	2 373
Banque de Développement du Mali	Banque	12,7	20%	77 926	133,5	34,9	-
ACMAR	Assurance crédit	5,0	20,73%	50 000	18,6	-0,8	-

1. BMCE CAPITAL

La Banque d'Affaires du Groupe a entrepris, dès sa création en 1998, de regrouper et de développer l'ensemble de ses activités autour de quatre métiers :

- L'asset management – Gestion d'Actifs – au sein de BMCE Capital Gestion ;
- L'intermédiation boursière au sein de BMCE Capital Bourse ;
- Les Marchés de Capitaux à travers la création d'une Salle des Marchés unifiée et intégrée au niveau du Groupe ;
- Les métiers de Corporate Finance et d'Ingénierie Financière, via la mise en place effective :
 - d'une Unité Corporate en charge du conseil et de l'accompagnement des entreprises pour l'ensemble des opérations de haut de bilan, Capital Conseil ;
 - d'une Unité de Structured Finance – Financements Structurés – dont la vocation est de développer les activités de financement désintermédié sur le marché des capitaux, telles que les produits de la dette ;
 - d'une Unité Capital Investissement – Capital Invest – en charge, notamment, de la gestion de fonds d'investissement.

L'exercice 2002 a connu la création, au sein de BMCE Capital, de deux pôles : « Trésorerie & Marchés » et « BMCE Capital S.A. ». Le premier pôle a été organisé en cinq lignes métiers spécialisées, fédérées autour de l'identité BMCE CAPITAL, et reliées à une Plate-Forme Commerciale commune.

La Banque d'Affaires du Groupe BMCE a consolidé en 2002 le développement de ses activités dans un environnement économique mitigé, marqué par une sur-liquidité persistante et un marché boursier toujours déprimé.

Au 30 juin 2003, les comptes sociaux de BMCE Capital font état de produits d'exploitation de MAD 19,3 millions et de charges d'exploitation de MAD –34,5 millions. Le résultat net au 30/06/2003 s'élève, lui, à MAD –14,4 millions.

2. BMCE CAPITAL BOURSE (ex. Maroc Inter-Titres)

Créée en 1995, la filiale société de bourse du Groupe BMCE est contrôlée à hauteur de 67,5%, le reste du capital étant détenu par la Royale Marocaine d'Assurances.

Dans un contexte de déprime constante du marché boursier, la société de bourse s'est adjugé en 2002 une part de marché de 19,7%, soit un volume de transactions de plus de MAD 4 milliards. Les revenus d'exploitations se sont élevés à MAD 7,8 millions et le résultat brut d'exploitation à MAD – 6 millions.

L'exercice 2002 a par ailleurs été marqué par l'innovation et le dynamisme commercial en préparation à une relance du marché. BMCE Capital bourse a en effet procédé au démarrage effectif de la plate-forme technologique de transmission automatique des ordres de la clientèle à la bourse de Casablanca, et a lancé les services Librity le premier portail de services sur l'Internet mobile en partenariat avec Finance.com et aux côtés de BMCE Bank et de CTM.

Au 30 juin 2003, BMCE Capital Bourse a enregistré des revenus de MAD 8,2 millions, en progression de 296% par rapport à la même période de l'exercice précédent, tirant profit de la reprise du marché

boursier. Le résultat net s'est, quant à lui, établi à MAD 5,1 millions, contre MAD -5,4 millions au 30/06/2002.

3. BMCE CAPITAL GESTION (ex. MARFIN)

La société de gestion de portefeuille, filiale à part entière du Groupe BMCE Bank, commercialise une gamme de 14 OPCVM couvrant toutes les classes d'actifs et répondant aux différents besoins des investisseurs :

- Fonds Actions ;
- Fonds Diversifiés offrant un portefeuille équilibré en termes d'actions et d'obligations ;
- Fonds Obligataires permettant l'accès au marché des taux ;
- Fonds de Trésorerie présentant des instruments monétaires à faible niveau de risque ;
- Fonds Profilés proposant des formules d'investissement à des particuliers ;
- Fonds 'Dédiés'.

Au terme de l'exercice 2002, les revenus de BMCE Capital Gestion ont totalisé MAD 43,4 millions, en progression de 27%. Le résultat brut d'exploitation ressort, quant à lui, à MAD 18,6 millions en hausse de 13%.

A fin 2002, les actifs sous gestion se sont établis à MAD 11,2 milliards, enregistrant une progression de 250%. La part de marché de BMCE Capital Gestion s'est par conséquent améliorée, passant de 11,9% en 2001 à 18,1% à fin 2002 (*source : BMCE Capital Gestion*).

Plusieurs faits saillants ont par ailleurs jalonné l'exercice 2002 dont notamment : (i) le montage de plusieurs fonds dédiés, tels que FCP Capital Optimisation et FCP Merdersat.com et (ii) l'intégration des services de BMCE Capital Gestion dans le portail Librity.

A fin juin 2003, les produits d'exploitation se sont élevés à MAD 24,6 millions marquant une croissance de 29,3%. Le résultat d'exploitation semestriel a, quant à lui, évolué de 45,6% à MAD 18,9 millions. Le résultat net a progressé de plus de 157% pour atteindre MAD 22 millions, grâce notamment à l'amélioration des produits financiers.

4. MAROC FACTORING

Créée en 1988 sur l'initiative de la BMCE qui détient 95% de son capital, la société Maroc Factoring offre aux entreprises nombre de produits s'articulant autour de son activité principale, le factoring :

- Le financement immédiat de leurs factures, en totalité ou en partie ;
- La gestion et le recouvrement des factures en lieu et place du client ;
- La garantie à 100% contre les risques d'impayés sur les acheteurs privés.

Le résultat net de la société s'est inscrit en hausse de 20%, soit près de MAD 5,5 millions et ce, dans un contexte marqué par le recul de l'activité de ses adhérents, notamment les sociétés exportatrices.

Le total bilan de la société s'est inscrit en hausse de 19,3% pour atteindre MAD 487,7 millions contre MAD 408,8 millions à fin 2001. A l'international, les actions menées auprès des correspondants ont permis de développer davantage l'activité de l'export. Les financements ont progressé de 57,4% par rapport à fin 2001 et ce, en dépit de l'augmentation du niveau de sélection des engagements dictée par la recrudescence des risques crédits.

Au terme du premier semestre 2003, le PNB de Maroc Factoring s'est établi à MAD 9,1 millions, et le résultat net a progressé de 13,8% à MAD 3,8 millions et ce, en dépit d'un contexte économique morose.

5. SALAFIN

La société de crédit à la consommation SALAFIN a été créée en 1997, et dotée d'un capital de MAD 100 millions, détenu à 100% par le Groupe BMCE.

L'activité de SALAFIN englobe aussi bien les opérations de crédit classique que les opérations de location avec option d'achat, appelée aussi leasing aux particuliers. La gamme de produits commercialisés par la société se subdivise ainsi en trois familles : le financement automobile, le revolving et le crédit personnel. Courant 2001, SALAFIN a investi le créneau des crédits aux fonctionnaires en lançant *SALAFWADIF* dans le cadre de la convention signée avec la PPR.

Au titre de l'exercice 2002, l'encours de crédit de SALAFIN s'est inscrit en hausse de 50% à MAD 677,5 millions, contre MAD 451,4 millions un exercice auparavant. Sur le segment crédit automobile, SALAFIN détient une part de marché de 22% en termes de financement LOA et de 35% sur les financements de véhicules de tourisme importés. La production « SALAFWADIF » connaît également une évolution positive, passant de MAD 7 millions en 2001 à MAD 34 millions à fin 2002. Enfin, le stock de cartes revolving OXYGEN émises enregistre une hausse de 15% représentant 5 114 cartes et un encours de MAD 28 millions.

Le PNB a ainsi crû de 41,7% à quelques MAD 59,0 millions, le résultat brut d'exploitation s'est élevé, quant lui, à MAD 35,9 millions en évolution de 41,7% et le résultat net à MAD 13,2 millions, soit une hausse de 14,5% par rapport à l'exercice précédent.

Au 30/06/2003, l'encours net des crédits de SALAFIN a marqué une hausse de 64,8% pour atteindre MAD 1 156 millions. Parallèlement, le PNB a évolué de 49,7% à MAD 38,4 millions, grâce notamment au développement de la LOA. Le résultat net s'est élevé à MAD 6,7 millions, en hausse de 92,2% par rapport au semestre précédent à pareille période.

6. MAGHREBAIL

Leader des sociétés de crédit-bail en termes d'encours net comptable avec une part de marché de 20,3% (*source : APSF*), MAGHREBAIL comptait déjà BMCE Bank parmi ses membres fondateurs lors de sa création en 1972. La société agit aussi bien sur le crédit-bail mobilier que sur le crédit-bail immobilier, et propose à ses clients une gamme diversifiée de produits dans le cadre du crédit-bail opérationnel, tels que des packages incluant la prise en charge des services d'entretien et d'assurance des biens d'équipement donnés en crédit-bail.

A fin 2002, les réalisations se sont inscrites en hausse de 3,6% à MAD 922 millions. L'encours net comptable a enregistré une augmentation de 9,3% atteignant MAD 2,23 milliards. Dans un contexte sectoriel d'atonie de l'investissement et de dégradation du risque, le PNB s'est apprécié de 5% à MAD 100,5 millions et le résultat de l'exercice s'est fixé à MAD 28,4 millions, en retrait de 14,8% en raison d'un effort de provisionnement important qui vise l'assainissement du portefeuille en prévision de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation de BAM en 2003.

Le premier semestre 2003 a été marqué par une progression de l'encours net de 12,6% à MAD 2,4 milliards. Le PNB s'est quasiment maintenu par rapport au premier semestre 2002, à MAD 47,2 millions. Quant au résultat net, il s'est replié de 12,6%, suite à l'effort de provisionnement consenti afin d'accélérer la mise en conformité de la société aux nouvelles règles de provisionnement de la Banque Centrale.

7. CASABLANCA FINANCE MARKETS

Détenue à hauteur de 33,4% par BMCE Bank, la société est spécialisée dans les activités de marché et particulièrement dans l'intermédiation en valeurs du Trésor.

Au titre de l'exercice 2002, le produit net bancaire s'est établi à MAD 25,1 millions, contre 19,2 millions une année auparavant. Parallèlement, le résultat net s'est élevé à MAD 11,0 millions, contre MAD 8,9 millions à fin 2001, marquant une progression de 23,5%.

Le PNB semestriel de CFM au titre de 2003 a enregistré un accroissement de 3,4% à MAD 10,4 millions. Le résultat net s'est, pour sa part, établi à MAD 4,7 millions, en quasi-stagnation par rapport au 30 juin 2002.

8. INTERFINA

Société d'investissement créée en 1992, détenue à hauteur de 100% par le Groupe BMCE.

A fin 2002, la valeur au bilan du portefeuille de participation d'Interfina s'est établie à MAD 752,4 millions, contre 286,7 millions à fin 2001. Le résultat net s'est fixé quant à lui à MAD -60,4 millions, contre MAD -17,0 millions au 31/12/2001, grevé notamment par la constatation de dotations aux provisions pour dépréciation de titres de participation.

À l'issue du premier semestre 2003, Interfina a enregistré un déficit de MAD 33 millions. Ce résultat intègre la cession de titres BMCE Bank et CTM.

9. AL WATANIYA

Filiale du Groupe BMCE, la compagnie d'assurance AL WATANIYA a connu un développement au cours des cinq derniers exercices, grâce à une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 10% des émissions nettes. L'année 2000, a été marquée par la fusion avec l'Alliance Africaine, effective à compter du 1^{er} janvier 2001.

A l'issue de l'exercice 2002, la compagnie d'assurance affiche un total bilan de MAD 11 629 millions, génère un chiffre d'affaires de MAD 1 695 millions et un bénéfice net de MAD 130 millions.

Certifiée ISO 9002, AL WATANIYA poursuit ses efforts de développement commercial via l'élargissement de son portefeuille clientèle et de la gamme de produits et services offerts.

Au terme du premier semestre 2003, les primes émises nettes de cessions d'Al Wataniya ont totalisé MAD 847 millions, en accroissement de plus de 6% par rapport au premier semestre 2002. Le résultat technique s'est élevé à MAD 239 millions comparé à MAD 13 millions à fin juin 2002, sous l'effet de la constatation d'une variation de provisions pour sinistre à payer de MAD 121 millions contre MAD -202 millions au 30/06/2002. Par conséquent, le résultat net semestriel 2003 a été multiplié par 7 passant à MAD 188,7 millions.

IV. SEGMENTS D'ACTIVITE DE BMCE BANK

1. Offre de produits

BMCE Bank est un établissement bancaire offrant une gamme de produits et services à sa clientèle des entreprises et des particuliers. Son offre est véhiculée à travers les entités de banque commerciale, de banque d'affaires et à travers ses filiales opérant dans les secteurs du crédit-bail, du crédit à la consommation et du factoring.

La Banque a entrepris, ses dernières années, un effort important en vue de développer les instruments offerts à sa clientèle des particuliers (produits d'épargne, cartes monétiques, crédit immobilier, bancassurance, crédit à la consommation...).

En outre, elle a renforcé son positionnement vis-à-vis du marché de l'entreprise à travers l'éventail des activités de banque d'affaires, notamment : Taux, change, intermédiation boursière, asset management et corporate finance.

De nouveaux produits ont été lancés au courant de l'année 2002 :

- **CREDIMMEDIAT**: Crédit à la consommation jusqu'à MAD 150 000 ;
- **LIBRITY**: Lancement par BMCE Bank et M@finance.com du service Librity, portail de services accessibles sur un téléphone portable Méditel (services bancaires, services boursiers, services billetterie) ;
- **CRESCENDO** : Nouveau produit bancassurance destiné aux particuliers à un taux minimum garanti de 4,5%. Produit d'épargne à moyen terme par capitalisation permettant au client particulier ou professionnel de constituer son capital ;
- **EPARGNE PLUS**: Produit d'épargne identique à BMCE CRESCENDO mais destiné aux MRE avec versement minimum supérieur ;
- **IMMO PLUS** : Crédit immobilier destiné aux particuliers dont la maturité varie entre 3 et 15 ans (extensible à 18 ans) ;
- **IMMO PLUS MRE** : Crédit immobilier destiné aux MRE.

Sur le plan de l'activité de la Banque à l'international enfin, et dans le cadre de la nouvelle organisation de BMCE Bank, une plate-forme européenne a été mise en place dans l'objectif de consolider la position de la Banque en Europe et à l'international.

2. Évolution des principaux indicateurs bilantiels et de hors bilan agrégés⁵

2.1. Les dépôts

En M MAD	2000	2001	2002
Secteur public	5 355,0	4 642,4	4 208,0
Entreprises financières	1 480,4	2 245,5	3 426,1
Entreprises non financières	5 182,9	5 261,8	6 157,2
Autre clientèle	24 706,6	25 969,5	27 122,9
Total dépôts de la clientèle	36 724,9	38 119,1	40 914,3
Part de marché – Maroc	15,1%	14,8%	15,1%

Évolution et ventilation par type de client des dépôts

Sources : BMCE Bank & GPBM

En % de l'encours global	2000	2001	2002
Nord	19,6%	21,2%	22,0%
Centre	19,2%	19,9%	21,2%
Sud	13,3%	14,1%	15,4%
Casa	47,9%	44,9%	41,5%

Ventilation géographique des dépôts (hors repos)

Source : BMCE Bank

⁵ Cf. Partie VII : « Situation Financière de BMCE Bank ».

2.2. Les crédits

En M MAD	2000	2001	2002
Secteur public	1 753,2	1 741,6	2 298,0
Entreprises financières	1 127,4	1 609,7	1 053,4
Entreprises non financières	13 221,4	10 587,5	13 850,0
Autre clientèle	5 974,4	8 928,2	5 665,2
Total crédits sur la clientèle	22 076,5	22 867,1	22 866,6
Part de marché – Maroc	15,5%	16,4%	16,4%

Évolution et ventilation par bénéficiaire des crédits sur la clientèle

Sources : BMCE Bank & GPBM

En % de l'encours global	2000	2001	2002
Nord	3,4%	3,2%	3,3%
Centre	14,6%	15,1%	12,9%
Sud	5,7%	6,2%	6,9%
Casa	76,3%	75,5%	76,8%

Ventilation géographique des crédits (hors resales)

Source : BMCE Bank

2.3. Les engagements par signature

En M MAD	2000	2001	2002
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 783,8	8 502,1	7 700,8
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	5 182,6	4 707,2%	3 269,6
TOTAL	12 966,4	13 209,2	10 970,5

Engagements par signature donnés

Source : BMCE Bank

V. RESEAU DE DISTRIBUTION

Réseau	2000	2001	2002
Nombre d'agences	184	201	205

Source : BMCE Bank

Les performances commerciales réalisées par BMCE Bank se sont poursuivies, au courant de l'exercice 2002, sur le segment des activités de banque de détail, comme en témoignent (i) l'augmentation du nombre de comptes actifs de la clientèle, soit près de 55 000 nouveaux comptes, (ii) la hausse de 37,5% du nombre de contrats de bancassurance distribués, (iii) la consolidation du leadership de la Banque sur l'activité monétique avec une croissance de 20% des cartes monétiques valides et (iv) la progression de +67,5% de l'encours des crédits immobiliers et de +5,9% des crédits à la consommation.

Dans le cadre du renforcement du positionnement de BMCE Bank en tant que Banque de proximité, le réseau d'agences de la Banque a été renforcé par l'ouverture de quatre nouvelles agences au cours de l'exercice 2002.

VI. MOYENS HUMAINS

BMCE Bank a impulsé au cours de l'exercice 2002 un programme d'optimisation de ses ressources humaines. L'objectif de cette démarche est d'améliorer l'allocation des ressources à travers l'ensemble des entités de la Banque en combinant l'utilisation des différents leviers possibles notamment l'encouragement des départs en retraite anticipée, la rationalisation de l'effectif, l'amélioration des compétences et la mobilité interne. In fine, ce chantier induira une amélioration de la productivité des agents et, partant, de la compétitivité globale de BMCE Bank.

L'effectif total de BMCE Bank Maroc – s'établissant à 2 693 personnes – a enregistré une diminution de près de 8% entre le début et la fin de l'année 2002. Cette diminution résulte principalement de l'incitation aux départs volontaires amorcée au courant de l'année 2002 et qui a concerné 212 personnes.

Date	Effectif total	Var.
31/12/2000	2 890	+1,65%
31/12/2001	2 924	+1,16%
31/12/2002	2 693	-7,90%

Source : BMCE Bank

L'effectif de la Banque marque un rajeunissement depuis ces dernières années, comme en témoigne la proportion de l'effectif âgé de moins de 35 ans qui s'est appréciée de 24,6% à fin 1997 à 34,4% à fin 2002. La moyenne d'âge au sein de la Banque à fin décembre 2002 s'est établie à 39 ans, reculant de 3 années par rapport à la moyenne de l'année précédente.

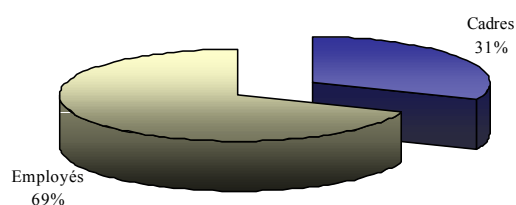
Niveau	Femmes		Hommes		Total
	Total	%	Total	%	
Bac+4 et plus	138	25,8	396	74,2	534
De Bac à Bac+3	323	27,1	869	72,9	1 192
< Bac	364	37,6	603	62,4	967
Total	825	30,6	1 868	69,4	2 693

Effectif par niveau de formation

Source : BMCE Bank

La proportion des collaborateurs dont le niveau de formation est supérieur ou égal à Bac+4 s'est continuellement inscrite en hausse, s'établissant au 31 décembre 2002 à 19,8% de l'effectif permanent, contre 16% à la fin de l'année 1998. Le taux d'encadrement s'est apprécié, passant de 29% à fin décembre 1997 à près de 31% au 31 décembre 2002.

Répartition de l'effectif à fin 2002



Source : BMCE Bank

La part de l'effectif féminin permanent dans l'effectif a augmenté, s'établissant à 30,6% au 31 décembre 2002 contre près de 28% à fin décembre 1997. De même, la proportion des femmes cadres dans la population des cadres s'est accrue pour représenter près de 21,5% au 31 décembre 2002, contre 15,6% au 31 décembre 1997.

	2000	En %	2001	En %	2002	En %
Hors cadres	104	3,2%	106	3,3%	101	3,3%
Cadres	782	24,4%	778	23,9%	729	24,0%
Gradés	1 479	46,1%	1 593	48,9%	1 582	52,1%
Employés	525	16,4%	447	13,7%	281	9,2%
Sous-Total	2 890	90,0%	2 924	89,7%	2 693	88,6%
Temporaires	114	3,6%	76	2,3%	69	2,3%
Saisonniers	206	6,4%	260	8,0%	277	9,1%
TOTAL	3 210	100,0%	3 260	100,0%	3 039	100,0%

Effectif par catégorie 2000 – 2002

Source : BMCE Bank

La politique de recrutement a connu en 2002 un changement significatif par rapport aux quatre dernières années, conséquence d'une stratégie de développement des ressources humaines plus volontariste. Celle-ci s'appuie sur la réorganisation des entités, le développement des compétences, l'épanouissement du capital humain ainsi que la priorité donnée à la mobilité interne.

Le bilan du recrutement externe - au terme de l'année 2002 - fait ressortir le recrutement de 42 cadres et de 67 employés dont 21 dans le cadre de la convention Formation - Insertion conclue avec l'O.F.P.P.T. Ces recrutements ont bénéficié aussi bien au Réseau bancaire avec 30 nouvelles recrues qu'aux différentes entités du Siège avec 49 recrutements. Près de 50% des recrutements de l'année 2002 ont concerné des détenteurs d'un Bac+4 et plus. Destinés à des postes d'encadrement, ces recrutements s'inscrivent dans le cadre de la préparation de la relève.

Dans le cadre de la politique d'encouragement à la mobilité interne au sein de l'Institution, les mouvements du personnel durant l'année 2002 ont concerné 405 personnes, représentant un taux de mobilité interne de 14,2%, en nette progression par rapport à l'exercice précédent

Le renforcement de la distribution des produits du Groupe BMCE Bank par le Réseau de Distribution s'accompagne d'actions de formation ciblée au profit des commerciaux du Réseau, sur les produits bancaires, parabancaires, de bancassurance, de BMCE Capital et de SALAFIN. D'autres actions de formation spécifiques ont été dispensées et ont concerné la préparation de la campagne d'accueil MRE, l'automatisation des opérations du guichet et d'arrière guichet.

Dans le cadre de la formation bancaire, 53 collaborateurs ont été inscrits en première année du brevet bancaire. En outre, 122 personnes ont bénéficié des cours d'initiation et de perfectionnement de langues, principalement l'anglais.

L'année 2002 a été aussi marquée par le démarrage du système "e-formation", dans le cadre du projet "e-learning tutoré".

Durant l'année 2002, 73 personnes ont bénéficié de prêts au logement, correspondant à une enveloppe globale de MAD 30 millions contre MAD 81,6 millions en 2001. Les prêts à court terme représentent, quant à eux, durant la même période un montant de MAD 47,8 millions contre MAD 56,6 millions en 2001.

Les primes accordées à l'occasion d'événements sociaux constituent un des leviers importants de la motivation du personnel. Le budget y afférent s'est élevé à MAD 2,2 millions. Dans ce même cadre, le budget consacré aux œuvres sociales a atteint MAD 22,7 millions pour les avances sur frais médicaux, MAD 2,2 millions pour la restauration, MAD 1,3 millions pour l'allocation au fonds de solidarité et MAD 577 000 pour les aides au pèlerinage.

Au 31 décembre 2002, le nombre d'agents temporaires employés par BMCE Bank s'est élevé à 69 personnes, en constante diminution depuis les trois exercices précédents. A terme, cette catégorie d'agents ne devrait plus figurer parmi les effectifs de la Banque.

Le recrutement à vocation saisonnière a concerné 277 personnes durant l'année 2002, et se rapporte à des remplacements pour cause de maladies de longues durées et de congés de maternité.

VII. MOYENS INFORMATIQUES ET TECHNIQUES

Dans le cadre de la refonte globale du système d'information bancaire – SIB –, BMCE Bank a entrepris en octobre 2000, la mise en œuvre d'un système d'information comptable et de gestion – SICG – qui s'est concrétisé par l'acquisition du progiciel Oracle Application, dont l'implémentation est assurée avec l'assistance d'un prestataire externe.

L'objectif du SICG est de doter la banque d'un outil performant lui permettant, en plus de répondre aux obligations de Bank Al Maghrib en termes de comptabilité générale et d'édition d'états réglementaires selon le nouveau plan comptable, de produire une comptabilité analytique et budgétaire sur la base desquelles un système de *reporting* et de pilotage stratégique, commercial et marketing pourra être généré.

Par ailleurs, un projet visant la mise en place d'un système de gestion Actif / Passif, de planification budgétaire et de taux de cession interne est en cours de finalisation.

Les objectifs principaux assignés au projet *Reengineering des process* sont (i) d'optimiser l'effectif en vue d'augmenter la productivité, (ii) de libérer du temps commercial afin de se recentrer sur la distribution et le service clientèle et enfin (iii) de fiabiliser la qualité de traitement des opérations.

Le projet de système d'information des ressources humaines, pour sa part, a été mis en œuvre au cours de l'année 2000. Il vise à mettre en place, au niveau de la distribution des ressources humaines, la solution progicielle intégrée de paie et de gestion des fonctions de ressources humaines.

Au cours de l'année 2000, BMCE Bank s'est engagée dans une démarche de certification qualité ISO 9001.

Cette démarche de certification vise à organiser les moyens mis en œuvre par la Banque pour mieux anticiper les attentes de ses clients, leur fournir des produits et des services adaptés et mesurer la qualité des prestations.

Les premières opérations de certification ISO 9001 ont porté sur les activités de crédits documentaires à l'importation et à l'exportation, de transferts émis et reçus, du back office monétaire et de la gestion des GAB en agence. Au terme de cette démarche, le bureau certificateur international « *Veritas Quality International* » a décerné le label ISO 9001 à l'ensemble de ces quatre activités.

En outre, BMCE Bank a également lancé en juillet 2001, le projet de certification ISO 9001 – version 2000 – relatif à l'activité Titres en termes de traitement des ordres de bourse, de souscriptions et de rachats d'OPCVM, de traitement des transferts, des livraisons contre paiement et du dénouement des opérations. En mars 2002, BMCE Bank s'est vu décerner la certification pour les activités Titres.

VIII. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Au niveau de l'activité Maroc, les investissements se répartissent entre :

- Les dépenses d'ouverture d'agences et d'aménagement des locaux existants et nouveaux ;
- Les investissements informatiques liés aux ouvertures d'agences prévues et à la modernisation des outils d'exploitation.

Durant les trois derniers exercices, les investissements en moyens généraux ont évolué modérément en raison d'un ralentissement du nombre d'ouvertures d'agences pendant cette période. En effet, 27 agences ont été ouvertes en trois ans. L'accent a été plutôt porté sur l'équipement en GAB et la modernisation des équipements obsolètes. Au niveau informatique, un effort a été consenti dans l'acquisition de solutions logicielles pour la gestion des crédits et le système comptable notamment.

Investissements réalisés⁶ (en M MAD)	2000	2001	2002
Moyens généraux	71,5	67,4	90,4
Achats terrains & locaux	10,0	12,0	48,7
Aménagements locaux	27,2	38,1	30,1
Matériel & Mobilier	34,3	17,3	11,6
Systèmes d'information	19,7	60,0	34,6
Matériel Informatique	18,0	40,0	16,6
Logiciels	1,7	20,0	18,0
Autres	-	1,6	5,1
TOTAL	91,2	129,0	130,1

Principaux investissements réalisés 2000-2002

Source : BMCE bank

Sur le plan de l'investissement financier, les principales acquisitions opérées par BMCE Bank entre 2000 et 2002 ont concerné : Al Wataniya, ESIH et ESFG en 2000, RMA en 2001 et Méditelcom en 2002. Les cessions ont notamment porté sur SNI et ONA en 2000 et SMDC en 2002.

Investissements financiers nets (en M MAD)	2000	2001	2002
Acquisitions	830,3	604,0	432,2
Cessions	1 123,9	18,8	129,8

Investissements financiers nets réalisés 2000-2002

Source : BMCE bank

A partir de 2003, le rythme d'ouverture d'agences s'accélère puisqu'au moins 12 agences seront ouvertes au cours de cette année et que 15 nouvelles agences par an sont prévues pour la période 2004-2006.

⁶ Sont exclus les investissements en titres de participations.

Investissements en cours (en M MAD)	2003
Moyens généraux	75,4
Achats terrains & locaux	35,2
Aménagements locaux	27,3
Matériel & Mobilier	12,9
Systèmes d'information	40,7
Matériel Informatique	36,0
Logiciels	4,7
Autres	1,6
TOTAL	118,0

Principaux investissements en cours en 2003

Source : BMCE bank

À fin novembre 2003, les investissements financiers nets ont totalisé MAD 56,5 millions. Les acquisitions ont notamment concerné la COMANAV (MAD 85 millions) et MEDITELECOM (MAD 37 millions).

Investissements prévisionnels (en M MAD)	2004	2005	2006
Moyens généraux	85,1	84,8	84,8
Nouvelles agences (15 / an)	60	60	60
Aménagements locaux	9,1	10	10
Aménagement hors exploitation	6,3	5	5
Sécurité agences	3,2	3,3	3,3
Divers	6,5	6,5	6,5
Systèmes d'information	75,3	60,2	60,2
Réseau	27,3	20,2	20,2
Siège	48	40	40
TOTAL	160,4	145,0	145,0

Principaux investissements réalisés 2004-2006

Source : BMCE bank

Il est prévu de financer l'ensemble de ces investissements par les fonds propres de la Banque.

IX. POLITIQUE DE RECOUVREMENT DE LA BANQUE

Dans un contexte économique de restructuration du tissu productif et de montée des risques, le recouvrement des créances en souffrance est devenu une activité essentielle dans la réalisation des performances des banques.

BMCE Bank est donc engagée dans un processus de réorganisation de la filière de recouvrement de ses créances en souffrance afin d'optimiser leur récupération.

Cette réorganisation couvre l'ensemble de la filière : surveillance des comptes, détection des incidents, recouvrement commercial en agence et recouvrement contentieux. Elle met en place au sein de cette filière deux structures :

- Une structure de recouvrement à l'amiable au niveau du Siège couvrant la clientèle des particuliers, professionnels et entreprises en charge du traitement amiable des dossiers. Cette structure est chargée d'accompagner les agences dans la détection et le traitement des premiers incidents, la résorption des anomalies dans les délais les plus courts possibles ;

- Une structure de recouvrement contentieux qui récupère l'ensemble des dossiers n'ayant pu se résoudre à l'amiable pour un traitement judiciaire.

Chacune de ces deux entités procède à une segmentation de son portefeuille de créances entre dossiers particuliers et professionnels et dossiers entreprises pour un traitement spécifique, adapté à chaque type de risque.

Cette réorganisation s'accompagne, par ailleurs, d'un choix de stratégie de recouvrement fondé sur:

1. Une priorisation des solutions amiables sur les solutions judiciaires ;
2. Une lecture financière et non plus seulement juridique des dossiers compromis et des solutions possibles ;
3. Une célérité dans le traitement visant à éviter l'aggravation des risques ;
4. Une différenciation des traitements selon les enjeux avec des procédures et des moyens adaptés à chaque type de client :
 - Segmentation du portefeuille des créances en souffrance entre créances de petite, moyenne et grande importance ;
 - Segmentation entre particuliers - professionnels et entreprises ;
5. Un suivi très étroit de la Direction Générale, le Comité de Direction ayant institué un comité hebdomadaire de suivi de l'activité de récupération et des dossiers en anomalies ;
6. L'accompagnement par la mise en place d'outils informatiques de suivi synthétique et de *reporting* ;
7. Le renforcement- des ressources humaines dédiées au recouvrement.

L'ensemble de ces mesures, déjà opérationnelles en partie à fin novembre 2003 ou en cours de mise en œuvre, a permis une amélioration des performances du recouvrement notamment contentieux, les résultats réalisés au titre de l'exercice 2003 ayant enregistré une performance par rapport aux exercices antérieurs.

PARTIE VI : SECTEUR BANCAIRE MAROCAIN

I. ÉVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE

Le système bancaire marocain a connu de profondes mutations au cours des années 90. Une série de mesures ont en effet été mises en place dès 1991, consistant notamment en la levée, par les autorités monétaires, de l'encadrement du crédit.

Ces réformes ont cependant impliqué une modernisation du cadre juridique régissant le système bancaire. La loi bancaire a ainsi été promulguée par le Dahir du 6 juillet 1993 permettant la libéralisation de l'activité bancaire et la dynamisation des marchés des capitaux.

La nouvelle loi édifie, en effet, un cadre juridique applicable à tous les établissements de crédit ainsi que l'extension de leurs activités à de nouveaux domaines tels que les opérations d'affacturage, les opérations d'assistance en matière de gestion de patrimoine et la création de services facilitant la création et le développement d'entreprise.

Parallèlement, des règles prudentielles ont été réaménagées visant à renforcer la solidité du système bancaire et à le mettre au niveau des standards internationaux. L'ensemble de ces règles peut être décliné en six principaux points :

1. *Le coefficient de solvabilité* : Largement inspiré du ratio Cooke, il correspond au rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature. Il est fixé à un minimum de 8%.
2. *Le ratio de division des risques* : Défini comme étant le rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque. Initialement fixé à 7%, ce ratio a été relevé à 10% en septembre 1996, puis à 20% en décembre 2000.
3. *Le coefficient minimum de liquidité* : Fixé à 100%, le coefficient minimum de liquidité est défini comme étant le rapport entre d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.
4. *Le plancher d'effet public (PEP)* : Il correspond au portefeuille minimum en bons du trésor que les banques ont l'obligation de détenir, moyennant une rémunération de 4,25%. Le poids du PEP a connu des baisses successives par pallier qui l'ont ramené de 35% en 1990 à 5% en 1997, pour être définitivement supprimé le 1^{er} juin 1998.
5. *La réserve monétaire* : Il s'agit de fonds que les banques sont tenues de garder sous forme de comptes gelés auprès de Bank Al Maghrib, à hauteur de 10% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leurs liquidités sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 10%. Ce taux a été relevé à 14% à fin 2002, et à 16,5% en septembre 2003.
6. *La classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions* : Afin de préserver la solvabilité des établissements bancaires, le régime de couverture par les provisions des créances en souffrance a été renforcé en décembre 2002 (sortie de la circulaire N°19/G/2002). Les créances en souffrance sont réparties en trois catégories compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur de minimum 20%, 50% et 100% respectivement.

II. ACTIVITE DU SECTEUR ENTRE 2000 ET 2002

Le secteur bancaire marocain comprend aujourd'hui douze institutions (hors CNCA, CIH et BNDE), placées sous le contrôle et la supervision de Bank Al Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux dernières institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par le système bancaire s'est établi à MAD 205,7 milliards en 2000, MAD 233,9 milliards en 2001 et MAD 252,0 milliards à fin 2002, en progression de 13,7% en 2001 et 7,7% en 2002.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de MAD 95,9 milliards en 2000, MAD 113,9 milliards en 2001 et MAD 127,3 milliards continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires avec en moyenne près de 50% des ressources collectées.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Dettes envers les établissements de crédit	2 240,3	2 519,0	12,4%	2 320,1	-7,9%
Comptes courants des sociétés de financement	213,9	463,6	116,7%	440,5	-5,0%
Emprunts financiers extérieurs	2 026,4	2 055,3	1,4%	1 879,6	-8,6%
Dépôts de la clientèle	203 258,8	230 724,4	13,5%	248 227,0	7,6%
Comptes chèques	68 172,5	81 021,8	18,8%	92 834,6	14,6%
Dont RME	24 529,5	30 039,6	22,5%	33 740,4	12,3%
Comptes courants	27 744,9	32 889,2	18,5%	34 484,5	4,9%
Comptes d'épargne	26 329,0	29 898,6	13,6%	32 477,8	8,6%
Dont RME	1 370,7	1 730,1	26,2%	1 967,6	13,7%
Dépôts à terme	70 741,8	78 007,0	10,3%	76 362,7	-2,1%
Dont RME	31 056,6	34 206,3	10,1%	34 715,5	1,5%
Autres dépôts et comptes créditeurs	10 270,6	8 907,8	-13,3%	12 067,5	35,5%
Total des dépôts en devises	1 685,1	2 462,7	46,1%	2 035,4	-17,3%
Total des dépôts en dirhams convertibles	3 833,1	4 980,1	29,9%	5 839,5	17,3%
Titres de créances émis	199,9	664,9	232,6%	1 454,9	118,8%
Certificats émis	-	465,0	NS	1 255,0	1,7%
Emprunts obligataires émis	199,9	199,9	0,0%	199,9	0,0%
Autres titres de créance émis	-	-	NS	-	-
TOTAL DÉPÔTS	205 699,1	233 908,2	13,7%	252 002,0	7,7%

Source : GPBM

Du côté des emplois, les crédits à l'économie se sont établis à MAD 132,1 milliards en 2000. Ils ont progressé successivement de 3,8% et de 6,0% pour atteindre MAD 137,1 milliards en 2001 et MAD 145,4 milliards en décembre 2002. La structure des emplois bancaires reste dominée par les crédits de trésorerie qui, représentent MAD 65,6 milliards en 2000 et 2001 et MAD 62,8 milliards en 2002 et constituent en moyenne 47% du total de l'encours de crédits au cours des trois derniers exercices.

Les crédits à l'équipement et à la consommation se montent, quant à eux, à MAD 33,0 milliards en 2000, MAD 33,9 milliards en 2001 et MAD 35,8 milliards en 2002, contribuant à raison de 24,8% en moyenne aux emplois du système bancaire.

Enfin, les crédits immobiliers totalisent MAD 12,6 milliards en 2000, MAD 15,1 milliards en 2001 et MAD 21,9 milliards en 2002, marquant des progressions de 19,9% en 2001 et 45,4% en 2002. A noter que cette catégorie de crédits connaît une évolution sensible en raison de l'orientation récente de l'ensemble du système bancaire vers le financement de l'immobilier, la part des crédits immobiliers dans l'encours global des emplois passe en effet de 9,5% en 2000 à 11% en 2001 et à plus de 15% en 2002.

Les trois derniers exercices ont, par ailleurs, été marqués par une dégradation de la contentialité. En effet, les créances en souffrance nettes de provisions ont enregistré un accroissement de 18,5% en 2001 et de 6,5% en 2002, atteignant respectivement MAD 4,8 milliards et MAD 5,1 milliards. Parallèlement, l'effort de provisionnement a été accéléré de 20,5% en 2001 à MAD 10,1 milliards et de 29,4% en 2002 à quelques MAD 13,1 milliards. Le taux de contentieux correspondant à la part des créances en souffrance brutes dans l'encours de crédit global est ainsi passé de 9,9% en 2000 à 11,6% en 2001 et à 13,9% en 2002.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Créances sur les sociétés de financement	6 866,8	8 444,4	23,0%	14 755,9	74,7%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	3 057,6	3 000,8	-1,9%	2408,36	-19,7%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	1 334,5	1 754,5	31,5%	3595,3	104,9%
Prêts financiers	2 474,7	3 689,2	49,1%	8 752,3	137,2%
Créances en souffrance sur les ECN de provisions	-	-	-	-	-
Provisions et agios réservés	3,20	3,1	-3,1%	6,4	106,5%
Créances sur la clientèle	125 258,3	128 645,1	2,7%	130 595,5	1,5%
Crédits de trésorerie	65 663,4	65 563,4	-0,2%	62 824,4	-4,2%
Crédits à l'équipement	24 788,8	26 627,4	7,4%	27 625,7	3,7%
Crédits à la consommation	8 185,2	7 309,7	-10,7%	8 128,0	11,2%
Crédits immobiliers	12 568,0	15 063,9	19,9%	21 897,6	45,4%
Autres crédits	10 013,8	9 294,8	-7,2%	5 021,7	-46,0%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	4 039,0	4 785,9	18,5%	5 098,2	6,5%
Provisions et agios réservés	8 382,6	10 105,2	20,5%	13 072,1	29,4%
TOTAL CRÉDITS	132 125,1	137 089,5	3,8%	145 351,4	6,0%

Source : GPBM

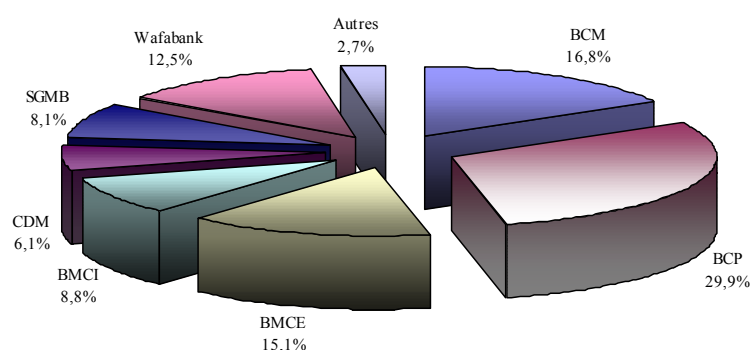
Le secteur se caractérise par une forte concentration. Sept grandes banques collectent 97,4% du total des dépôts clientèle. Le Crédit Populaire du Maroc se positionne en tête de liste avec une part de marché de 29,9%, suivi de la Banque Commerciale du Maroc et de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur qui détiennent des parts de marché respectives de 16,8% et 15,1% à fin 2002. La configuration du secteur est cependant appelée à connaître une mutation importante suite à l'opération de rapprochement annoncée à fin 2003 entre la BCM et Wafabank.

	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Wafa	Total
Dettes envers les établissements de crédit	7,6%	9,3%	45,8%	6,6%	0,4%	9,2%	18,2%	97,1%
Comptes courants des sociétés de financement	11,5%	1,5%	3,6%	10,8%	0,1%	1,6%	70,1%	99,3%
Emprunts financiers extérieurs	6,7%	11,2%	55,6%	5,6%	0,4%	11,0%	6,1%	96,6%
Dépôts de la clientèle	30,3%	17,0%	14,9%	8,6%	6,2%	8,1%	12,2%	97,4%
Comptes chèques	35,4%	17,5%	12,0%	5,9%	6,7%	7,3%	13,5%	98,3%
<i>Dont RME</i>	60,2%	12,2%	5,3%	1,8%	2,6%	1,0%	16,2%	99,3%
Comptes courants	17,5%	19,4%	20,9%	9,8%	6,5%	10,7%	11,5%	96,3%
Comptes d'épargne	20,9%	18,1%	21,3%	8,6%	9,9%	8,3%	11,2%	98,3%
<i>Dont RME</i>	22,9%	19,3%	14,1%	11,8%	10,9%	2,6%	16,5%	97,9%
Dépôts à terme	35,9%	15,9%	10,9%	10,9%	4,4%	8,1%	10,3%	96,3%
<i>Dont RME</i>	60,3%	14,8%	6,0%	4,2%	2,9%	1,0%	10,6%	99,9%
Autres dépôts et comptes créditeurs	16,5%	10,9%	29,5%	10,0%	3,3%	7,5%	20,0%	97,7%
Titres de créances émis	0,0%	0,0%	0,0%	45,7%	0,0%	0,0%	54,3%	100,0%
Certificats émis	0,0%	0,0%	0,0%	37,1%	0,0%	0,0%	62,9%	100,0%
Emprunts obligataires émis	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
TOTAL DÉPÔTS	29,9%	16,8%	15,1%	8,8%	6,1%	8,1%	12,5%	97,4%

Parts de marché dépôts 2002

Source : GPBM

Part de Marché ressources à fin 2002



Source : GPBM

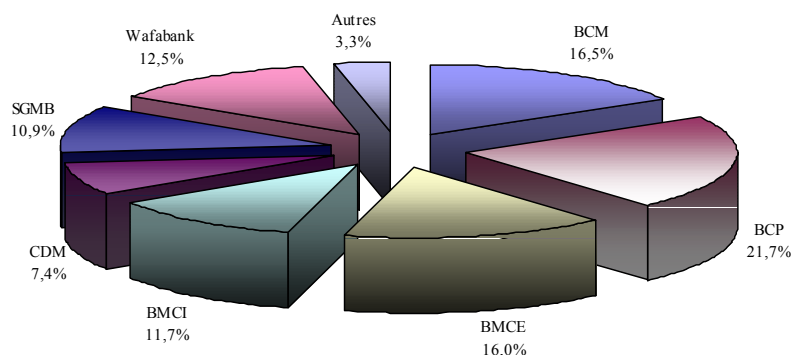
Au niveau des crédits clientèle, la concentration du secteur bancaire est également patente, puisque 96,7% du total des engagements est distribué par les sept plus grandes banques commerciales du pays. Le Crédit Populaire du Maroc est leader sur ce marché aussi et affiche une part de marché crédits clientèle de 21,7%.

	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Wafa	Total
Créances sur les sociétés de financement	14,4%	18,2%	20,2%	12,0%	9,4%	7,7%	14,9%	96,9%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	14,3%	8,7%	16,8%	10,2%	8,6%	7,6%	27,6%	93,8%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	15,3%	24,4%	17,2%	1,2%	9,1%	6,7%	17,6%	91,6%
Prêts financiers	14,2%	18,3%	22,3%	17,0%	9,7%	8,1%	10,3%	100,0%
Créances sur la clientèle	22,4%	16,3%	15,6%	11,7%	7,2%	11,2%	12,3%	96,6%
Crédits de trésorerie	14,3%	20,3%	18,7%	12,0%	7,1%	12,8%	11,8%	97,1%
Crédits à l'équipement	25,4%	19,4%	17,1%	14,1%	4,1%	8,3%	9,3%	97,7%
Crédits à la consommation	43,2%	5,9%	12,2%	4,8%	12,4%	11,1%	8,9%	98,5%
Crédits immobiliers	37,0%	8,4%	4,6%	14,2%	8,5%	11,1%	15,3%	99,1%
Autres crédits	1,4%	2,3%	33,8%	4,8%	15,1%	18,8%	23,5%	99,7%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	23,2%	16,4%	15,7%	5,2%	2,9%	9,2%	15,6%	88,4%
Provisions et agios réservés	25,7%	15,5%	10,5%	10,2%	7,3%	7,4%	12,3%	88,9%
TOTAL CRÉDITS	21,7%	16,5%	16,0%	11,7%	7,4%	10,9%	12,5%	96,7%

Parts de marché crédits 2002

Source : GPBM

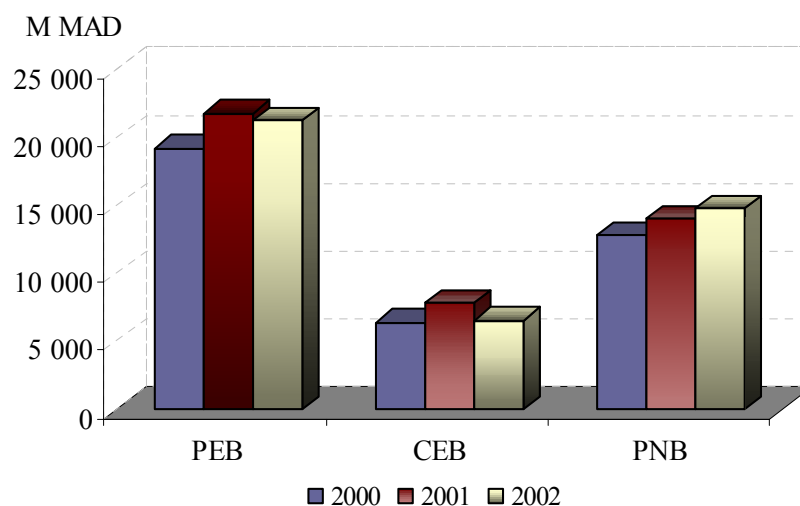
Part de Marché crédits à fin 2002



Source : GPBM

Le Produit Net Bancaire des banques commerciales a affiché une croissance de 8,7% en 2001 et de 5,6% en 2002 pour s'établir à MAD 13,9 milliards et à MAD 14,7 milliards respectivement.

Evolution du PNB Sectoriel



Source : GPBM

En 2001, les charges d'exploitation bancaires se sont élevées à MAD 7,3 milliards, enregistrant une progression de 7,0% et fixant le coefficient d'exploitation du secteur à 52,2% contre 53,0% l'exercice précédent.

A fin 2002, les charges d'exploitation bancaires ont marqué une évolution de 5,1% pour s'établir à MAD 7,7 milliards. Le coefficient d'exploitation du secteur connaît une amélioration de 20 points de base à 52,0%.

Les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance ont marqué une évolution de 8,5% en 2001 à MAD 2,8 milliards et de 31,9% en 2002 à quelques MAD 3,6 milliards. L'effort de provisionnement s'est par conséquent renforcé, dans le sillage de la dégradation de la contentialité au niveau du secteur et de l'implémentation par la Banque Centrale de nouvelles règles prudentielles en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance

En 2001, la capacité bénéficiaire du secteur a crû de 10,1% pour s'établir à MAD 3,2 milliards contre MAD 2,9 milliards au 31/12/2000.

A fin 2002, face à l'effort de provisionnement de l'ensemble des établissements bancaires, le résultat net du secteur a, marqué une décélération de 48% pour s'établir à MAD 1,7 milliards.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produits d'exploitation bancaire	19 215,7	21 797,5	13,4%	21 250,9	-2,5%
Charges d'exploitation bancaire	6 379,9	7 841,9	22,9%	6 518,9	-16,9%
Produit Net Bancaire	12 835,8	13 954,3	8,7%	14 733,0	5,6%
Charges générales d'exploitation	6 805,6	7 285,1	7,0%	7 655,1	5,1%
<i>Dont amortissements</i>	932,9	882,3	-5,4%	949,2	7,6%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrances	2 550,0	2 766,0	8,5%	3 647,8	31,9%
Résultat Net	2 905,2	3 199,2	10,1%	1 651,4	-48,4%

Source : GPBM

PARTIE VII : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK

SECTION I : ANALYSE DES COMPTES AGREGES

2000-2002

Analyse des états financiers annuels agrégés ()*

Exercices 2000 à 2002

() L'activité agrégée inclut l'activité Maroc (hors filiales) ainsi que celles de la Succursale de Paris et de Tanger Off Shore – Ces états ont fait l'objet de certification par les Commissaires aux Comptes.*

I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DE LA BANQUE

1. Le Produit d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produits d'exploitation bancaire	3 134,2	3 835,4	22,4%	3 656,5	-4,7%
Charges d'exploitation bancaire	1 279,0	1 812,8	41,7%	1 431,9	-21,0%
Produit net bancaire	1 855,2	2 022,6	9,0%	2 224,6	10,0%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Entre 2000 et 2002, le produit net bancaire agrégé de BMCE Bank a augmenté successivement de 9,0% et 10,0% par an, s'établissant à MAD 1 855 millions, MAD 2 023 millions et MAD 2 225 millions respectivement. Cette croissance découle directement de l'évolution simultanée des produits et des charges d'exploitation bancaire.

Les produits d'exploitation bancaire ont affiché à fin 2001 une progression de 22,4% à MAD 3 835 millions qui a couvert une hausse de 41,7% des charges d'exploitation. En 2002, l'évolution de ces deux composantes a été favorablement baissière : -4,7% pour les produits et -21,0% pour les charges, occasionnant un accroissement de 10,0% du PNB.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Intérêts et produits assimilés	2 450,7	2 564,6	4,6%	2 405,2	-6,2%
Intérêts et charges assimilés	1 031,3	1 081,1	4,8%	922,0	-14,7%
Marge d'intérêt	1 419,4	1 483,5	4,5%	1 483,2	0,0%
Résultat des opérations de crédit – bail et de location	-	-	-	-	-
Commissions perçues	317,1	356,5	12,4%	424,9	19,2%
Commissions servies	33,2	31,2	-6,1%	33,1	6,2%
Marge sur commissions	283,9	325,3	14,6%	391,8	20,4%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	57,9	NS
Résultat des opérations sur titres de placement	21,4	37,7	76,6%	131,9	249,7%
Résultat des opérations de change	141,1	154,1	9,2%	129,9	-15,7%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-0,5	-2,5	NS	-10,2	NS
Résultat des opérations de marché	162,0	189,4	17,0%	309,4	63,3%
Divers autres produits bancaires	67,4	80,4	19,4%	102,3	27,3%
Divers autres charges bancaires	77,4	56,0	-27,7%	62,1	11,0%
PNB	1 855,2	2 022,6	9,0%	2 224,6	10,0%
Marge d'intérêt / PNB	76,5%	73,3%	-	66,7%	-
Marge sur commissions / PNB	15,3%	16,1%	-	17,6%	-
Marge sur opérations de marché / PNB	8,7%	9,4%	-	13,9%	-

Structure du PNB – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

L'observation de la structure du PNB de BMCE Bank entre 2000 et 2002 fait ressortir un recul de la contribution de la marge d'intérêt, qui est passée de 76,5% à 66,7%. Cette baisse traduit la stratégie de la Banque de diluer son niveau d'exposition au risque de taux d'intérêt. Elle s'est, en effet, opérée au

profit d'un développement des commissions et des opérations de marché à travers le déploiement des activités para-bancaires notamment telles que la bancassurance et le crédit-bail. Ces deux branches de revenus représentent respectivement 17,6% et 13,9% du PNB à fin 2002, contre 16,1% et 9,4% une année auparavant.

1.1. La marge d'intérêt

En 2001, la marge d'intérêt s'est appréciée de 4,5%, passant de MAD 1 419 millions à MAD 1 483 millions. Elle est tirée par une hausse de MAD 114 millions (+4,6%) des intérêts et produits assimilés, qui compense le supplément de MAD 50 millions des intérêts et charges assimilés (+4,8%) généré au terme de l'exercice. L'appréciation du compartiment trésorerie de l'activité Maroc y contribue de manière significative (MAD +58 millions), profitant de la hausse des produits des Bons du Trésor suite aux acquisitions opérées sur le marché secondaire.

A fin 2002, la marge d'intérêt est restée stable par rapport à l'exercice précédent. Elle enregistre notamment la baisse de l'activité Maroc, qui s'est réduite de 2,9%. Cette dernière évolution est imputable à un rendement plus faible du compartiment Bons du Trésor, qui a enregistré un recul de 9,3%, et à des charges de trésorerie induites par la souscription de SICAV (MAD 3,3 milliards) au second semestre 2002. Elle reste toutefois atténuée par la réduction conjuguée du coût des ressources et du volume des dépôts à terme.

En %	2000	2001	2002
Marge d'intermédiation clientèle	4,1%	3,7%	3,8%

Marge d'intermédiation – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

La marge d'intermédiation clientèle a enregistré sur la période 2000-2002 l'effet combiné de la baisse des taux de rendement des crédits et de l'amélioration du coût des ressources. La tendance observée est la résultante de la décrue structurelle des taux d'intérêt issue de la situation de sur-liquidité sur le marché. Au niveau des taux de rendement, elle est accentuée par l'intensification de la concurrence bancaire ; au niveau du coût des ressources, elle est appuyée par la montée des ressources non rémunérées.

Cette évolution étant d'amplitude plus importante pour la première composante, elle a induit une érosion de la marge d'intermédiation de la Banque qui a perdu, entre 2000 et 2002, 0,3 point pour s'établir à 3,8%.

1.2. La marge sur commissions

La marge sur commissions a affiché, sur la période 2000-2001, une augmentation de 14,6% passant de MAD 284 millions à MAD 325 millions. Une progression a été enregistrée au niveau de toutes les composantes de cette marge, excepté le compartiment Titres (-7,6%) qui a subi le contrecoup de la crise boursière au Maroc.

En 2002, la marge sur commissions a enregistré une augmentation de 20,4% à MAD 392 millions, soutenue notamment par l'évolution positive des « services Maroc », de la monétique, de la bancassurance, du commerce extérieur et de l'activité titres. Le change manuel de l'activité Maroc a été la seule composante en baisse (-18,2%), suite aux volumes exceptionnels enregistrés au cours de l'année 2001 en raison du passage à l'Euro.

1.3. Le résultat des opérations de marché

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Résultat des opérations sur titres de transaction ⁷	-	-	-	57,9	NS
Résultat des opérations sur titres de placement ⁸	21,4	37,7	76,6%	131,9	249,7%
Résultat des opérations de change	141,1	154,1	9,2%	129,9	-15,7%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-0,5	-2,5	NS	-10,2	NS
Résultat des opérations de marché	162,0	189,4	17,0%	309,4	63,3%

Ventilation du résultat des opérations de marché – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Marquant une évolution de 17%, le résultat des opérations de marché a totalisé au terme de l'année 2001 MAD 189 millions, contre MAD 162 millions en 2000. Ce compartiment inclut notamment les plus-values nettes sur Bons du Trésor, le gain de change réalisé par la Salle des Marchés Maroc qui se chiffre à MAD 87 millions, et le gain de change de la monétique. Il intègre également un gain de change de MAD 47 millions sur un placement en dollars.

A fin 2002, le résultat des opérations de marché a atteint MAD 309 millions, soit un accroissement de 63,3%. Il est particulièrement soutenu par les plus-values nettes sur titres de transaction qui se sont élevées à MAD 189 millions pour l'activité Maroc, marquant une progression de plus de 400%.

Au cours des trois exercices sous revue, 2002 a été la seule année où BMCE Bank a enregistré un résultat sur les opérations sur titres de transaction, provenant de plus-values sur OPCVM détenus pour compte propre.

La forte hausse des plus-values sur titres de placement (Bons du Trésor à 5 ans essentiellement) est due principalement aux opportunités de trading que l'évolution des taux d'intérêt a permises en 2002. En effet, la banque a pris des positions importantes sur ces titres à fin 2001 anticipant une évolution à la baisse des taux d'intérêt qui s'est concrétisée durant l'exercice suivant.

Le résultat des opérations de change peut être considéré comme récurrent. Quant aux plus-values sur titres, elles sont par essence volatiles mais les évolutions récentes montrent qu'un volant de MAD 30 millions peut également être considéré comme récurrent.

1.4. Le résultat des autres opérations d'exploitation bancaire

Les évolutions favorables des marges d'intérêt, sur commissions et du résultat des opérations de marché entre 2000 et 2002 ont été renforcées par la bonne tenue des divers autres produits d'exploitation bancaire (correspondant principalement aux dividendes perçus), qui ont enregistré des hausses respectives de 19,4% et 27,3%. Les diverses autres charges d'exploitation, incluant la cotisation au fonds de garantie des dépôts notamment, se sont en parallèle améliorées, s'allégeant respectivement de 27,7% et 11,0% en 2001 et 2002.

⁷ Les titres de transaction (détenus à moins de 6 mois) sont évalués au cours du jour de la date d'arrêté, les gains ou les pertes latents sont portés directement au compte de produits et charges.

⁸ Les titres de placement (détenus à plus de 6 mois) sont évalués à chaque arrêté par référence au prix de marché, seules les moins-values latentes font l'objet d'un provisionnement par ensemble homogène de titres de même nature.

2. Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produit Net Bancaire (1)	1 855,2	2 022,6	9,0%	2 224,6	10,0%
Charges générales d'exploitation (2)	1 104,1	1 253,5	13,5%	1 291,0	3,0%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	59,5%	62,0%	+2,5 pts	58,0%	-3,9 pts

Coefficient d'exploitation – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produit Net Bancaire (1)	12 835,8	13 954,3	8,7%	14 733,0	5,6%
Charges générales d'exploitation (2)	6 805,6	7 285,1	7,0%	7 655,1	5,1%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	53,0%	52,2%	-0,8 pts	52,0%	-0,2 pts

Coefficient d'exploitation – Secteur bancaire

Source : GPBM

Les charges générales d'exploitation, incluant les frais généraux et les dotations aux amortissements, se sont inscrites, au terme de l'année 2001, en hausse de 13,5% passant de MAD 1 104 millions à MAD 1 254 millions.

Cette évolution est imputable à une augmentation des charges non récurrentes, qui comprennent notamment :

- Les frais de fonctionnement de la filiale BMCE Capital depuis 1998. Les règlements effectués par BMCE Bank ont totalisé MAD 70,9 millions en 2001 au titre de ce même exercice et des arriérés de 1998 à 2000, et MAD 36,1 en 2002 ;
- La hausse conventionnelle des charges du personnel pour un montant de MAD 13,6 millions qui fait suite à l'accord conclu entre les syndicats et les banques.

En 2002, les mesures volontaristes de réduction des coûts de fonctionnement ont établi les charges générales d'exploitation à MAD 1 291 millions. Celles-ci intègrent toutefois des charges non récurrentes de l'activité Maroc, liées à un programme de départ en retraite anticipée pour un montant de MAD 120 millions.

Consécutivement à ces évolutions, combinées à des progressions du PNB de 9% et 10% respectivement en 2001 et 2002, le coefficient d'exploitation de la Banque est passé de 59,5% en 2000, à 62,0% puis à 58,0% à fin 2002. Retraité de la charge exceptionnelle susmentionnée, ce ratio s'établit au 31 décembre 2002 à 52,9%, s'alignant sensiblement sur la moyenne sectorielle qui s'affiche, pour sa part, à 52% au titre du même exercice.

3. Résultat d'exploitation

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produit Net Bancaire	1 855,2	2 022,6	9,0%	2 224,6	10,0%
Résultat brut d'exploitation	940,6	815,0	-13,3%	914,6	12,2%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	495,6	634,3	28,0%	932,8	47,1%
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	229,1	317,0	38,4%	375,9	18,6%
Résultat courant	666,8	537,8	-19,3%	392,2	-27,1%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation s'est établi à fin décembre 2001 à MAD 815 millions, contre MAD 941 millions en 2000. Cette baisse de 13,3% trouve son origine dans :

- La dégradation du niveau des charges générales d'exploitation (v. supra) ;
- Une contraction de 80% environ du résultat des opérations sur immobilisations financières à MAD 37 millions justifiée par un résultat de cession dopé, en 2000, par la vente de titres ONA-SNI (prix de cession de MAD 1,2 milliards).

À noter que la baisse du résultat brut d'exploitation a toutefois été atténuée par la constatation de dotations aux provisions sur titres de participation moins importantes qu'en 2000 (cf. tableau ci-dessous). Ce dernier exercice a en effet enregistré une dotation nette de MAD 130 millions, ayant notamment porté sur les titres CIH, SMDC, Palm Beach et Frumat.

À fin 2002, le résultat des opérations sur immobilisations financières s'est creusé à MAD -42 millions, intégrant entièrement des dotations aux provisions pour dépréciation de titres. En effet, dans le cadre de l'assainissement du portefeuille de titres de participation, BMCE Bank a procédé à des provisions exceptionnelles sur sa participation dans le capital de la SMDC – actuellement absorbée par la BCP – et du CIH, et ce pour des montants respectifs de MAD 30 millions et MAD 10 millions.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Dotations aux provisions sur titres de participation et emplois assimilés	130,0	26,7	-79,5%	43,4	62,5%
Reprises de provisions sur titres de participation et emplois assimilés	-	43,7	NS	72,6	66,1%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation de l'exercice 2002 a atteint MAD 915 millions, en accroissement de 12,2% sous l'effet de l'évolution favorable du PNB et des charges générales d'exploitation (qui incluent des frais non récurrents de l'ordre de MAD 120 millions).

Les dotations brutes aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance ont été progressivement renforcées au cours de la période 2000-2002, tel qu'en atteste leur progression : +28,0% et +47,1% respectivement à MAD 634 millions et MAD 933 millions. La forte hausse enregistrée en 2002 s'explique par les provisions constituées en couverture des crédits sur SODEA et SOGETA, certains professionnels des secteurs hôtelier et minotier ainsi que sur les sociétés déclarées en redressement judiciaire.

Parallèlement, les reprises de provisions ont augmenté respectivement de 38,4% et 18,6% en 2001 et 2002. Leur évolution en volume est appelée à connaître une amélioration notable à partir de 2003 grâce à la mise en place d'une *Task Force* « Recouvrement » qui privilégie l'approche amiable à l'action judiciaire.

Globalement, l'intensification de l'effort de couverture des créances en souffrance s'inscrit dans le cadre d'un programme d'assainissement initié par le management de la Banque. Elle vise la consolidation de la politique de couverture des risques, le renforcement du recouvrement et l'alignement sur les dispositions réglementaires et les directives de la Banque Centrale.

Ainsi, le résultat courant de BMCE Bank est ressorti à MAD 538 millions au titre de 2001, marquant une baisse de 19,3%, et à MAD 392 millions en 2002, en régression de 27,1%.

4. Résultat net

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Résultat courant	666,8	537,8	-19,3%	392,2	-27,1%
Résultat non courant	-	-	-	-	-
Impôt sur les résultats	114,4	180,4	57,7%	109,9	-39,1%
Résultat net	552,4	357,5	-35,3%	282,3	-21,0%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Après déduction d'une charge fiscale de MAD 180 millions, le bénéfice net de l'exercice 2001 s'est élevé à MAD 358 millions, en retrait de 35,3% par rapport à celui de l'année précédente. En 2002, le résultat net a perdu 21% pour atteindre MAD 282 millions.

5. Rentabilité des Capitaux Propres et Rentabilité des Actifs

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Résultat net (1)	552,4	357,5	-35,3%	282,3	-21,0%
Fonds propres début de période (2)	4 674,8	4 801,6	2,7%	4 957,5	3,2%
Actifs moyens (3) ⁹	44 506,7	47 404,8	6,5%	50 993,6	7,6%
ROE (en %) (1 / 2)	11,8%	7,4%	-	5,7%	-
ROA (en %) (1 / 3)	1,2%	0,8%	-	0,6%	-

Ratios de rentabilité – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

La baisse de la rentabilité des capitaux propres au cours de la période 2000-2002 s'explique par les effets du programme de restructuration de BMCE Bank, relatifs à l'assainissement bilantiel et à la réduction des frais généraux. Subissant le poids des charges y afférentes, le résultat net a évolué défavorablement, induisant une baisse du ROE qui est passé de 7,4% en 2001 à 5,7% en 2002.

Parallèlement, et pour des raisons similaires, après avoir atteint un niveau de 1,2% au terme de l'exercice 2000, la rentabilité des actifs a enregistré une baisse de 0,6 point, passant à 0,8% en 2001 et à 0,6% en 2002.

⁹ Correspondant à la moyenne arithmétique des actifs début et fin de période.

II. ANALYSE DU BILAN

Remarque préliminaire : Les données relatives au secteur bancaire relatives ci-après tiennent compte de l'activité Maroc des seules banques à caractère commercial. Elles excluent le CIH, la BNDE et le Crédit Agricole.

1. Évolution de l'Actif

1.1. Portefeuille Crédits

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.	30/06/03	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 298,1	13 780,3	3,6%	13 870,9	0,7%	14 439,6	4,1%
Crédits à l'équipement	4 781,8	4 953,8	3,6%	5 165,0	4,3%	5 492,5	6,3%
Crédits immobiliers	867,5	604,1	-30,4%	1 010,7	67,3%	1 357,9	34,4%
Autres crédits	3 129,2	3 528,9	12,8%	2 820,1	-20,1%	3 387,8	20,1%
Total crédits	22 076,5	22 867,1	3,6%	22 866,6	0,0%	24 677,7	7,9%

Encours de crédits nets – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les crédits nets distribués par BMCE Bank en 2001 se sont élevés à MAD 22 867 millions. Ils marquent une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente en dépit d'une conjoncture économique difficile qui a conduit à la détérioration des équilibres financiers de plusieurs entreprises clientes. Cet exercice a connu une évolution de 3,6% aussi bien pour les crédits de trésorerie et à la consommation, que pour les crédits à l'équipement. L'encours des crédits immobiliers a en revanche reculé de 30,4% pour atteindre MAD 604 millions. Il s'agit là d'un reclassement comptable partiel en crédits à la consommation de prêts sociaux pour près de MAD 260 millions, induit par l'entrée en application du PCEC.

A fin 2002, l'encours net des emplois clientèle s'est maintenu à son niveau de l'exercice antérieur. Cette inertie fait suite à un effort de provisionnement important et à une politique sélective d'octroi de crédits, qui a notamment établi l'évolution des crédits de trésorerie et à la consommation à 0,7%. A noter qu'au cours de cet exercice, les crédits immobiliers ont affiché une progression de plus de 67%, supérieure à celle du secteur, à MAD 1 011 millions.

L'évolution de l'activité Maroc de la Banque fait ressortir une stabilité de sa part de marché en termes de crédits. De 15,6% en 2000, celle-ci est en effet passée à 15,3%¹⁰ en 2001 pour se refixer à 15,6%⁵ en 2002.

Au 30 juin 2003, l'encours net des crédits sur la clientèle s'est apprécié de 7,9%, atteignant MAD 24 678 millions, sous l'effet conjugué notamment de la progression des crédits de trésorerie et à la consommation (+4,1%) et des crédits immobiliers (+34,4%).

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	73 848,6	72 873,1	-1,3%	70 952,4	-2,6%
Crédits à l'équipement	24 788,8	26 627,4	7,4%	27 625,7	3,7%
Crédits immobiliers	12 568,0	15 063,9	19,9%	21 897,6	45,4%
Autres crédits	10 013,8	14 080,7	40,6%	10 119,9	-28,1%
Total crédits	121 219,2	128 645,1	6,13%	130 595,5	1,5%

Encours de crédits nets – Secteur bancaire

Source : GPBM

¹⁰ Source GPBM.

Sur le segment des crédits de trésorerie et à la consommation, la part de marché – activité Maroc – de BMCE Bank s’est améliorée entre 2000 et 2002, passant de 16,8% à 18,0% et correspondant à un encours de MAD 14 milliards. Cette amélioration est due notamment à un fléchissement de cette catégorie de crédits au niveau sectoriel (-1,3% en 2001 et -2,6% en 2002) qui s’explique par une montée des risques sur ce segment. Les crédits à l’équipement et immobiliers de BMCE Bank ont totalisé, quant à eux, près de MAD 6 milliards à fin 2002, avec une nette progression de l’immobilier, dont l’encours a augmenté de plus de 67%. Cette même tendance est observée au niveau sectoriel, dont l’encours immobilier s’est apprécié respectivement de 20% et de 45% en 2001 et 2002. Elle se justifie par l’orientation des intervenants sur le marché vers des créneaux porteurs, mais peu risqués.

1.2. Structure des Crédits de la Banque

Structure en %	2000	2001	2002	30/06/2003
Crédits de trésorerie et à la consommation	60,2%	60,3%	60,7%	58,5%
Crédits à l’équipement	21,7%	21,7%	22,6%	22,3%
Crédits immobiliers	3,9%	2,6%	4,4%	5,5%
Autres crédits	14,2%	15,4%	12,3%	13,7%
Total crédits	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Structure en %	2000	2001	2002
Crédits de trésorerie et à la consommation	60,9%	56,6%	54,3%
Crédits à l’équipement	20,4%	20,7%	21,2%
Crédits immobiliers	10,4%	11,7%	16,8%
Autres crédits	8,3%	10,9%	7,7%
Total crédits	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits du secteur bancaire

Source : GPBM

À l’image du secteur, la structure des crédits de la Banque reste marquée par une prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation, qui représentent, à eux seuls, 61% environ du total des engagements à fin 2002, contre 54% pour l’ensemble des banques commerciales. Celles-ci ont amorcé en 2002 un délestage de ce segment de marché, dont la gestion du risque s’avère parfois problématique ; ce qui explique la baisse de sa contribution dans l’encours global, laquelle atteignait 60% en 2000.

Cette désaffection se fait au profit des crédits immobiliers dont la part dans l’encours sectoriel s’élève à plus de 17%. BMCE Bank s’aligne de plus en plus sur cette tendance, bien que progressivement, avec une contribution de l’immobilier dans l’encours global de l’ordre de 4,4% en 2002, contre 2,6% en 2001 et 3,9% à fin 2000.

Au 30 juin 2003, la structure des dépôts n’a pas connu de modification significative, sinon une appréciation du poids des crédits immobiliers qui est passé à 5,5%, et une augmentation de la part des autres crédits (13,7%) en raison de l’intensification du déclassement des créances.

1.3. Qualité du Portefeuille Crédits de la Banque

L’encours agrégé des créances en souffrance de BMCE Bank a enregistré des hausses respectives de 23,4% et 4,7% en 2001 et 2002, pour s’établir à MAD 2 188 millions. L’évolution enregistrée au courant de cette période a été la suite logique de la politique d’assainissement réactivée en 2001, sous l’effet de la dégradation des équilibres financiers d’un certain nombre d’entreprises clientes, laquelle situation a conduit à plusieurs redressements judiciaires.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.	30/06/03	Var.
Créances pré-douteuses	26,8	2,1	-92,2%	2,7	28,6%	1,3	-51,9%
Créances douteuses	93,6	96,5	3,1%	98,1	1,7%	76,9	-21,6%
Créances compromises	1 628,6	2 044,4	25,5%	2 130,30	4,2%	2 263,2	6,2%
Agios réservés	-55,2	-53,4	3,3%	-43,1	19,3%	ND	-
Encours global brut hors agios	1 693,7	2 089,6	23,4%	2 188,0	4,7%	2 341,4	7,0%

Ventilation des créances en souffrance brutes – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le taux de contentieux de la Banque a corrélativement augmenté de 1,7 points entre 2000 et 2002, passant de 7,3% à 9,0%. Il reste d'un niveau inférieur à celui du système bancaire qui a enregistré, lors de cette même période, une dégradation de 2,7 points à 12,6%. À fin juin 2003, ce taux se maintient quasiment à 8,9%.

	2000	2001	Var.	2002	Var.	30/06/03	Var.
Encours brut des créances en souffrance ¹¹ (M MAD)	1 693,7	2 089,6	23,4%	2 188,0	4,7%	2 341,4	7,0%
Taux de contentieux (%) ¹²	7,3%	8,6%	-	9,0%	-	8,9%	-
Taux de contentieux du secteur (%)	9,9%	11,6%	-	12,6%	-	ND	-

Qualité du Portefeuille Crédits : BMCE Bank vs. Secteur

Sources : GPBM & BMCE Bank

Parallèlement, le taux de couverture des créances en souffrance de la Banque a atteint 69,5% en 2002. Il gagne plus de 6 points par rapport à l'exercice 2001 qui a subi l'impact de la plus forte augmentation de l'encours déclassé (+23,4%) par rapport aux provisions (+10,6%).

Le niveau actuel de couverture a pu être atteint grâce au lancement, en 2002, d'une opération de renforcement de l'assainissement. Celle-ci s'est matérialisée par un renforcement de la charge du risque qui a gagné plus de 1 point entre 2000 et 2002 à 2,3%, occasionnant un accroissement de 15% de l'encours des provisions pour créances en souffrance à MAD 1 522 millions.

À ce titre, il convient de noter que les méthodes de provisionnement établies par la Banque Centrale et appliquée par BMCE Bank jusqu'en 2002 se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses (3 à 5 impayés), douteuses (6 à 8 impayés) ou compromises (9 impayés et plus) ;
- Hormis les cas d'urgence (déclaration en redressement ou en liquidation judiciaire, événements de nature à compromettre la continuité de l'affaire...), toutes les créances sont déclassées par la commission des comptes à risque qui se tient sur une base trimestrielle ;
- Les créances en souffrance – comprenant le capital restant dû, le montant des impayés et les intérêts – sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour le pré-douteux ;
 - 50% pour le douteux ;
 - 100% pour le compromis.

¹¹ Compte non tenu des provisions pour créances en souffrance.

¹² Correspondant au rapport entre les créances en souffrance brutes et l'encours brut des crédits sur la clientèle.

Enfin, en réintégrant la provision pour risques généraux (PRG) affectée, tel qu'autorisé par Bank Al Maghrib, pour un montant de MAD 118 millions en 2001 et 2002, le taux de provisionnement de la Banque s'élève à 74,9%, contre 68,7% en 2001.

Par ailleurs, la politique de recouvrement de BMCE Bank a été appuyée par la mise en place d'une *Task Force* spécifique. Celle-ci a notamment donné lieu à la création d'une entité en charge de la Gestion Préventive du Risque de Crédit et privilégie :

- La procédure de récupération amiable au détriment de la récupération par voie judiciaire ;
- L'activation des datations en paiement ;
- Le suivi mensuel du portefeuille de crédit visant à mieux circonscrire les tendances naissantes de la qualité du crédit.

	2000	2001	Var.	2002	Var.
Charge de risque nette ¹³	1,2%	1,3%	+0,1 pt	2,3%	+1,0 pt
Encours brut des créances en souffrance ¹⁴ (M MAD)	1 693,7	2 089,6	23,4%	2 188,0	4,7%
Encours provisions pour créances en souffrance (M MAD)	1 190,6	1 316,6	10,6%	1 521,6	16,6%
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%)	70,3%	63,0%	-7,3 pts	69,5%	+6,5 pts
Provision pour risques généraux (PRG) affectée (brute d'impôt)	-	118	-	118	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%) y compris PRG affectée (brute d'impôt)	70,3%	68,7%	-1,6 pts	74,9%	6,2 pts

Taux de provisionnement – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

2. Évolution du Passif

2.1. *Évolution des Dépôts de la Clientèle*

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.	30/06/03	Var.
Comptes à vue créditeurs	14 196,4	16 185,8	14,0%	19 335,2	19,5%	18 931,0	-2,1%
Comptes d'épargne	5 300,3	6 231,8	17,6%	6 904,6	10,8%	7 140,6	3,4%
Dépôts à terme	12 453,5	11 100,1	-10,9%	10 623,3	-4,3%	10 170,1	-4,3%
Autres dépôts et comptes créditeurs	4 605,2	4 601,4	-0,1%	4 051,2	-12,0%	3 892,8	-3,9%
Total dépôts	36 555,4	38 199,1	4,3%	40 914,3	7,3%	40 134,6	-1,9%

Encours de dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

¹³ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

¹⁴ Compte non tenu des provisions pour créances en souffrance.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Comptes à vue créditeurs	95 917,4	113 911,0	18,8%	127 319,0	11,8%
Comptes d'épargne	26 329,0	29 898,6	13,6%	32 477,8	8,6%
Dépôts à terme	70 741,8	78 007,0	10,3%	76 362,7	-2,1%
Autres dépôts et comptes créditeurs	10 270,6	8 907,8	-13,3%	12 067,5	35,5%
Total dépôts	203 258,8	230 724,4	13,51%	248 227,0	7,6%

Encours de dépôts du secteur bancaire

Source : GPBM

Au 31 décembre 2001, les ressources clientèle de BMCE Bank se sont élevées à MAD 38 199, marquant une progression de 4,3% par rapport à l'année précédente. Cette évolution est notamment tirée par la hausse des comptes à vue et des comptes d'épargne qui se sont accrus respectivement de 14,0% et 17,6%. Elle est pourtant atténuée par le recul des dépôts à terme qui a atteint -10,9% à MAD 11 100 millions.

A fin 2002, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 7,3%, en ligne avec le rythme de croissance du secteur. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des comptes à vue créditeurs (+19,5%) et des comptes à terme (+10,8%). Elle inclut aussi un retrait des dépôts à terme (-4,3%) qui se justifie par la situation de sur-liquidité sur le marché, et une régression de 12,0% des autres dépôts et comptes créditeurs, lesquels intègrent principalement les « repos ».

En termes de part de marché Maroc, BMCE Bank s'adjuge, en 2002, 14,9%¹⁵ de part de marché en termes de dépôts clientèle, contre 14,6%⁷ à fin 2001.

Au 30 juin 2003, les dépôts de la clientèle de la Banque se sont repliés de 1,9% à MAD 40 135 millions. Ils enregistrent notamment une décélération des dépôts à terme et des autres dépôts et comptes créditeurs (-4,3% et -3,9% respectivement), qui s'inscrit dans le cadre de la politique d'optimisation du coût des ressources de la Banque.

2.2. Structure des Dépôts

La structure des dépôts de BMCE Bank est caractérisée par une prépondérance des dépôts non rémunérés, dont le poids a évolué en s'accroissant entre 2000 et 2002 pour atteindre 57,2%. Les dépôts rémunérés ont vu leur part se réduire progressivement au cours de cette période, en ligne avec la politique de réduction du coût des ressources de la Banque, s'établissant à 42,8% à fin 2002, contre 48,6% en 2000.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Dépôts non rémunérés	18 801,6	20 787,2	10,6%	23 386,4	12,5%
En %	51,4%	54,5%	-	57,2%	-
Dépôts rémunérés	17 753,8	-2,4%	17 331,9	17 527,9	1,1%
En %	48,6%	-	45,5%	42,8%	-
Total dépôts	36 555,4	38 199,1	4,3%	40 914,3	7,3%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les comptes à vue créditeurs (comptes chèques et comptes courants) représentent plus de 47% du total des ressources à fin 2002. Quant au poids des dépôts à terme de la Banque, il accuse un recul de 8 points entre 2000 et 2002 à 26%. Il s'affiche à fin 2002 en deçà de la moyenne sectorielle qui s'établit, elle, à 31%.

La tendance observée par la structure des dépôts entre 2000 et 2002 s'affirme également à fin juin 2003, et découle des évolutions des différentes composantes relatives ci-dessus.

¹⁵ Source : GPBM.

Structure en %	2000	2001	2002	30/06/2003
Comptes à vue créditeurs	38,8%	42,5%	47,3%	47,2%
Comptes d'épargne	14,5%	16,3%	16,8%	17,8%
Dépôts à terme	34,1%	29,1%	26,0%	25,3%
Autres dépôts et comptes créditeurs	12,6%	12,1%	9,9%	9,7%
Total dépôts	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Structure en %	2000	2001	2002
Comptes à vue créditeurs	47,2%	49,4%	51,3%
Comptes d'épargne	13,0%	13,0%	13,1%
Dépôts à terme	34,8%	33,8%	30,8%
Autres dépôts et comptes créditeurs	5,0%	3,9%	4,9%
Total dépôts	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts du secteur bancaire

Source : GPBM

3. Solidité Financière : Ratio de Solvabilité

En %	2000	2001	2002
Ratio de solvabilité ¹⁶	11,6%	13,3%	14,4%

Ratio de solvabilité de BMCE Bank

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'est établi à 13,3% en 2001, gagnant près de 2 points par rapport à l'exercice précédent. En 2002, il a enregistré une hausse de 110 points de base pour atteindre 14,4%, dépassant de 6,4 points la norme réglementaire de 8%.

4. Gestion Actif / Passif de la Banque

Après une quasi-stagnation entre 2000 et 2001, le ratio de transformation des dépôts en crédits s'est délesté en 2002 de 383 points de base à 59,6%. Son évolution est due à une progression de l'encours des dépôts supérieure à celle de l'encours brut de crédits¹⁷ : 7,3% comparée à 0,8%. Cependant, supportant le poids de la forte augmentation de la collecte bilantielle, ce taux reste sensiblement aligné sur la moyenne des banques commerciales qui s'est établie à 57,9% en 2002.

À fin juin 2003, le taux de transformation de BMCE Bank est passé à 65,4%. Il enregistre l'intensification de l'effort commercial de la Banque au cours de ce semestre, donnée par une progression des crédits bruts sur la clientèle de l'ordre de 7,7% par rapport au 31 décembre 2002.

En M MAD	2000	2001	2002	30/06/2003
Encours crédits bruts	23 267,1	24 183,6	24 388,2	26 254,2
Encours dépôts	36 555,4	38 119,1	40 914,3	40 134,6
Encours crédits / Encours dépôts	63,6%	63,4%	59,6%	65,4%

Ratio de transformation des dépôts en crédits – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

¹⁶ Correspondant au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la Banque.

¹⁷ Les crédits bruts s'entendent hors provisions pour créances en souffrance.

En M MAD	2000	2001	2002
Encours crédits bruts	133 640,9	138 750,3	143 671,6
Encours dépôts	203 258,8	230 724,4	248 227,0
Encours crédits / Encours dépôts	65,7%	60,1%	57,9%

Ratio de transformation des dépôts en crédits – Secteur bancaire

Source : GPBM

5. Structure des Ressources de BMCE Bank

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Fonds propres, dont :	5 234,7	5 368,6	2,6%	5 395,7	0,5%
PRG (brute d'impôt)	178,7	172,9	-3,2%	168,7	-2,4%
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%
Réserves	2 925,3	3 250,6	11,1%	3 301,1	1,6%
Résultat net de l'exercice	552,4	357,5	-35,3%	282,3	-21,0%
Ressources	37 643,1	39 548,6	5,1%	44 566,5	12,7%
Établissements de crédit	3 814,0	4 325,2	13,4%	6 548,0	51,4%
Comptes à vue	937,1	1 003,2	7,0%	871,7	-13,1%
Emprunts trésorerie à terme	2 876,8	3 322,0	15,5%	5 676,3	70,9%
Clientèle	33 829,2	35 223,4	4,1%	38 018,5	7,9%
Trésorerie	-324,8	-1 019,2	213,8%	-657,7	-35,5%

Structure des ressources – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank se composent des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédits et des dépôts de la clientèle, ainsi que de la trésorerie nette.

Entre 2000 et 2002, les fonds propres ont marqué des progressions successives de 2,6% et 0,5% par an, atteignant MAD 5 396 millions.

La principale composante des ressources bancaires est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à plus de MAD 38 milliards à fin 2002, y contribuent en moyenne à hauteur de 77% entre 2000 et 2002.

Les ressources émanant des établissements de crédits évoluent de manière significative sur cette même période, tirées à la hausse par la progression des emprunts de trésorerie à terme : +15,5% en 2001 et +70,9% en 2002.

La trésorerie nette, après une évolution de MAD -694 millions en 2001, a marqué pendant l'exercice suivant une hausse de 35,5%, justifiée par le relèvement du niveau de la réserve monétaire.

III. ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.	30/06/03	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 783,8	8 502,1	9,2%	7 700,8	-9,4%	7 324,6	-4,9%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	5 182,6	4 707,2	-9,2%	3 269,6	-30,5%	3 052,2	-6,6%
TOTAL	12 966,4	13 209,2	1,9%	10 970,5	-16,9%	10 376,8	-5,4%

Engagements par signature – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	35 963,9	39 595,7	10,1%	40 072,5	1,2%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	20 871,2	15 156,1	-27,4%	13 304,6	-12,2%
TOTAL	56 835,1	54 751,8	-3,7%	53 377,1	-2,5%

Engagements par signature – Secteur bancaire

Source : GPBM

Atteignant MAD 13 209 millions, les engagements par signature de BMCE Bank ont enregistré au terme de l'exercice 2001 une évolution de +1,9%, qui recouvre notamment une régression de 9,2% des engagements en faveur des établissements de crédits et assimilés.

En 2002, les engagements par signature de la Banque se sont inscrits en baisse de 16,9% passant à MAD 10 971. Cette décélération est imputable aussi bien aux engagements donnés en faveur d'intermédiaires financiers dont le volume a reculé de 30,5% à MAD 3 270 millions, qu'aux engagements en faveur de la clientèle qui ont évolué de -9,4% pour s'établir à MAD 7 701 millions à la clôture de l'exercice.

Au 30/06/2003, les engagements par signature ont marqué un fléchissement de 5,4% à MAD 10 377 millions. Cette baisse recouvre un repli des engagements par signature donnés aussi bien en faveur de la clientèle (-4,9%) que des intermédiaires financiers (-6,6%).

Analyse des états financiers semestriels agrégés ()*

Juin 2002 – Juin 2003

() L'activité agrégée inclut l'activité Maroc (hors filiales) ainsi que celles de la Succursale de Paris et de Tanger Off Shore – Ces états ont été vérifiés par les Commissaires aux Comptes.*

I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE

1. Produit Net Bancaire

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Intérêts et produits assimilés	1 198,9	1 162,7	-3,0%
Intérêts et charges assimilés	481,0	397,7	-17,3%
Marge d'intérêt	717,9	765,0	6,6%
<i>En % du PNB</i>	<i>67,8%</i>	<i>67,0%</i>	-
Marge sur commissions	172,0	165,2	-3,9%
<i>En % du PNB</i>	<i>16,2%</i>	<i>14,5%</i>	-
Résultat des opérations de marché	128,2	153,6	19,9%
<i>En % du PNB</i>	<i>12,1%</i>	<i>13,5%</i>	-
Divers	41,1	57,3	39,4%
<i>En % du PNB</i>	<i>3,9%</i>	<i>5,0%</i>	-
PNB	1 059,1	1 141,1	7,7%

Structure du PNB – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Au cours du premier semestre 2003, la marge d'intérêt a enregistré une évolution de 6,6% par rapport à la même période de l'exercice précédent pour s'établir à MAD 765 millions. Cette hausse est redevable à une maîtrise du coût des ressources, combinée à un accroissement du volume moyen des crédits.

La marge sur commissions s'est inscrite en baisse de près de 4%, passant de MAD 172 millions en juin 2002 à MAD 165 millions à la fin du premier semestre 2003. Les différentes composantes de cette marge ont connu des progressions favorables à l'exception du change manuel, du commerce extérieur et des titres.

Le résultat des opérations de marché s'est établi à fin juin 2003 à MAD 154 millions, en hausse de 19,9%. Cette augmentation est redevable à une progression de +73,1% du compartiment monétaire et obligataire. Elle reste toutefois atténuée par la baisse de plus de 50% du résultat des opérations de change.

Le solde des autres opérations bancaires a marqué une progression de 39,4% à MAD 57 millions. Cette hausse s'explique par l'évolution de 27,5% des dividendes perçus sur les titres de participation à MAD 91 millions.

Ainsi, le PNB du premier semestre 2003 est ressorti à MAD 1 141 millions contre MAD 1 059 millions à fin juin 2002, marquant une croissance de 7,7%.

2. Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Produit net bancaire	1 059,1	1 141,1	7,7%
Charges générales d'exploitation	581,1	560,8	-3,5%
<i>Dont charges de personnel</i>	<i>314,4</i>	<i>321,1</i>	<i>2,1%</i>
<i>Dont charges externes</i>	<i>266,7</i>	<i>239,6</i>	<i>-10,2%</i>
Coefficient d'Exploitation (en %)	54,9%	49,1%	-5,7 pts

Coefficient d'Exploitation – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les charges générales d'exploitation du premier semestre 2003 ont régressé de 3,5% à MAD 561 millions et ce, en raison des mesures volontaristes de réduction des charges entreprises par la Banque dans le cadre de la *Task Force* « Frais Généraux » ayant abouti à :

- La réalisation d'économies de l'ordre de 10% au niveau des charges externes ;
- Une progression maîtrisée des charges du personnel (+2,1%) et ce, en dépit de la poursuite du programme de départs anticipés. Nonobstant les charges induites par ce programme, les charges de personnel régressent de près de 5%.

L'évolution des charges générales d'exploitation a engendré une amélioration de 5,7 points du coefficient d'exploitation semestriel, qui est passé de 54,9% à 49,1%. Notons par ailleurs que cette baisse a été alimentée par une progression de 7,7% du PNB.

3. Résultat d'exploitation

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Produit net bancaire	1 059,1	1 141,1	7,7%
Résultat brut d'exploitation	446,5	585,5	31,1%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	410,2	536,6	30,8%
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	223,7	286,9	28,3%
Autres dotations	2,5	-	-100,0%
Résultat courant	262,4	335,8	28,0%

Résultat d'Exploitation – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation s'est amélioré de plus de 31% à MAD 586 millions en raison de l'évolution du PNB et de la maîtrise des charges générales d'exploitation.

Poursuivant l'effort d'assainissement de son portefeuille clientèle, BMCE Bank a constitué au premier semestre 2003 une dotation aux provisions pour créances en souffrance de MAD 537 millions, consolidant de fait sa politique de couverture des risques. Parallèlement, l'amélioration du recouvrement s'est matérialisée par la constatation de reprises pour un montant de MAD 287 millions au 30/06/2003.

Il convient de souligner que l'entrée en vigueur de la circulaire N° 19/G/2002 de BAM relative à la classification des créances en souffrance et à leur couverture par des provisions, a établi – au 31/12/2002 – l'encours de provisions additionnel à constituer par BMCE Bank à MAD 753 millions.

Les provisions à abonner conformément à cette circulaire seront étalées sur une durée de cinq (5) années¹⁸. Par conséquent, la charge de risque supplémentaire à doter par BMCE Bank devrait s'élever à MAD 150 millions par an entre 2003 et 2007. Ce montant s'entend hors reprises de provisions sur l'encours de créances en souffrance, qui peuvent neutraliser son impact si elles atteignent MAD 150 millions par an.

Au 30/06/2003, la part des provisions à constituer revenant au stock a été couverte à hauteur de MAD 111 millions par la PRG et par une provision ordinaire de 14,5 millions, soit 84% des MAD 150 millions à constituer.

¹⁸ Conformément à l'accord conclu entre les banques et Bank Al Maghrib.

Le résultat courant a marqué, par conséquent, une amélioration de 28% pour s'établir au 30/06/2003 à MAD 336 millions, comparé à MAD 262 millions à fin juin 2002.

4. Résultat Net

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Résultat courant	262,4	335,8	28,0%
Résultat non courant	-	-	-
Impôts sur les résultats	71,3	91,2	28,0%
Résultat net	191,2	244,6	28,0%

Résultat Net – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Au 30 juin 2003, le résultat net agrégé s'est apprécié de 28%, pour atteindre MAD 245 millions.

II. ANALYSE DU BILAN

1. Évolution de l'Actif

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 087,8	14 439,6	10,3%
Crédits à l'équipement	5 118,5	5 492,5	7,3%
Crédits immobiliers	762,3	1 357,9	78,1%
Autres crédits	3 087,4	3 387,8	9,7%
Total Crédits Clientèle	22 056,0	24 677,7	11,9%

Encours des crédits nets sur la clientèle – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les crédits clientèle nets agrégés de BMCE Bank se sont améliorés de +11,9%, atteignant MAD 24 678 millions à fin juin 2003, contre MAD 22 056,0 millions une année auparavant. Cette évolution est redevable à :

- La hausse de 10,3% des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent 58,5% de l'encours global des crédits ;
- La croissance de plus de 78% des crédits à l'immobilier qui atteignent 1 358 millions. Cette performance traduit la volonté de la Banque de dynamiser son positionnement sur ce segment qui demeure encore relativement faible.
- L'évolution des crédits à l'équipement et des autres crédits qui augmentent respectivement +7,3% et +9,7% à MAD 5 493 millions et MAD 3 388 millions.

2. Évolution du Passif

2.1. *Encours de Dépôts Clientèle*

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Comptes à vue créditeurs	16 472,5	18 931,0	14,9%
Comptes d'épargne	6 571,0	7 140,6	8,7%
Dépôts à terme	11 495,5	10 170,1	-11,5%
Autres comptes créditeurs	4 647,2	3 892,8	-16,2%
Total Dépôts Clientèle	39 186,1	40 134,6	2,4%

Encours des dépôts de la clientèle – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

L'encours des dépôts agrégés de BMCE Bank s'est élevé à MAD 40 135 millions à fin juin 2003, contre MAD 39 186 millions au terme du premier semestre 2002, soit une hausse de +2,4%.

Cette croissance est due à la progression de près de 15% des comptes à vue créditeurs qui se sont montés à MAD 18 931 millions et, dans une moindre mesure, à la hausse de 8,7% des comptes d'épargne (MAD 7 141 millions).

Parallèlement, dans le cadre de sa politique de maîtrise du coût des ressources et d'amélioration de la structure de ses dépôts, BMCE BANK a procédé à une baisse volontaire de plus de 11% des dépôts à terme à MAD 10 170 millions.

2.2. *Évolution des Capitaux Propres*

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%
Réserves et primes liées au capital	3 336,1	3 360,3	0,7%
Report à nouveau	0,03	0,1	200,0%
Résultat net en instance d'affectation	39,7	66,6	67,6%
Résultat net	191,2	244,6	28,0%
Fonds propres	5 154,5	5 259,1	2,0%

Fonds Propres – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Au terme du premier semestre 2002, les capitaux propres de BMCE Bank ont progressé de +2,0% par rapport à fin juin 2002, pour s'établir à MAD 5 259 millions. Cette évolution est due essentiellement à l'augmentation significative de la capacité bénéficiaire de la Banque (+67,6%).

3. Solidité Financière : Ratio de Solvabilité

En %	31 décembre 02	30 juin 03	Var.
Ratio de solvabilité ¹⁹	14,4%	12,25%	-2,15 pt

Ratio de solvabilité de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

À fin juin 2003, le ratio de solvabilité agrégée de BMCE Bank s'est établi à 12,25%, cédant 2,15 points de base par rapport au 31 décembre 2002.

¹⁹ Correspondant au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la Banque.

Il est important de préciser qu'en juillet 2003, la Banque Centrale a préconisé la déduction, en plus des éléments prévus par la circulaire N°4, de certaines participations de la Banque (RMA et Al Wataniya) dans le calcul de ses fonds propres nets servant de base à la détermination du ratio de solvabilité.

Cette directive a impliqué pour BMCE Bank une détérioration de ce ratio qui est passé en deçà du niveau réglementaire de 8%.

L'opération d'émission d'emprunt subordonné objet de la présente note d'information contribuera, parmi une série de mesures que la Banque met en œuvre, au renforcement de ses fonds propres réglementaires. Ces mesures incluent également :

- La cession de certaines participations pour MAD 700 millions. Au 30 novembre 2003, les cessions opérées ont notamment porté sur les valeurs : Maghrebail (MAD 53 millions), CTM (MAD 16 millions), SOMED (MAD 15 millions), SBM (MAD 16 millions) et Banco Bilbao Viscaya (MAD 6 millions).
- Le report d'un bénéfice annuel de MAD 300 millions.

La conjonction de l'ensemble de ces mesures permettra progressivement (à fin juin 2004) le redressement au niveau requis par BAM des ratios prudentiels. L'amélioration procurée par l'emprunt subordonné sera de l'ordre de 1,5%, celle induite par le report du bénéfice de 0,8% et, enfin, l'impact des cessions de participations s'élèvera à près de 3,6%.

III. ANALYSE DU RISQUE

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Encours brut de crédits	23 384,7	26 254,2	12,3%
Encours brut des créances en souffrance	2 125,6	2 341,4	10,2%
Taux de Contentialité	9,1%	8,9%	-0,2 pt

Contentialité – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Au 30 juin 2003, le taux de contentialité affiché par BMCE Bank s'est amélioré de 0,2 point à 8,9% par rapport au premier semestre 2002. Il intègre ainsi l'accroissement plus important de l'encours brut des crédits à la clientèle (+12,3%) par rapport aux créances en souffrance dont la hausse a été de 10,2%.

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Charge de risque nette²⁰	0,8%	1,0%	+0,2 pt
Provisions pour créances en souffrance	1 328,7	1 576,5	18,6%
Encours brut des créances en souffrance	2 125,6	2 341,4	10,2%
Taux de Provisionnement	62,5%	67,3%	+4,8 pts

Provisionnement – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le taux de provisionnement a connu au cours du premier semestre 2003 une appréciation de près de 5 points, s'établissant à 67,3%. Ce ratio enregistre notamment un développement de 18,6% de l'encours

²⁰ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

de provisions à MAD 1 577 millions, qui recouvre une dégradation de l'encours de créances déclassées de MAD +216 millions dans le sillage de l'application des dispositions de la circulaire N° 19/G/2002. Il traduit une consolidation de la politique de couverture des risques de la Banque, laquelle a conduit au renforcement de la charge de risque semestrielle agrégée de 0,2 point à 1%.

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Créances pré-douteuses	2,7	1,3	-51,9%
Créances douteuses	215,6	76,9	-64,3%
Créances compromises	1 907,3	2 263,2	18,7%
Encours global	2 125,6	2 341,4	10,2%

Ventilation des créances en souffrance brutes – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

À noter, enfin, que les méthodes de couverture de l'encours des créances en souffrance prévalant en 2003 sont issues des dispositions de la circulaire susmentionnées (19/G/2003), lesquelles prévoient :

- Le classement des créances en souffrance selon le degré de risque de perte en créances pré-douteuses (90 à 180 jours de non-remboursement après terme), douteuses (180 à 360 jours) ou compromises (360 jours et plus) ;
- Les créances en souffrance sont, après des déductions des quotités de garantie prévues par la nouvelle circulaire, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour le pré-douteux ;
 - 50% pour le douteux ;
 - 100% pour le compromis.

IV. ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 456,8	7 324,6	-1,8%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	4 635,1	3 052,2	-34,2%
TOTAL	12 091,9	10 376,8	-14,2%

Hors Bilan – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les engagements par signature agrégés de la Banque se sont établis à MAD 10 377 millions à fin juin 2003, soit une baisse de 14,2% par rapport à fin juin 2002, en raison des :

- Engagements par signature en faveur de la clientèle qui régressent de près de 2%;
- Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers qui ont, pour leur part, baissé de plus de 34%.

SECTION II : ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

2000-2002

Analyse des états financiers annuels consolidés ()*

Exercices 2000 à 2002

() Les états consolidés ont fait l'objet d'une certification par les Commissaires aux Comptes.*

I. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés à fin 2002 regroupent les comptes individuels de BMCE Bank et de ses filiales les plus significatives, à savoir les huit filiales suivantes que la Banque contrôle de manière exclusive :

- Maroc Factoring ;
- Salafin ;
- Maghrebail ;
- BMCE Capital ;
- BMCE International ;
- BMCE Capital Bourse ;
- BMCE Capital Gestion ;
- Interfina.

Ainsi que les quatre filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- Al Wataniya ;
- Casa Finance Markets ;
- Acmar ;
- La Banque de Développement du Mali.

Ce périmètre de consolidation exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le prix d'acquisition auquel elles sont inscrites dans l'actif du bilan du groupe correspond à leur valeur vénale de par la nature de leur activité et traduit, en conséquence, la réalité des risques encourus en plus d'être représentatif de l'activité financière du groupe.

Les changements dans le périmètre de consolidation enregistrés entre 2000 et le 30/06/2003 concernent :

- L'allègement de la participation dans le capital d'Acmar, qui a été ramenée de 35% à 20% en 2001 ;
- L'augmentation de la part dans le capital de BMCE International de 67,5% à 75% en 2001 ;
- L'entrée, en 2002, dans le périmètre de consolidation de la Banque de Développement du Mali ;
- L'augmentation en 2002 de la participation de la Banque dans le capital de Maghrebail de 45,85% à 46,83% ;
- Le changement de la méthode de consolidation d'Interfina, qui passe de la mise en équivalence à l'intégration globale.

Sont exclus du périmètre de consolidation les filiales suivantes :

- BEMCOM : filiale détenue à hauteur de 75% (les 25% restant revenant à la Commune de Sidi Belyout). La situation juridique de cette filiale est en cours de régularisation, l'opération de dissolution est entamée et aboutira avant fin 2003 ;
- Ranch Addarouch, détenu à hauteur de 50% indirectement par le biais d'Interfina. La part dans la situation nette, de MAD 16,5 millions, est égale à la valeur nette comptable et est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- Artémis Conseil : détenue à hauteur de 80% indirectement par l'intermédiaire d'Interfina. La part dans la situation nette est de MAD12.009.120. Elle est égale à la valeur nette comptable et est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable.

À cette liste, s'ajoutent sept autres participations (Martko, Eurochèque, Conseil Ingénierie et Développement, Eumagex, M@finance.com, Consultitres et Sitva) dont les capitaux propres ne sont pas significatifs eu égard au seuil de consolidation.

	Capital social (en K MAD)				% Contrôle		Contribution au résultat Consolidé (K MAD)		Méthode de consolidation	Contribution au PNB Consolidé (K MAD)		
	30/06/03	31/12/02	31/12/01	30/06/03	31/12/02	31/12/01	30/06/03	31/12/02		31/12/01	30/06/03	31/12/02
Maroc Factoring	15 000	15 000	15 000	95%	95%	95%	3 566	5 261	4 385	Intégration globale	9 062	16 432
Salafin	100 000	100 000	100 000	100%	100%	100%	27 327	22 463	11 998	«	38 428	58 954
Maghrebail	102 532	102 532	102 532	49,08%	46,83%	45,85%	2 297	4 995	8 936	«	47 206	100 515
BMCE International	Ptas 3 000 000	Ptas 3 000 000	Ptas 3 000 000	75%	75%	75%	956	6 857	8 875	«	14 792	34 921
BMCE Capital	100 000	100 000	100 000	100%	100%	100%	-4 324	-6 608	9 306	«	20 142	73 459
BMCE Capital Bourse	10 000	10 000	10 000	67,5%	67,5%	67,5%	3 467	-4 707	-226	«	12 764	3 243
BMCE Capital Gestion	5 000	5 000	5 000	100%	100%	100%	21 988	11 646	10 370	«	27 660	42 357
INTERFINA	210 000	210 000	210 000	100%	100%	100%	-34 897	-64 142	-24 300	«	-16 772	-31 050
Al Wataniya	1 105 450	1 105 450	1 105 450	21,85%	21,85%	21,85%	28 033	-528	22 776	Mise en équivalence	-	-
CFM	114 862,5	114 862,5	114 862,5	33,33%	33,33%	33,33%	1 554	3 676	3 035	«	-	-
ACMAR	25 000	25 000	25 000	20%	20%	20%	-676	248	-5	«	-	-
BDM	F.CFA 3 759 560 000	F.CFA 3 759 560 000	-	20,73%	20,73%	-	4 536	6 988	-	«	-	-

Source : BMCE Bank

II. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE

1. Chiffre d'affaires

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Chiffre d'affaires	3 423,6	4 186,9	+22,3%	3 902,4	-6,8%

Chiffre d'affaires – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BMCE s'est inscrit en hausse de +22,3% entre 2000 et 2001, s'établissant à MAD 4 187 millions. Cette progression est essentiellement la résultante de :

- L'augmentation des autres produits bancaires – incluant notamment les plus-values sur titres de placement, les dividendes et divers autres produits – qui ont triplé, passant à MAD 980 millions ;
- L'évolution de 60% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit, suite à la hausse des volumes traités sur le marché interbancaire ;
- La progression de MAD 63 millions du chiffre d'affaires de Maghrebail, induite par une évolution de 9% des produits sur crédit-bail.

À fin 2002, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a accusé une baisse de 6,8% à MAD 3 902 millions. Cette évolution se justifie par :

- Un recul de MAD 216 millions des autres produits bancaires, qui enregistrent notamment la régression des plus-values sur bons du trésor et des gains de change de BMCE Bank ;
- Un effritement de MAD 100 millions des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle ; ce poste ayant subi l'impact de la décreue des taux d'intérêt entraînée par la surliquidité du marché monétaire.

2. Produit Net Bancaire

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produits d'exploitation bancaire	3 423,6	4 186,9	+22,3%	3 902,4	-6,8%
Charges d'exploitation bancaire	1 374,8	1 890,6	+37,5%	1 527,6	-19,2%
PNB	2 048,8	2 296,3	12,1%	2 374,8	3,4%

Produit Net Bancaire – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le Produit Net Bancaire consolidé du groupe BMCE a progressé de +12,1% et 3,4% respectivement en 2001 et 2002, pour s'établir à MAD 2 296 millions et MAD 2 375 millions. À noter que ce revenu intermédiaire est principalement la résultante du PNB de BMCE Bank Maroc et International, qui y contribuent en moyenne à hauteur de 90%.

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Intérêts et produits assimilés	2 734,7	2 884,4	5,5%	2 751,9	-4,6%
Intérêts et charges assimilés	1 128,7	1 192,9	5,7%	1 026,6	-13,9%
Marge d'intérêt	1 605,9	1 691,5	5,3%	1 725,3	2,0%
Résultat des opérations de crédit bail et location	-	-	-	-	-
Commissions perçues	325,2	362,9	11,6%	434,0	19,6%
Commissions servies	33,8	31,9	-5,6%	34,1	6,8%
Marge sur commissions	291,4	331,1	13,6%	399,9	20,8%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	57,9	-
Résultat des opérations sur titres de placement	21,7	39,9	83,9%	133,8	235,4%
Résultat des opérations de change	141,1	154,1	9,2%	141,9	-7,9%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-0,5	-2,4	NS	-10,2	NS
Résultat des opérations de marché	162,3	191,6	18,1%	323,3	68,7%
Divers autres produits bancaires	64,4	102,5	59,2%	99,1	-3,3%
Diverses autres charges bancaires	75,3	20,4	-72,9%	172,9	747,6%
PNB	2 048,8	2 296,3	12,1%	2 374,8	3,4%
Marge d'intérêt / PNB	78,4%	73,7%	-	72,6%	-
Marge sur commissions / PNB	14,2%	14,4%	-	16,8%	-
Résultat des opérations de marché / PNB	7,9%	8,3%	-	13,6%	-

Structure du PNB - Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

La structure du PNB consolidé du groupe BMCE révèle la prépondérance de la marge d'intérêt, qui représente à elle seule plus de 72% du PNB global. La ventilation de ce dernier reste cohérente avec l'activité d'établissement de crédit des principales filiales consolidées par intégration globale : BMCE Bank, Maghrebail, Salafin et Maroc Factoring.

L'évolution de cette structure entre 2000 et 2002 met cependant en exergue la contribution de plus en plus forte de la marge sur commissions, dont la part est passée de 14,2% à 16,8%, et du résultat des opérations de marché dont le concours s'est apprécié de 1,5 points à 9,4% en 2002.

Au 31 décembre 2001, la marge d'intérêt s'est établie à MAD 1 692 millions, en hausse de +5,3% par rapport à l'année précédente. Elle est tirée par la bonne tenue des intérêts et produits assimilés qui ont gagné MAD 150 millions (+5,5%), absorbant l'augmentation de 5,7% des intérêts et charges assimilés. En 2002, les composantes de la marge d'intérêt ont notamment subi l'impact de la baisse des taux d'intérêt, évoluant de -4,6% pour les intérêts et produits assimilés et de -13,9% pour les intérêts et charges assimilés. La marge d'intérêt s'est ainsi élevée à MAD 1 725 millions, soit une hausse de 2,0%.

La marge sur commissions a marqué une progression de +13,6% en 2001, atteignant MAD 331,1 millions. Cette augmentation est la conséquence du développement des commissions perçues par BMCE Bank au titre des activités de change manuel, de monétique et de bancassurance.

En 2002, la marge sur commissions s'est inscrite en hausse de 20,8% à MAD 400 millions, grâce notamment à l'évolution des commissions sur moyens de paiement (MAD +106 millions) et dans une moindre mesure à la hausse des commissions perçues sur opérations avec la clientèle (MAD +25 millions) et sur produits dérivés (MAD +21 millions).

Le résultat des opérations de marché a atteint à fin 2001 MAD 192 millions, contre MAD 162 millions en 2000, marquant une hausse de 18,1%. Cette progression s'explique par l'accroissement du résultat des opérations sur titres de placement pour MAD 18 millions et celui du résultat des opérations de change pour MAD 13 millions.

A fin 2002, le résultat des opérations de marché s'est accru de 68,7% à MAD 323 millions et ce, suite à la constatation d'un résultat sur titres de transaction de MAD 58 millions, et au développement du résultat des opérations sur titres de placement qui a augmenté de 235% à MAD 134 millions. Il reste toutefois atténué par un fléchissement de 8% du résultat des opérations de change.

Il est à noter que 2002 a été le seul exercice où le groupe BMCE a enregistré un résultat sur les opérations sur titres de transaction, provenant de plus-values sur OPCVM détenus par BMCE Bank pour compte propre.

La hausse marquée des plus-values sur titres de placement (Bons du Trésor à 5 ans essentiellement) est la résultante des opportunités de trading offertes par l'évolution des taux d'intérêt en 2002, ayant permis la prise de positions importantes sur ces titres à fin 2001.

Le PNB consolidé est ressorti à MAD 2 296 millions et à MAD 2 375 millions respectivement en 2001 et 2002, en hausse de 8,3% et 9,4%. Cet agrégat recouvre en 2002 le résultat d'Interfina qui y a fait l'objet d'une intégration globale. L'impact de ce changement de méthode s'est traduit par la baisse du PNB consolidé de MAD 30,1 millions.

3. Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produit net bancaire	2 048,8	2 296,3	+12,1%	2 374,8	3,4%
Charges générales d'exploitation	1 246,1	1 370,1	+10,0%	1 420,1	3,6%
<i>Dont charges du personnel</i>	<i>711,2</i>	<i>720,6</i>	<i>1,3%</i>	<i>881,1</i>	<i>22,3%</i>
<i>Dont charges externes</i>	<i>388,7</i>	<i>505,7</i>	<i>30,1%</i>	<i>368,5</i>	<i>-27,1%</i>
Coefficient d'Exploitation	60,8%	59,7%	-1,1 pts	59,8%	+0,1 pts

Coefficient d'Exploitation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les charges générales d'exploitation consolidées, incluant les frais généraux et les dotations aux amortissements, se sont établies au titre de l'exercice 2001 à MAD 1 370 millions en hausse de +10%. Cette évolution est principalement imputable aux charges de structure de BMCE Capital. Elle est également due à la progression des charges non récurrentes de BMCE Bank, incluant notamment la hausse conventionnelle des charges du personnel pour un montant de MAD 14 millions, consécutivement à l'accord conclu entre les syndicats et les banques.

À fin 2002, les charges générales d'exploitation du groupe ont atteint MAD 1 420 millions. Leur évolution a été cantonnée à moins de 4% grâce notamment à la politique d'optimisation des frais généraux conduite par BMCE Bank au titre de cet exercice et à une bonne maîtrise de ces charges par les principales filiales consolidées, notamment Maghrebaïl et BMCE Madrid.

Le coefficient d'exploitation consolidé a favorablement enregistré ces évolutions, marquant un repli de 1,1 points en 2001 à 59,7%, et une quasi-stagnation l'exercice suivant à 59,8%.

4. Résultat Courant

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Produit Net Bancaire	2 048,8	2 296,3	12,1%	2 374,8	3,4%
Résultat Brut d'Exploitation	991,3	973,5	-1,8%	936,1	-3,8%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	531,8	658,5	23,8%	975,2	48,1%
Reprises des provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	249,3	321,5	29,0%	377,0	17,2%
Résultat Courant	716,6	660,8	-7,8%	335,2	-49,3%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation consolidé a atteint au 31 décembre 2001 MAD 974 millions, contre MAD 991 millions en 2000. Il observe un retrait de 1,8% qui découle de la régression du résultat des opérations sur immobilisations financières de près de 80% (MAD -146 millions). À noter qu'en 2000, ce dernier solde intégrait des plus-values importantes issues notamment de la cession des titres SNI et ONA. En 2002, le résultat sur immobilisations financières a été affecté par la constatation de dotations aux provisions pour dépréciation de titres, se fixant à MAD -42 millions. Ce déficit est le corollaire de l'opération d'assainissement du portefeuille de titres de participation de BMCE Bank, ayant particulièrement porté sur la SMDC et le CIH. Le RBE est ainsi ressorti à MAD 939 millions, en décélération de 3,6%.

Nonobstant le solde des opérations sur immobilisations financières, le RBE s'inscrit en hausse de +15,6% à MAD 937 millions, et de 4,4% à MAD 978 millions, respectivement en 2001 et 2002.

Les dotations consolidées nettes de reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance ont progressé de +19,8% à MAD 337 millions à fin 2001 et ce, consécutivement à l'inflation des dotations liées à l'activité Maroc de BMCE Bank dans le cadre de la politique d'assainissement des créances mise en œuvre. C'est ainsi que la charge de risque s'est encore raffermie en 2002, pour atteindre MAD 598 millions, soit une hausse de 77,5%.

Aussi, le résultat courant consolidé du groupe s'est-il établi à MAD 661 millions en 2001, et à MAD 335 millions en 2002, inscrivant des baisses respectives de -7,8% et -49,3%.

5. Résultat Net

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Résultat courant	716,6	660,8	-7,8%	335,2	-49,3%
Résultat non courant	0,4	1,8	371,1%	3,3	82,8%
Impôt sur les résultats	-162,5	-224,4	+38,1%	-146,8	-34,6%
Résultat MEE	86,1	34,8	-59,6%	36,6	5,2%
Amortissement des écarts d'acquisition	-36,4	-36,3	-0,2%	-36,7	1,2%
Résultat Net	604,2	436,8	-27,7%	191,7	-56,1%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le résultat net consolidé du groupe BMCE a atteint MAD 437 millions au titre de l'exercice 2001, en recul de 27,7% par rapport à l'année précédente. Il combine :

- Une évolution de -7,8% du résultat courant consolidé à MAD 661 millions ;
- Une hausse de l'impôt sur les résultats de 38,1% à MAD 224 millions ;

- Une régression du résultat des sociétés mises en équivalence de l'ordre de 60%. Elle s'explique notamment par la dégradation de la contribution d'Al Wataniya dont le portefeuille de participations et les placements ont subi la crise boursière ;
- Un amortissement des écarts d'acquisition de MAD 36 millions, incluant l'amortissement de l'écart d'acquisition des titres Al Wataniya à hauteur de MAD 26 millions.

En 2002, le résultat net consolidé s'est rétracté de 56,1%, pour s'établir à MAD 192 millions. Il enregistre, d'une part, un essoufflement du résultat courant de 49,3% à MAD 335 millions, légèrement compensé par un allègement de la charge fiscale de MAD 78 millions à MAD 147 millions. D'autre part, il recouvre un résultat des sociétés mises en équivalence en progression de 5,2% à MAD 37 millions. Cette dernière composante inclut une contribution en baisse d'Al Wataniya, qui a continué à subir une baisse prononcée des produits financiers et un renchérissement de la réassurance, mais intègre par ailleurs un résultat de la BDM de l'ordre de MAD 7 millions, et se soulage du résultat d'Interfina (MAD -60,4 millions) qui fait l'objet d'une intégration globale à partir de 2002.

III. ANALYSE DU BILAN

1. Évolution de l'Actif

1.1. *Portefeuille Crédits Clientèle*

En M MAD)	2000	2001	Var.	2002	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 757,5	14 124,2	+2,7%	14 247,3	+0,9%
Crédits à l'équipement	6 683,1	7 269,1	+8,8%	8 076,8	+11,1%
Crédits immobiliers	874,1	615,8	-29,6%	1 016,2	+65,0%
Autres crédits	3 222,8	3 684,5	+14,3%	2 853,1	-22,6%
Total Crédits Clientèle	24 537,5	25 693,6	+4,7%	26 193,3	+1,9%

Encours des crédits nets sur la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les crédits consolidés distribués par le groupe BMCE en 2001 ont totalisé MAD 25 693 millions, en progression de +4,7% par rapport à l'exercice 2000, tirés essentiellement par l'augmentation des crédits à l'équipement et des autres crédits : +8,8% et +14,3% respectivement. La baisse de 29,6% enregistrée par les crédits immobiliers est imputable au reclassement par BMCE Bank de certains crédits à l'immobilier (en faveur du personnel) en crédits à la consommation conformément aux dispositions du PCEC.

Au terme de l'exercice 2002, l'encours global de crédits du groupe s'est fixé à MAD 26 193 millions. Il gagne quelques MAD 500 millions en dépit de l'effritement de l'encours des autres crédits nets (-22,6%) et ce, grâce au développement des crédits à l'équipement (MAD +808 millions) et du renforcement de la production en crédits immobiliers.

1.2. Structure des Crédits Clientèle

En %	2000	2001	2002
Crédits de trésorerie et à la consommation	56,1%	55,0%	54,4%
Crédits à l'équipement	27,2%	28,3%	30,8%
Crédits immobiliers	3,6%	2,4%	3,9%
Autres crédits	13,1%	14,3%	10,9%
Total Crédits Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

À l'instar de la banque commerciale, la structure des crédits clientèle du groupe BMCE est marquée par la prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent 55% en moyenne du total des engagements entre 2000 et 2002. Le poids des crédits à l'équipement enregistre une augmentation progressive, passant de 27,2% à 30,8% en 2002. Cette progression intègre une croissance de cet encours au niveau de la banque commerciale, mais également le développement des activités de filiales spécialisées dans le financement. Enfin, les crédits immobiliers améliorent sensiblement leur contribution à l'encours global, laquelle s'est établie à 3,9% au 31 décembre 2002.

1.3. Qualité du Portefeuille Crédits

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Encours brut de créances en souffrance	1 799,9	2 211,8	22,9%	2 413,1	9,1%
Taux de contentieux (%) ²¹	7,0%	8,2%	-	8,7%	-

Qualité du Portefeuille – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

L'encours des créances en souffrance du groupe s'est inscrit en progression de +22,9% à MAD 2 212 millions, témoignant du renforcement de la politique d'assainissement bilantiel entreprise par BMCE Bank et ses filiales spécialisées dans le financement.

L'effort de déclassement a été reconduit en 2002, avec la mise en place notamment de la *Task Force* « Assainissement du Portefeuille » au niveau de la banque commerciale ; il a induit une augmentation de 9,1% des créances en souffrance à MAD 2 413 millions, contre +2,7% seulement pour les crédits bruts sur la clientèle.

En raison de ces cadences d'évolution différenciées au cours des trois exercices sous revue, le taux de contentieux consolidé s'est inscrit dans une tendance haussière, passant de 7,0% en 2000 à 8,7% à fin 2002.

En M MAD	2000	2001	2002
Charge de risque nette²² (%)	1,1%	1,2%	2,1%
Encours provisions pour créances en souffrance (M MAD)	1 296,8	1 438,8	1 685,1
Variation en %	-	11,0%	17,1%
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%)	72,0%	65,0%	69,8%
Encours provisions pour créances en souffrance / Encours crédits bruts (%)	5,0%	5,3%	6,0%

Charge de Risque – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

²¹ Correspondant au rapport entre l'encours brut de créances en souffrance et les crédits bruts sur la clientèle.

²² Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

L'effort de provisionnement du groupe a été parallèlement intensifié, tel qu'en atteste l'accroissement de la charge de risque nette du groupe entre 2000 et 2003 qui est passée de 1,1% à 2,1%.

L'encours des provisions pour créances en souffrance s'est ainsi accru de 11,0% en 2001 et de 17,1% en 2002. Cette cadence de couverture, moins importante que celle du déclassement opéré en 2001, a impliqué une baisse du taux de couverture au cours de cet exercice de 7 points à 65%. En 2002, ce ratio s'est amélioré de près de 5 points, atteignant un niveau de 70%.

Pour rappel, les méthodes de classification et de provisionnement des créances en souffrance appliquées par le groupe entre 2000 et 2002 correspondent, pour l'activité de banque commerciale, à celles édictées par la Banque Centrale (cf. supra : analyse des états financiers agrégés) et, pour les activités de financement (Maghrebail, Salafin et Maroc Factoring), à des règles spécifiques aux filiales qui s'inspirent dans une large mesure de la réglementation bancaire. En tout état de cause, le biais pouvant exister entre ces méthodes et ladite réglementation reste négligeable du fait de la prépondérance des résultats de la banque commerciale dans les résultats consolidés (plus de 90%).

2. Évolution du Passif

2.1. *Évolution des Dépôts Clientèle de la Banque*

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Comptes à vue créditeurs	14 284,3	16 261,3	+13,8%	19 390,6	+19,2%
Comptes d'épargne	5 307,0	6 237,6	+17,5%	6 911,8	+10,8%
Dépôts à terme	12 489,6	11 146,2	-10,8%	10 658,5	-4,4%
Autres dépôts et comptes créditeurs	5 251,7	4 964,3	-5,5%	4 490,6	-9,5%
TOTAL	37 332,6	38 609,4	+3,4%	41 451,5	+7,4%

Encours de dépôts de la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les dépôts consolidés collectés par le groupe ont augmenté de 3,4% en 2001, passant de MAD 37 333 millions à MAD 38 609. Leur accroissement est redevable à la progression des comptes à vue créditeurs qui gagnent près de MAD 2 milliards (+13,8%), et des comptes d'épargne dont l'appréciation a été de +17,5%. Les dépôts à terme ont connu une compression de leur encours de l'ordre de 11%, motivée par le contexte de sur-liquidité du marché. Cette tendance s'est, du reste, maintenue au cours de l'exercice 2002, qui a connu une évolution de l'encours global de 7,4% sous l'effet de la bonne tenue des comptes à vue créditeurs (+19,2%) et des comptes d'épargne (+10,8%).

2.2. *Structure des Dépôts Clientèle*

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Dépôts non rémunérés	19 536,0	21 225,6	8,6%	23 881,2	12,5%
En %	52,3%	55,0%		57,6%	
Dépôts rémunérés	17 796,6	17 383,8	-2,3%	17 570,3	1,1%
En %	47,7%	45,0%		42,4%	
Total dépôts	37 332,6	38 609,4	3,4%	41 451,5	7,4%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Structure des Dépôts Clientèle (en %)	2000	2001	2002
Comptes à vue créditeurs	38,3%	42,1%	46,8%
Comptes d'épargne	14,2%	16,2%	16,7%
Dépôts à terme	33,5%	28,9%	25,7%
Autres dépôts et comptes créditeurs	14,1%	12,9%	10,8%
Total Dépôts Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

L'évolution susmentionnée des différentes composantes des dépôts consolidés a sensiblement fait varier la structure des ressources clientèle en faveur des dépôts non rémunérés, lesquels s'adjugent à fin 2002 57,6% de l'encours global, contre 52,3% en 2000.

Les comptes à vue créditeurs se sont attribué une part de 46,8% à fin 2002, contre 42,1% en 2001 et 38,3% en 2000. Les comptes d'épargne ont également vu leur poids avancer de 2,5 points à 16,7%, tandis que la contribution des dépôts à terme a cédé plus de 3 points à 10,8% seulement de l'encours global et ce, conformément à la politique d'amélioration du coût des ressources entreprise par BMCE Bank.

2.3. Évolution des Capitaux Propres

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Part du Groupe	5 157,6	5 347,4	+3,7%	5 278,2	-1,3%
Capital	1 587,5	1 587,5	-	1 587,5	0,0%
Réserves et primes liées au Capital	2 967,3	3 263,0	+10,0%	3 301,1	1,2%
Réserves consolidées	83,1	111,7	+34,4%	214,2	91,7%
Report à nouveau	-9,2	0,09	-	0,0	-62,6%
Résultat Net de l'exercice	585,5	416,0	-28,9%	178,3	-57,1%
Écarts de conversion	-56,6	-30,9	-	-2,9	NS
Intérêts Minoritaires	244,5	245,1	+0,3%	246,5	0,6%
Capitaux Propres	5 402,1	5 592,5	+3,5%	5 524,7	-1,2%

Capitaux Propres – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les capitaux propres consolidés se sont inscrits en hausse de +3,5% entre 2000 et 2001 pour s'établir à MAD 5 593 millions. Leur niveau découle de la combinaison entre :

- D'une part, une hausse de 10,0% des réserves et primes liées au capital (MAD +300 millions environ) et de MAD +26 millions des écarts de conversion – conséquence des fluctuations des cours de change ;
- D'autre part, une diminution de 28,9% de la capacité bénéficiaire (MAD -170 millions).

La part du groupe a atteint MAD 5 347 millions (+3,7%), alors que les intérêts minoritaires se sont établis à leur même niveau qu'en 2000, soit MAD 245 millions, en raison de la quasi-stabilité du périmètre de consolidation.

En 2002, le groupe a affiché des capitaux propres consolidés en repli de 1,2%, sous l'effet de la dégradation de la charge de risque et, par conséquent, du résultat net qui s'est délesté de MAD 238 millions. Les capitaux propres part du groupe se sont élevés à MAD 5 278 millions, en baisse de 1,3%. Parallèlement, les intérêts minoritaires se sont maintenus à MAD 247 millions.

3. Ratio de Transformation

En M MAD	2000	2001	2002
Encours crédits bruts	25 834,3	27 132,4	27 878,5
Encours dépôts	37 332,6	38 609,4	41 451,5
Encours Crédits (bruts) / Encours Dépôts	69,2%	70,3%	67,3%

Ratio de transformation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Observant un niveau de près de 70% en 2000 et 2001, le ratio de transformation consolidé des dépôts en crédits s'est réduit de 3 points au terme de l'exercice 2002 à 67,3%, sous l'effet d'une hausse plus soutenue de l'encours de dépôts (+7,4%) que celle des crédits bruts (+2,7%).

4. Structure des Ressources du Groupe

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Fonds propres, dont :	5 646,8	5 808,5	2,9%	5 711,0	-1,7%
PRG (brute d'impôt)	186,5	182,2	-2,3%	178,9	-1,8%
Intérêts minoritaires	244,5	245,1	0,3%	246,5	0,6%
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%
Réserves	2 967,3	3 263,0	10,0%	3 301,1	1,2%
Réserves consolidées	83,1	111,7	34,4%	214,2	91,7%
Résultat net consolidé	585,5	416,0	-28,9%	178,3	-57,1%
Ressources	39 612,7	41 451,6	4,6%	46 337,1	11,8%
Établissements de crédit	5 175,9	5 738,0	10,9%	7 781,3	35,6%
<i>Comptes à vue</i>	<i>1 139,0</i>	<i>1 265,3</i>	<i>11,1%</i>	<i>1 056,5</i>	<i>-16,5%</i>
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	<i>4 036,9</i>	<i>4 472,7</i>	<i>10,8%</i>	<i>6 724,8</i>	<i>50,4%</i>
Clientèle	34 436,8	35 713,6	3,7%	38 555,8	8,0%
Trésorerie	-11,7	-565,5	NS	+137,2	124,3%

Structure des ressources – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au vu de la nature de l'activité des principales filiales consolidées par intégration globale, les ressources du groupe BMCE sont principalement constituées des dépôts de la clientèle qui en représentent en moyenne 75%.

Les fonds propres du groupe ont totalisé à fin 2002 MAD 5 711 millions, enregistrant sur les deux exercices précédents des évolutions respectives de 2,9% et -1,7%. Leur variation a été la conséquence de l'évolution des réserves consolidées et du résultat net consolidé (v. supra).

Les ressources en provenance des établissements de crédit ont progressé de 10,9% en 2001 et de 35,6% en 2002, marquant une tendance en ligne notamment avec le développement de l'endettement des filiales spécialisées dans le financement (Maghrebail et Salafin).

L'effet conjugué du recours de ces dernières à des financements bancaires à court terme et du relèvement du niveau de la réserve monétaire a été perceptible au niveau de la trésorerie nette consolidée, laquelle a enregistré une hausse importante en 2002 : 124% à MAD 137 millions.

IV. ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	2000	2001	Var.	2002	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 978,0	9 087,0	+13,9%	8 737,2	-3,8%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	5 346,4	4 639,0	-13,2%	3 257,8	-29,8%
TOTAL	13 324,4	13 726,0	+3,0%	11 995,0	-12,6%

Engagements par signature – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les engagements par signature consolidés se sont élevés à MAD 13 726 millions en 2001, en accroissement de +3,0% par rapport à 2000. Leur structure est caractérisée par la prépondérance des engagements par signature consolidés en faveur de la clientèle, dont la progression s'est établie à 13,9% contre une baisse de 13,2% des engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers.

A fin 2002, les engagements par signature du groupe ont connu une décélération de 12,6% à MAD 11 995 millions, justifiée notamment par la baisse de 30% des engagements en faveur des intermédiaires financiers.

Analyse des états financiers semestriels consolidés ()*

Juin 2002 – Juin 2003

() Les états consolidés semestriels ont fait l'objet d'une vérification par les Commissaires aux Comptes.*

I. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE

1. Produit Net Bancaire

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Intérêts et produits assimilés	1 363,6	1 349,4	-1,0%
Intérêts et charges assimilés	535,9	464,7	-13,3%
Marge d'intérêt	827,7	884,7	6,9%
<i>En % du PNB</i>	73,2%	71,3%	-
Marge sur commissions	174,0	159,0	-8,6%
<i>En % du PNB</i>	15,4%	12,9%	-
Résultat des opérations de marché	128,9	158,6	23,0%
<i>En % du PNB</i>	11,4%	12,8%	-
Divers	-0,4	38,2	NS
<i>En % du PNB</i>	0,0%	3,1%	-
PNB	1 130,2	1 240,4	9,8%

Structure du PNB – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au cours du premier semestre 2003, le PNB consolidé du groupe BMCE s'est inscrit en hausse de près de +9,8% par rapport au premier semestre 2002, atteignant MAD 1 240 millions. Cette augmentation est notamment redevable à une progression de +6,9% de la marge d'intérêt et de 23,0% du résultat sur opérations de marché, qui compensent un fléchissement de 8,6% de la marge sur commissions.

2. Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Produit net bancaire	1 130,2	1 240,4	9,8%
Charges générales d'exploitation	635,2	655,0	3,1%
Coefficient d'Exploitation (en %)	56,2%	52,8%	-3,4 pts

Coefficient d'Exploitation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le programme de maîtrise des frais généraux initié par BMCE Bank au courant de l'exercice 2002 a permis l'amélioration, au terme du premier semestre 2003, du coefficient d'exploitation consolidé qui est passé de 56,2% à 52,8%. Les charges générales d'exploitation du groupe n'ont, en effet, augmenté que de 3,1%, contre une évolution de +9,8% du PNB consolidé. Elles enregistrent favorablement l'évolution contenue des charges de personnel qui augmentent de 4,3% (MAD +15 millions), mais intègrent également une dégradation des charges externes de 43,6% sous l'effet de la poursuite du programme de départs anticipés au sein de BMCE Bank.

3. Résultat Brut d'exploitation

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Produit net bancaire	1 130,2	1 240,4	9,8%
Résultat brut d'exploitation	492,2	591,8	20,2%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-202,6	-280,0	38,2%
Autres dotations	33,2	23,0	-30,7%
Résultat courant	322,8	334,8	3,7%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation a enregistré un accroissement de 20,2% à fin juin 2003 par rapport à l'exercice précédent à pareille période. Il est la résultante de la bonne tenue du PNB du groupe et des charges générales d'exploitation. Le résultat courant a subi, en revanche, le poids de l'alourdissement de la charge de risque, qui s'est traduit par des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance de MAD 280 millions, soit une hausse de 38,2%. Cette dernière charge est tirée par l'intensification de l'effort de provisionnement de BMCE Bank dicté par la réglementation de BAM (cf. supra). Le résultat courant consolidé a ainsi gagné 3,7%, se montant à MAD 335 millions.

4. Résultat Net

Résultat Net (en M MAD)	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Résultat courant	322,8	334,8	3,7%
Résultat non courant	-0,2	-5,6	NS
Impôts sur résultat	-107,3	-117,1	9,2%
Résultat MEE	-45,8	47,2	NS
Amortissement des écarts d'acquisition	-18,1	-19,0	5,0%
Résultat net	151,3	240,2	58,7%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le résultat net semestriel consolidé s'est élevé à MAD 240 millions. Il s'est apprécié de 58,7% par rapport à fin juin 2002 et ce, grâce à :

- Une évolution de 3,7% du résultat courant consolidé ;
- Une forte progression de la contribution des sociétés mises en équivalence, qui est passée de MAD -46 millions à MAD +47 millions, sous l'effet de l'amélioration de la rentabilité d'Al Wataniya notamment, et des performances réalisées par la Banque de Développement du Mali.

II. ANALYSE DU BILAN

1. Évolution de l'Actif

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 434,3	14 780,6	10,0%
Crédits à l'équipement	7 684,6	8 814,9	14,7%
Crédits immobiliers	768,0	1 363,1	77,5%
Autres crédits	3 217,1	3 471,9	7,9%
Total Crédits Clientèle	25 104,0	28 430,6	13,3%

Encours des crédits nets sur la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les crédits clientèle nets consolidés du groupe BMCE se sont accrus de 13,3% au 30/06/2003, atteignant MAD 28 431 millions. Cette évolution trouve son origine dans la progression de l'ensemble des composantes de l'encours, notamment les crédits de trésorerie et à la consommation (MAD +1 346 millions), les crédits à l'équipement (MAD +1 130 millions), et les crédits immobiliers qui se sont affichés en hausse de 77,5% à MAD 1 363 millions.

2. Évolution du Passif

2.1. *Encours de Dépôts Clientèle*

Encours de Dépôts Clientèle (en M MAD)	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Comptes à vue créditeurs	16 556,5	19 014,5	14,8%
Comptes d'épargne	6 578,2	7 149,1	8,7%
Dépôts à terme	11 572,6	10 186,7	-12,0%
Autres comptes créditeurs	5 141,9	4 341,6	-15,6%
Total Dépôts Clientèle	39 849,2	40 691,9	2,1%

Encours des dépôts de la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

L'encours des dépôts consolidés s'est élevé à MAD 40 692 millions à fin juin 2003, contre MAD 39 849 millions une année auparavant, enregistrant une hausse de +2,1%. Cette évolution a été notamment marquée par la montée des dépôts non rémunérés, donnée par une augmentation de près de 15% des comptes à vue créditeurs, et par une compression des ressources chères, facilitée par la situation de sur-liquidité persistant sur le marché.

2.2. *Évolution des Capitaux Propres*

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%
Réserves et primes liées au capital	3 361,2	3 360,3	0,0%
Réserves consolidées	160,4	118,9	-25,9%
Report à nouveau	39,7	0,1	-99,8%
Résultat net	144,4	232,1	60,7%
Écart de conversion	-30,1	1,1	-103,8%
Part du Groupe	5 263,1	5 300,0	0,7%
Part des intérêts minoritaires	242,4	237,4	-2,0%
Capitaux propres	5 505,5	5 537,5	0,6%

Capitaux Propres – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Émission de Dette Subordonnée

Note d'Information BMCE Bank

Au terme du premier semestre 2003, les capitaux propres consolidés ont augmenté de +0,6% par rapport à fin juin 2002, pour s'établir à MAD 5 538 millions. Cette quasi-stagnation résulte de la compensation entre l'appréciation de la capacité bénéficiaire (+60,7%), d'une part, et la baisse de l'écart de conversion (MAD -29 millions), des réserves consolidées (MAD -42 millions) et du report à nouveau (MAD -40 millions), d'autre part.

Les fonds propres du groupe devraient favorablement enregistrer l'impact de l'émission de l'emprunt obligataire subordonné de MAD 500 millions, objet de la présente note d'information. En effet, la dette subordonnée est assimilée à des fonds propres, ce qui permettra le renforcement de ces derniers, ainsi que l'amélioration des ratios prudentiels de BMCE Bank conformément aux directives de la Banque Centrale.

III. ANALYSE DU RISQUE

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Encours brut de crédits	26 572,1	30 192,2	13,6%
Encours brut des créances en souffrance	2 234,0	2 635,4	18,0%
Taux de Contentialité²³	8,4%	8,7%	+0,3 pt

Contentialité – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au 30 juin 2003, le taux de contentieux du groupe BMCE a augmenté de 0,3 point pour atteindre de 8,7%. La dégradation de ce ratio fait suite aux efforts de déclassement importants induits par l'entrée en vigueur de la circulaire N°19/G/2002 de Bank Al Maghrib, relative à la classification des créances en souffrance et à leur couverture par des provisions, qui a concerné les principales filiales consolidées : BMCE Bank, Maghrebail, Salafin et Maroc Factoring. Ces efforts ont impliqué un accroissement de l'encours brut des créances en souffrance de 18%, supérieur à celui des crédits bruts sur la clientèle (13,6%), d'où la hausse de la contentialité d'un semestre à l'autre.

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Charge de risque nette²⁴	0,8%	0,9%	+0,1 pt
Provisions pour créances en souffrance	1 468,1	1 761,6	20,0%
Encours brut des créances en souffrance	2 234,0	2 635,4	18,0%
Taux de Provisionnement	65,7%	66,8%	+1,1 pts

Provisionnement – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Parallèlement à une détérioration de la contentialité du groupe, l'effort de provisionnement des créances en souffrance a été renforcé entre les 30 juin 2002 et 2003, se traduisant par une progression de l'encours des provisions de 20% à MAD 1 762 millions. Le taux de couverture consolidé a ainsi atteint 66,8%, gagnant 1,1 points sur une année.

²³ Rapport entre les créances en souffrance brutes et l'encours de crédits bruts sur la clientèle.

²⁴ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

IV. ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	30 juin 02	30 juin 03	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 708,0	8 496,2	10,2%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	4 695,2	2 650,4	-43,6%
TOTAL	12 403,2	11 146,6	-10,1%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les engagements par signature consolidés du groupe se sont élevés à MAD 11 147 millions à la fin du premier semestre 2003, marquant une baisse de 10,1% par rapport à fin juin 2002. Cette baisse recouvre :

- Une amélioration des engagements par signature en faveur de la clientèle de 10,2% à MAD 8 496 millions ;
- Une réduction des engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers de l'ordre de 44%.

PARTIE VIII : STRATEGIE ET PERSPECTIVES

I. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE BMCE BANK

Poursuivant les actions de croissance et de consolidation initiées depuis 2002, la stratégie commerciale de BMCE Bank, centrée sur le Client, continuera d'être orientée vers les marchés des particuliers et des entreprises, afin de développer davantage les performances réalisées sur le marché des particuliers et de capitaliser le savoir-faire et l'expertise acquis sur le marché des entreprises.

En effet, la stratégie de crédit de la Banque prônera une agressivité plus marquée sur le segment des grandes entreprises, une augmentation maîtrisée des volumes de crédits aux PME-PMI et le développement accéléré du crédit aux particuliers.

C'est conformément à cette vision que BMCE Bank a initié au cours de l'exercice 2003 un projet d'entreprise d'envergure « Cap Client », focalisé sur l'organisation, les process ainsi que les pratiques managériales et commerciales de distribution. Ce projet devrait permettre à terme, via une spécialisation du Réseau d'agences par marché, d'augmenter sensiblement la contribution du marché des Particuliers & Professionnels ainsi que des PME-PMI au développement de la rentabilité de la Banque, et à la consolidation de son positionnement sur le marché Corporate.

Les perspectives pour les exercices 2003-2005 devraient être confortées par le potentiel important des projets d'investissement. En effet, la distribution de crédits devrait être dynamisée par le montage de financements structurés auprès de grands groupes, à travers davantage de synergie avec le Pôle « Activités de Marché » et la récupération des clients sur les crédits spots notamment. De même, le positionnement de la Banque devrait être renforcé sur le segment des particuliers grâce à la promotion du crédit immobilier en particulier.

La monétique et la bancassurance devraient connaître un développement soutenu avec l'élaboration et le lancement de nouveaux produits et la mise en place de plan de formation du personnel, ce qui devrait se traduire par une croissance à deux chiffres du nombre de contrats et des commissions perçues par la Banque.

Le réseau de la Banque connaîtra en 2003-2005 une extension continue, à raison de 15 nouvelles agences par an et ce, dans le but de renforcer le positionnement de BMCE Bank dans les régions à fort potentiel de croissance.

A l'international, le projet de filialisation de la succursale de Paris permettra le renforcement du réseau européen de BMCE Bank, notamment à travers la transformation de certains bureaux en agences.

En outre, il est prévu une consolidation des bénéficiaires grâce à la contribution de Tanger Off Shore, transformée en banque offshore depuis le 1^{er} janvier 2002, dans des opérations de financement internationales, elles-mêmes générées par la mobilisation de nouvelles lignes auprès des correspondants.

La nouvelle zone franche industrielle où sera ouverte au cours du présent exercice une annexe de la banque offshore, représente un gisement de nouvelles opportunités d'affaires grâce aux investissements marocains et surtout étrangers qui y sont réalisés.

Par rapport à l'activité MRE, le plan d'action 2003-2005 prévoit notamment le lancement de nouveaux produits : crédits spécifiques, bancassurance, etc. Il intègre également un effort particulier en matière de rémunération des dépôts à terme, produit d'appel par excellence.

En termes d'activités de marché, la récente réorganisation du Pôle Trésorerie & Marché devrait permettre de soutenir le développement des différentes lignes métiers. En effet, plusieurs nouvelles activités sont en cours d'implémentation afin de diversifier les sources de revenus du Pôle, et donc d'atténuer leur volatilité, et de les pérenniser dans le temps. Il s'agit notamment des émissions

obligataires et de TCN, des CTO, des dérivés énergie et du trading off-shore. Un site web interactif est également en cours de mise en place, aux fins d'offrir à la clientèle un outil de gestion des risques de taux et de change en temps réel, et d'effectuer des simulations par rapport à des instruments de couverture contractés ou non.

II. RESULTATS ET PERSPECTIVES 2003-2005

Avertissements :

- *Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées.*
- *Les prévisions relatives à l'exercice 2006 sont ci-dessous présentées à titre indicatif. Elles ne sont pas validées par les organes de gouvernance de BMCE Bank.*
- *Les données 2002, fournis pour les besoins de comparaison, sont notamment retraitées des repos, des resales et des crédits non générateurs d'intérêts, d'où certaines divergences par rapport aux données comptables publiées.*

1. Hypothèses de prévision retenues – Activité Maroc

1.1. Conjoncture

Le plan triennal 2003-2005 de BMCE Bank Maroc se base sur des indicateurs économiques phares, auxquels est corrélée l'activité de la Banque. Il s'agit notamment du Produit Intérieur Brut (PIB), des Concours à l'Economie et de la Masse Monétaire. Les prévisions retenues correspondent à celles officiellement établies par le Ministère de la Prévision Economique et du Plan au cours de l'année 2000 dans le cadre du plan quinquennal 2000-2004 fournissant les progressions annuelles suivantes

- **PIB :** +5%.
- **Concours à l'Economie :** +10,1%.
- **Epargne Nationale :** +7,6%.
- **Masse Monétaire :** +7,6%.

1.2. Évolution des dépôts de la clientèle

Les hypothèses de croissance établies pour les dépôts de la clientèle de l'Activité Maroc sont retranscrites dans le tableau ci-dessous :

En M MAD	2002	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Comptes Chèques	11 109,6	15,9%	12 871	12,0%	14 415	12,0%	16 150	12,0%	18 088
Comptes Courants	7 234,8	4,7%	7 577	7,5%	8 145	7,5%	8 756	7,5%	9 413
Comptes sur Carnet	6 904,7	9,8%	7 580	12,2%	8 505	12,2%	9 543	12,2%	10 707
Dépôts à Terme	8 288,2	34,8%	11 170	5,0%	11 729	5,0%	12 315	5,0%	12 931
Autres Dépôts à Vue	1 378,9	10,1%	1 518	3,0%	1 564	2,7%	1 606	2,7%	1 649
Total Dépôts de la Clientèle	34 916,2	16,6%	40 716	8,9%	44 357	9,0%	48 370	9,1%	52 788
Part de Marché Dépôts	15,1%	-	15,3%	-	15,5%	-	15,7%	-	15,9%

Source : BMCE Bank

La collecte bilantielle devrait enregistrer au cours des trois prochains exercices une progression annuelle de l'ordre de 9%²⁵ des dépôts de la clientèle, qui devraient atteindre MAD 40 716 en 2003, MAD 44 357 millions en 2004 et MAD 48 370 millions en 2005. Ce rythme de croissance est proche du niveau moyen observé sur la période 1997-2001 (+10%).

La plus importante augmentation reviendrait aux ressources non rémunérées, avec notamment des hausses annuelles de 12% pour les comptes chèques et de 7,5% pour les comptes courants. Les comptes sur carnet seraient en évolution de 12,2% par an, tandis que les dépôts à terme augmenteraient de 5% l'an.

Compte tenu d'une croissance annuelle de l'ordre de 7,6% de l'encours des dépôts du secteur bancaire, la part de marché de BMCE Bank en termes de ressources clientèle devrait atteindre 15,3% en 2003, 15,5% en 2004 et 15,7% en 2005, soit un gain de 0,4 point sur la période. Ces objectifs sont confortés par une politique d'ouverture d'agences plus prononcée (15 agences par an), qui devrait permettre une collecte additionnelle de près de MAD 600 millions par an.

Sur la base d'une évolution prévisionnelle identique à celle de l'exercice précédent, les dépôts de la clientèle totaliseraient à fin 2006 MAD 52 788 millions.

1.3. Évolution des crédits à la clientèle

L'évolution prévisionnelle des crédits bruts à la clientèle de l'Activité Maroc de BMCE Bank se décline comme suit :

En M MAD	2002	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Crédits de Fonctionnement	13 183,0	8,6%	14 314	10,1%	15 761	9,8%	17 298	9,8%	18 985
Crédits d'Équipement	5 714,0	6,9%	6 106	8,0%	6 595	12,6%	7 425	12,7%	8 365
Crédits Immobiliers	634,0	185%	1 806	83,1%	3 306	15,1%	3 806	15,1%	4 381
Divers	2 583,3	-7,5%	2 389	3,5%	2 472	3,2%	2 552	3,3%	2 636
Créances en souffrance	2 177,6	9,5%	2 385	8,2%	2 580	6,8%	2 755	6,8%	2 942
Total Crédits Bruts	24 291,9	11,1%	27 000	13,8%	30 714	10,2%	33 836	10,3%	37 309
Part de Marché Crédits	16,4%	-	17,8%	-	19,3%	-	20,3%	-	21,3%

Source : BMCE Bank

En matière d'engagements, une reprise devrait être amorcée et se confirmer grâce à la mise en place de structures appropriées organisées par marché de clientèle. Au cours des trois exercices à venir, la distribution de crédits devrait être tirée par la progression des crédits de fonctionnement qui avoisinerait 10% par an, et par l'évolution des crédits immobiliers dont le développement se chiffrerait à +83% et 15% respectivement en 2004 et 2005.

L'encours global de crédits bruts à la clientèle devrait augmenter de 14% en 2004 à MAD 30 714 millions, et de 10% à MAD 33 836 millions en 2005. Il recouvre une dégradation de l'encours des créances en souffrance de 8,2% en 2004 et de 6,8% en 2005 à MAD 2 755 millions.

Sur la base d'une évolution annuelle de 5% de l'encours sectoriel, la part de marché de la Banque devrait s'inscrire en constante amélioration pour s'établir à 17,8% en 2003, 19,3% en 2004 et 20,3% en 2005. En 2006, elle devrait avoisiner 21,3%, correspondant à un encours de crédits bruts de MAD 37 309 millions.

Le renforcement prévisionnel de la part de marché Crédits trouverait son origine dans une progression soutenue des crédits aux particuliers, notamment immobiliers et à la consommation. Le

²⁵ Prévision basée sur la corrélation existant entre l'évolution historique des dépôts de la Banque et celle de la masse monétaire.

développement de la position de la banque sur ces segments de crédits devrait être favorisé par une meilleure maîtrise du risque de taux par le moyen de la gestion Actif-Passif.

1.4. Évolution de la trésorerie

En M MAD	2002 ²⁶	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Dépôts	34 916	16,6%	40 716	8,9%	44 357	9,0%	48 370	9,1%	52 788
Crédits	24 292	11,1%	27 000	13,8%	30 714	10,2%	33 836	10,3%	37 309
Réserve Monétaire (RM)	3 068	18,9%	3 649	11,0%	4 051	10,6%	4 480	10,2%	4 939
Trésorerie y compris RM	7 556	81,5%	13 716	-0,5%	13 643	6,5%	14 534	6,5	15 479
Trésorerie hors RM	10 624	-5,2%	10 067	-4,7%	9 592	4,8%	10 054	4,8%	10 540

Source : BMCE Bank

Au niveau de la trésorerie, l'excédent des dépôts devrait s'inscrire en hausse à partir de 2003. Cependant, en intégrant l'effet de la réserve monétaire dont le niveau a été relevé, l'excédent de trésorerie devrait se stabiliser entre 2003 et 2006 autour de MAD 10 milliards, en raison des progressions prévisionnelles des emplois clientèle.

1.5. Prévisions de taux

Le plan 2003-2005 et les prévisions 2006 de BMCE Bank tiennent compte d'une remontée des taux de marché à compter du 2^{ème} semestre 2003, suite aux interventions de la Banque Centrale à travers, notamment, le relèvement du niveau de la réserve monétaire.

La marge d'intermédiation devrait s'établir à 4,7% et 4,8% respectivement en 2003 et 2004, et atteindrait 5,1% en 2005 et 2006. Cette évolution intègre l'hypothèse d'une stabilisation de la baisse des taux appliqués aux crédits aux entreprises, de même qu'un impact favorable du développement des crédits immobiliers.

1.6. Frais généraux

Les prévisions 2003-2006 de l'Activité Maroc prennent en considération la mise en place d'un programme de rationalisation des charges générales d'exploitation, devant permettre une amélioration du coefficient d'exploitation de l'ordre de 3 points par an. Ce programme recouvre :

- La poursuite de la mise en œuvre du plan de réduction des dépenses ;
- Le maintien d'une politique très stricte et restrictive en matière de recrutements pour l'année 2003.

A noter que le programme de départs en pré-retraite initiée en 2002 ne devrait pas affecter le développement de l'activité commerciale, puisque des processus de re-engineering permettront la réalisation d'économies à travers le redéploiement d'effectifs vers le réseau de la Banque.

1.7. Politique de risque

Dans la perspective d'une conjoncture économique encore morose pour les entreprises marocaines et en prévision de son impact sur leur situation financière, un niveau de provisionnement supérieur au standard international de 1% a été retenu par BMCE Bank, se situant entre 1,3% et 1,4% des crédits. La relance plus volontariste du programme de recouvrement et de récupération des créances en souffrance devrait contribuer à endiguer ce seuil.

²⁶ Les chiffres 2002

Les dotations nettes de reprises aux provisions pour créances en souffrance prévues pour la période 2003-2006 devraient croître à un rythme annuel moyen de 12,5% pour atteindre MAD 495 millions en 2006, soit un taux de couverture des créances en souffrance de 82,4%.

2. Synthèse du plan triennal 2003-2005 et prévisions 2006 – Activité Maroc

En M MAD	2002	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Crédits bruts sur la clientèle	24 292	11,1%	27 000	13,8%	30 714	10,2%	33 836	10,3%	37 309
Dépôts de la clientèle	34 916	16,6%	40 716	8,9%	44 357	9,0%	48 370	9,1%	52 788
Fonds propres	4 584,5	5,5%	4 838,0	6,7%	5 161,5	8,6%	5 604,2	9,3%	6 128,0
Marge sur intérêts	1 331,5	15,1%	1 533,2	16,3%	1 782,5	11,7%	1 991,1	9,0%	2 170,8
Marge sur commissions	381,5	2,4%	390,7	5,2%	410,9	6,9%	439,2	7,2%	471,0
Résultat des opérations de marché	303,9	-35,6%	195,6	-9,6%	176,8	0,8%	178,2	0,8%	179,6
Divers autres produits bancaires ²⁷	102,3	-12,0%	90,0	-12,7%	78,5	5,0%	82,4	5,0%	86,5
Diverses autres charges bancaires ²⁸	-61,3	13,1%	-69,3	16,6%	-80,8	9,1%	-88,2	8,5%	-95,7
Produit Net Bancaire	2 058,0	4,0%	2 140,1	10,6%	2 367,9	9,9%	2 602,7	8,1%	2 812,3
Charges générales d'exploitation	-1 208	-15,8%	-1 017	3,5%	-1 052	2,6%	-1 080	3,4%	-1 117
Coefficient d'exploitation	58,7%	-19,1%	47,5%		44,4%		41,5%		39,7%
Résultat Brut d'Exploitation	823,9	33,9%	1 102,9	17,4%	1 295,1	17,9%	1 527,1	11,3%	1 699,4
Dotations nettes aux provisions/crédits	-525,4	-33,8%	-348,0	19,7%	-416,6	9,0%	-454,0	1,3%	-494,7
Résultat courant	298,5	152,9%	754,9	16,4%	878,5	22,2%	1 073,1	12,2%	1 204,7
Résultat non courant	-	NS	-	NS	-	NS	-	NS	-
Résultat avant impôt	298,5	152,9%	754,9	16,4%	878,5	22,2%	1 073,1	12,2%	1 204,7
Impôt sur les sociétés	-80,9	226%	-263,3	20,3%	-316,8	23,8%	-392,3	12,7%	-442,8
Résultat Net	217,6	125,9%	491,6	14,3%	561,7	21,2%	680,8	12,0%	761,9

Source : BMCE Bank

²⁷ Correspondant principalement aux dividendes perçus des filiales.

²⁸ Incluant la cotisation au fonds de garantie des dépôts notamment, qui représente 0,20% de la moyenne des dépôts globaux..

3. Estimations 2003 – Activité Agrégée

En M MAD	Maroc	Paris	TOS	Agrégé 2003	Agrégé 2002	Var.
Crédits bruts sur la clientèle	27 000	1 266	402	28 668	24 431,4	17,3%
Dépôts de la clientèle	40 716	546	289	41 551	40 914,3	1,6%
Fonds propres	4 838,0	777,1	181,8	5 568,2	5 227,0	6,5%
Marge sur intérêts	1 533,2	35,8	24,0	1 592,9	1 483,2	7,4%
Marge sur commissions	390,7	37,2	6,2	434,0	391,8	10,8%
Résultat des opérations de marché	195,6	72,7	0,0	268,1	309,4	-13,3%
Divers autres produits	90,0	-	-	90,0	102,3	-12,0%
Diverses autres charges bancaires	-69,3	-	-	-69,3	-62,1	11,6%
Produit Net Bancaire	2 140,1	145,7	30,2	2 316,0	2 224,6	4,1%
Charges générales d'exploitation	-1 016,5	-58,6	-5,2	-1 080,3	-1 291,0	-16,3%
Coefficient d'exploitation	47,5%	40,3%	17,2%	46,7%	58,0%	-19,5%
Résultat Brut d'Exploitation	1 102,9	87,0	25,0	1 214,9	914,6	32,8%
Dotations nettes aux provisions/crédits	-348,0	16,4	-	-331,6	-556,9	-40,5%
Résultat courant	754,9	103,4	25,0	883,3	392,2	125,2%
Résultat non courant	-	-	-	-	-	NS
Résultat avant impôt	754,9	103,4	25,0	883,2	392,2	125,2%
Impôt sur les sociétés	-263,3	-37,2	-	-300,5	-109,9	173,4%
Participation aux salariés	-	-3,5	-	-3,5	-	NS
Résultat Net	491,6	62,7	25,0	579,3	282,3	105,2%

Source : BMCE Bank

Au titre de l'exercice 2003, l'encours des crédits et des dépôts agrégés devrait se situer respectivement à MAD 28 668 millions et MAD 41 551 millions. L'activité Maroc y participe à hauteur de 94% pour les crédits et 97% pour les dépôts.

A fin décembre 2003, le PNB agrégé de BMCE Bank devait s'élever à MAD 2 316 millions. Il est bien entendu tiré par la marge d'intérêt qui devrait atteindre MAD 1 593 millions. L'activité Maroc y contribue pour MAD 1 533 millions, alors que Paris et Tanger Off Shore en réalisent respectivement MAD 36 millions et MAD 24 millions.

Le coefficient d'exploitation agrégé devrait atteindre 46,7%, correspondant à des charges générales d'exploitation de MAD 1 080 millions.

Les dotations nettes aux provisions agrégées totaliseraient MAD 332 millions ; elles sont réparties comme suit :

- MAD 16 millions de reprises pour l'Agence de Paris ;
- MAD 478 millions de provisions pour BMCE Bank Maroc et MAD 130 millions de reprises.

Par conséquent, le résultat brut d'exploitation agrégé devrait se situer à MAD 1 215 millions, constitué à hauteur de 91% par l'activité Maroc. Le résultat net s'élèverait, pour sa part, à MAD 579 millions.

4. Synthèse du plan triennal 2003-2005 et prévisions 2006 – Activité Agrégée

4.1. Produit Net Bancaire

En M MAD	2002	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Maroc	2 058,0	4,0%	2 140,1	10,6%	2 367,9	9,9%	2 602,7	8,1%	2 812,3
Paris	146,5	-0,5%	145,7	10,0%	160,3	10,0%	176,3	10,0%	193,9
Tanger Off-Shore	20,1	50,2%	30,2	9,9%	33,2	9,9%	36,5	10,1%	40,2
PNB Agrégé	2 224,6	4,1%	2 316,0	10,6%	2 561,4	9,9%	2 815,5	8,2%	3 046,4

Source : BMCE Bank

4.2. Résultat Net

En M MAD	2002	Var.	2003E	Var.	2004P	Var.	2005P	Var.	2006P
Maroc	217,6	125,9%	491,6	14,2%	561,7	21,2%	680,8	11,9%	761,9
Paris	46,4	35,1%	62,7	9,5%	69,0	10,1%	75,9	9,2%	83,5
Tanger Off-Shore	18,4	35,9%	25,0	12,0%	27,5	7,1%	30,3	10,0%	33,3
Résultat Net Agrégé	282,3	105,2%	579,3	13,6%	658,2	19,6%	787,0	11,6%	878,7

Source : BMCE Bank

Entre 2003 et 2006, le PNB agrégé de BMCE Bank devrait marquer des taux de croissance successifs de 10,6%, 9,9% et 8,2% par an, pour s'établir à MAD 2 561 millions, MAD 2 816 millions et MAD 3 046 millions. La plus forte contribution revient à l'Activité Maroc ; quant à l'Agence de Paris, elle devrait enregistrer une progression de son PNB de l'ordre de 10% en moyenne par an sur la période, atteignant MAD 194 millions à fin 2006. Tanger Off-Shore devrait totaliser pour sa part un PNB de MAD 30 millions en 2003, MAD 33 millions en 2004, MAD 37 millions en 2005 et MAD 40 millions en 2006.

En termes de bénéfice net, l'Agence de Paris devrait contribuer dans le résultat agrégé à hauteur de 10% en moyenne, soit MAD 63 millions, MAD 69 millions, MAD 76 millions et MAD 84 millions successivement entre 2003 et 2006. Tanger Off-Shore devrait réaliser un résultat net de l'ordre de MAD 25 millions en 2003, MAD 28 millions en 2004, MAD 30 millions en 2005 et MAD 33 millions en 2006, soit des progressions respectives de 12%, 7% et 10%.

Le résultat net agrégé devrait atteindre MAD 579 millions en 2003, MAD 658 millions en 2004 et MAD 787 millions en 2005. Il enregistrerait des évolutions respectives de 13,6% et 19,6%. En 2006, il serait de MAD 879 millions, en hausse de 11,6%.

PARTIE IX : FACTEURS DE RISQUE

I. RISQUES AFFERENTS A LA BANQUE ET A SON SECTEUR

4. Gestion du Risque de Contrepartie

Les engagements de la Banque – soit MAD 24,2 milliards au 31 décembre 2002- sont octroyés à hauteur de 87,6% à la clientèle des entreprises (soit MAD 21,2 milliards) et 12,4% à celle des particuliers.

BMCE Bank a la volonté d'élargir son champ d'intervention au segment des PME-PMI, parce qu'il constitue 90% du tissu économique marocain. Plus risqué, certes, il est porteur de meilleures marges et présente un gisement d'opportunités de revenus générés par le conseil en financement et en restructuration, au-delà des seuls concours bancaires.

Dans un contexte de "nouvelle donne économique" au Maroc que représente la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement tarifaire douanier et également dans la perspective d'instauration de zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les États-Unis, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse systémique du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

La Banque a entrepris un effort sensible d'assainissement de son portefeuille de créances clients, effort qu'elle maintient dans le cadre de sa politique de gestion du risque et en conformité avec les règles prudentielles édictées par Bank Al Maghrib.

Pour gérer son risque de crédit, BMCE Bank a défini des règles basées notamment sur des niveaux d'approbation (selon la classification du client, le montant agrégé des facilités proposées au client...) et sur le type d'exposition (entreprises publiques et semi-publiques, exposition aux banques...).

La politique d'engagements de la Banque est menée par une architecture organisationnelle composée, d'une part, du Comité de Direction responsable de fixer les limites de risques agrégés dans le cadre des activités de la banque et, d'autre part, du Comité de Crédit qui approuve l'ensemble des engagements.

5. Risque de Taux et de Liquidité

2.1. Analyse du risque de liquidité

Une analyse du risque de liquidité fait apparaître une durée moyenne de liquidité des passifs supérieure à celle des actifs, traduisant l'inexistence d'un risque de liquidité pour les activités de marché.

A fin octobre 2003, le coefficient de liquidité s'élève à 96,09%, les éléments du numérateur (actifs et hors bilan liquides) s'élèvent à MAD 8 842,8 millions, les éléments du dénominateur (passifs et hors bilan exigibles à court terme) s'élèvent à MAD 9 203,0 millions. Le coefficient de liquidité prévisionnel devrait dépasser 100% à fin décembre 2003.

2.2. Analyse du risque de taux

Les actifs sont essentiellement composés de Bons du Trésor, TCN et Obligations à taux fixe. Cependant, ces actifs sont essentiellement financés par des passifs courts dont la durée est pour 41,5% comprise entre 7 jours et 360 jours.

Le portefeuille de bons du Trésor (au 31 octobre 2003) présente un taux de rendement moyen de 5,86% pour une durée de 3,49 et une sensibilité de 3,65. Son encours en valeur de marché est de

MAD 5 637,0 millions. Une évolution parallèle des taux d'intérêt de 50 bp entraînerait alors un gain ou une perte de MAD 93 millions.

La sensibilité moyenne du portefeuille est justifiée par un portefeuille concentré à hauteur de 57% de ses avoirs sur le moyen terme (3-5 ans).

3. Risque de Change

Devises	Position en devises*	Contre-valeur en MAD	% des Fonds Propres
EUR	-38 375 421	-417 505 393	9,80%
USD	-22 945 955	-214 538 943	5,03%
JPY	45 501 806	3 903 213	0,09%
GBP	302 729	4 788 719	0,11%
CHF	-157 609	-1 105 934	0,03%
SEK	48 706	58 593	0,00%
CAD	154 174	1 093 117	0,03%
SAR	-407 237	-1 015 303	0,02%
AED	1 170 973	8 216 659	0,19%

(*) Actifs – passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme.
Données au 30/10/2003.

La somme des positions de change nettes (y compris les devises ne figurant pas dans le tableau ci-dessus) est la suivantes:

- Pour les positions longues : MAD 19 395 815, soit 0,46% des fonds propres ;
- Pour les positions courtes : MAD 634 368 487, soit 14,88% des fonds propres.

Le total s'élève à MAD 653 764 302, correspondant à 15,34% des fonds propres.

Le tableau ci-dessus montre que :

- Hormis l'Euro et le Dollar US, les positions de la banque restent marginales ;
- BMCE Bank reste dans les limites prudentielles établies par Bank Al Maghrib, et fixées à 10% des fonds propres par devise et à 20% pour l'ensemble des devises.

4. Risque du Marché Actions

Le portefeuille des participations de BMCE Bank – voir annexe – est composé de titres cotés (valeur nette comptable de MAD 324 millions) et de titres non cotés (valeur nette comptable de MAD 3 540 millions).

Toutes les moins values latentes sur titres cotés sont provisionnées.

La valeur des titres non cotés est tributaire de la valeur intrinsèque de l'entreprise et des fluctuations du marché financier, notamment concernant ceux détenus sur les compagnies d'assurance.

En 2002, le plus important effort de provisionnement a concerné la filiale Interfina pour un montant de MAD 60 millions, prélevé sur la PRG.

En 2003, les participations susceptibles de faire l'objet d'un provisionnement sont Interfina à hauteur de MAD 40 millions et Frumat pour MAD 13 millions. La dotation aux provisions de ces participations est effectuée sur la base de leur situation comptable.

5. Risque sur la Rentabilité

Dans le contexte actuel, la baisse généralisée des taux de base bancaire induit un accroissement de la concurrence entre établissements bancaires et un rétrécissement des marges d'intermédiation.

Une augmentation structurelle des ressources rémunérées dans l'ensemble du secteur bancaire induite par l'intensification de la compétition entre établissements bancaires, implique un renchérissement du coût des dépôts du système bancaire.

Par ailleurs, il est à noter que BMCE Bank a procédé à la dotation d'une provision pour risques généraux – PRG –, dotée à hauteur de MAD 150 millions après impôt par affectation du résultat net 1999. Cette provision, qui avait initialement un caractère de réserve libre, couvre depuis l'exercice 2001, des risques désormais identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

6. Risque Réglementaire

La nouvelle approche préconisée par la Banque Centrale à compter de juillet 2003 dans le calcul des fonds propres nets de BMCE Bank implique la déduction supplémentaire, outre les éléments prévus par la circulaire N°4 sur le Ratio de Solvabilité des Établissements de Crédit, de certaines participations de la Banque notamment RMA et Al Wataniya.

L'application de cette directive induit une détérioration des ratios prudentiels calculés sur la base des fonds propres nets, notamment le ratio de solvabilité qui passe en deçà de la limite réglementaire de 8%, et le ratio de division des risques.

Malgré leur non-conformité actuelle aux exigences de BAM, ces deux ratios ne présentent pas pour l'heure de risque réglementaire.

En effet, un plan d'action a été soumis par BMCE Bank à la Banque Centrale qui lui a accordé un délai jusqu'à fin décembre 2004 pour se conformer à ses directives. En application de cette recommandation, BMCE Bank a mis en œuvre une série de mesures visant la consolidation de ses fonds propres réglementaires :

- La cession de certaines participations pour MAD 700 millions. Au 30 novembre 2003, les cessions opérées ont notamment porté sur les valeurs : MAGHREBAIL (MAD 53 millions), CTM (MAD 16 millions), SOMED (MAD 15 millions), SBM (MAD 16 millions) et Banco Bilbao Viscaya (MAD 6 millions).
- Le report d'un bénéfice annuel de MAD 300 millions ;
- L'émission d'un emprunt subordonné de MAD 500 millions.

La combinaison de l'ensemble de ces mesures permettra progressivement (à fin juin 2004) le redressement au niveau requis par BAM des ratios prudentiels. L'amélioration procurée par l'emprunt subordonné sera de l'ordre de 1,5%, celle induite par le report du bénéfice de 0,8% et, enfin, l'impact des cessions de participations s'élèvera à près de 3,6%.

II. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement de la présente note d'information, BMCE Bank ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

.....

PARTIE X : ANNEXES

- **Tableau des participations cotées de BMCE Bank au 31/12/2002.**
- **Tableau des participations non cotées de BMCE Bank au 31/12/2002.**
- **Liste des Investisseurs.**
- **Bilans, CPC, des trois derniers exercices et au 30/06/2003 – Activité Agrégée**
- **Bilans, CPC, des trois derniers exercices et au 30/06/2003 – Activité Consolidée.**
- **Présentation des règles et principes comptables des trois derniers exercices.**
- **Hors Bilans, ESG, Tableaux des Flux de Trésorerie des trois derniers exercices – Activité Agrégée.**
- **État des informations complémentaires (Agrégée) relatives au dernier exercice, sauf mention spécifique :**
 - Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles ;
 - Tableau des amortissements ;
 - Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations ;
 - Tableau des titres de participation et emplois assimilés des trois derniers exercices ;
 - Tableau des provisions des trois derniers exercices ;
 - Tableau des créances sur la clientèle des trois derniers exercices ;
 - Tableau des dettes des trois derniers exercices ;
 - Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie ;
 - Tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail ;
 - Tableau des biens en crédit-bail ;
 - Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des trois derniers exercices ;
 - Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos.
- **Hors Bilans & ESG, des trois derniers exercices – Activité Consolidée.**

LISTE DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS²⁹

RANG	INVESTISSEURS
1	AL WATANIYA
2	ASMA INVEST
3	ATLANTA
4	AXA ASSURANCES MAROC
5	CAT
6	CCG
7	CDG
8	CFM
9	CMR
10	CNCA
11	CNIA
12	DAR ADDAMANE
13	ES SAADA
14	MAMDA-MCMA
15	MAROCAINE VIE
16	MATU
17	MEDIAFINANCE
18	MEDITERRANEAN FINANCE
19	RCAR
20	RMA
21	SANAD
22	SCR
23	UMB
24	Wafa ASSURANCE
25	ZURICH ASSURANCES

LISTE DES OPCVM

RANG	INVESTISSEURS
	<u>Obligataires grand public</u>
26	AL ISTITMAR CHAABI
27	ATTIJARI MANAGEMENT
28	BMCE CAPITAL GESTION
29	BMCI GESTION
30	CAPITAL GESTION
31	CFG CAPITAL
32	CD2G
33	CDMG
34	CFG
35	GESTAR
36	UPLINE
37	WAFAGESTION

²⁹ Nombre d'investisseurs sollicités : 37.

PORTEFEUILLE DES TITRES PARTICIPATION DE BMCE BANK

Titres cotés	Valorisation au cours de l'action au 30/06/03	Valeur nette comptable
MAGHREBAIL	182 184 231	182 184 231
C.I.H.	197 277 478	113 763 802
BRASSERIES DU MAROC	15 986 850	10 270 340
CTM/ LN	27 363 667	17 295 320
Total	422 812 226	323 513 693

PORTEFEUILLE DES PARTICIPATIONS NON COTÉES	Valeur nette comptable au 31/12/2002
Société Casa Finance Markets	38 420 083,8
Caisse Marocaine Des Marches	13 009 501,0
Martko (Maghreb Arab Trading C°)	0,0
Radio Méditerranée International	2 550 000,0
Eurocheque Maroc	143 900,0
Société conseil Ingénierie Et Développement	2 000 000,0
Société Recours	375 000,0
Eumagex	400 000,0
Acmar	5 000 000,0
Société IPE	400 000,0
Tanger Zone Franche	13 500 000,0
Société d'Amenagement du Parc Industrie	1 000 000,0
Al Wataniya	958 509 942,1
Banque de Développement du Mali	67 246 486,1
Information Technology Solution	2 650 000,0
Centre Monétique Interbancaire	11 000 000,0
M@finance.com	6 000 000,0
Morocan Information Techno Parc Cie	5 650 000,0
Risma	29 950 000,0
BMCE Madrid	151 433 192,3
Maroc Factoring	16 208 700,0
Istitmar Wa Moussahama	5 000 000,0
Société Attachyid Oual Mabani	2 720 729,3
Société BEMCOM	70 500 000,0
Interfina	252 916 718,4
Docuprint	4 000 000,0
Maroc Inter Titres	6 750 000,0
Société Marfin	6 442 928,0
Société Consultitres	500 000,0
Société Salafin	100 000 000,0
BMCE Capital	100 000 000,0
SITVA	1 711 431,3
Afrexim Bank (African Import Export)	2 844 060,0
PROPARCO	38 471 903,9
Banco Bilbao Viscaya	5 913 154,5
E.S.I.H.	118 123 292,0
E.S.F.G.	118 621 002,5
UBAE Arab Italian Bank	71 817 833,6
Ste Civile Fin Fund	50 000,0

Fonds D'Investissement Capital Morocco	14 568 375,0
Fonds Espagnol Marco Polo Invest. S.C.R.	32 524 500,0
Finafund USA	43 608 920,0
Finafund Europe	16 472 575,1
MEDITELECOM	685 318 000,0
Royal Marocaine d'Assurances	389 406 600,0
Banque Centrale Populaire	92 098 162,4
Bank Al Amal	971 000,0
Fonds Monétaire Arabe (Arab Trade Financing Program)	2 031 425,0
COMANAV	1 373 505,0
Cellulose du Maroc	3 393 433,0
Cie Immobilière Foncière Marocaine	8 500,0
C.M.K.D.	7 062 375,0
SIDET	854 453,7
SOMED	7 927 000,0
SMAEX	1 690 000,0
GECOTEX	500 000,0
Ste Nationale des Autoroutes	3 989 200,0
Dar Addamane	480 500,0
Société Immobilère Siège GPBM	1 267 000,0
Casa World Trade Center	95 500,0
FRUMAT	1 496 000,0
MAROCLEAR	803 000,0
Société Allicom Maroc	0,0
Cie Immobilière des Etudiants	0,0
SINCOMAR	49 400,0
SWIFT	23 381,5
Banque Populaire Maroc-Centrafricaine	0,0
Fonds de Soutien Actions BAA	240 250,0
Total	3 540 082 914,5

BILANS AGREGES 2000-2002

ACTIF (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
1. Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	1 632 691	500 775	3 545 617
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 505 804	10 899 654	8 767 627
A vue	1 388 028	1 521 564	1 052 439
A terme	8 117 776	9 378 090	7 715 188
3. Créances sur la clientèle	22 076 493	22 867 051	22 866 649
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 298 095	13 780 251	13 870 889
Crédits à l'équipement	4 781 798	4 953 829	5 164 968
Crédits immobiliers	867 450	604 078	1 010 707
Autres crédits	3 129 150	3 528 893	2 820 085
4. Créances acquises par affacturage	0	0	0
5. Titres de transaction et de placement	6 195 838	8 654 780	12 177 293
Bons du trésor et valeurs assimilées	4 846 205	6 792 404	6 553 502
Autres titres de créance	1 272 133	1 745 608	2 483 780
Titres de propriété	77 500	116 768	3 140 011
6. Autres actifs	390 843	650 582	557 250
7. Titres d'investissement	2 475 888	242 625	555 940
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 475 888	0	0
Autres titres de créance		242 625	555 940
8. Titres de participation et emplois assimilés	3 079 288	3 733 396	3 964 995
9. Créances subordonnées	0	0	0
10. Immobilisation données en crédit-bail et en location	0	0	0
11. Immobilisations incorporelles	29 607	48 473	60 567
12. Immobilisations corporelles	882 634	943 261	950 627
TOTAL ACTIF	46 269 086	48 540 597	53 446 565

PASSIF (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
1. Banque Centrale, Trésor public, Service des chèques postaux		0	0
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 983 509	4 325 210	6 548 001
A vue	937 136	1 003 186	871 717
A terme	3 046 373	3 322 024	5 676 284
3. Dépôts de la clientèle	36 555 384	38 119 114	40 914 297
Comptes à vue créditeurs	14 196 399	16 185 779	19 335 195
Comptes d'épargne	5 300 273	6 231 782	6 904 628
Dépôts à terme	12 453 524	11 100 127	10 623 276
Autres comptes créditeurs	4 605 188	4 601 426	4 051 198
4. Titres de créance émis	0	100 000	0
Titres de créance négociables		100 000	0
Emprunts obligataires		0	0
Autres titres de créance émis		0	0
5. Autres passifs	494 411	627 296	588 557
6. Provisions pour risques et charges	194 938	172 929	168 730
7. Provisions réglementées	1 089	382	0
8. Subv, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		0	0
9. Dettes subordonnées		0	0
10. Ecart de réévaluation		0	0
11. Réserves et primes liées au capital	2 909 048	3 250 609	3 301 138
12. Capital	1 587 514	1 587 514	1 587 514
13. Actionnaires, capital non versé (-)		0	0
14. Report à nouveau (+/-)	-9 195	91	34
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		0	55 953
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	552 388	357 452	282 341
TOTAL PASSIF	46 269 086	48 540 597	53 446 565

CPC AGREGES 2000-2002

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
I. Produits d'exploitation bancaire	3 134 156	3 835 401	3 656 479
	5,8%	22,4%	-4,7%
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	303 814	255 440	210 180
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 724 545	1 771 956	1 653 077
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	422 350	537 202	541 949
4. Produits sur titres de propriété	46 374	49 836	102 184
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		0	0
6. Commissions sur prestations de service	245 256	263 894	350 656
7. Autres produits bancaires	391 817	957 073	798 433
II. Charges d'exploitation bancaire	1 278 955	1 812 752	1 431 907
	0,2%	41,7%	-21,0%
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	201 487	162 950	135 677
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	829 834	914 656	784 494
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis		3 486	1 830
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		0	0
12. Autres charges bancaires	247 634	731 660	509 906
III. Produit Net Bancaire	1 855 201	2 022 649	2 224 572
	10,0%	9,0%	10,0%
13. Produits d'exploitation non bancaire	347 484	54 515	28 261
14. Charges d'exploitation non bancaire	28 031	10 088	6 038
IV. Charges générales d'exploitation	1 104 114	1 253 519	1 290 990
15. Charges de personnel	640 030	665 667	789 887
16. Impôts et taxes	19 324	21 050	25 903
17. Charges externes	329 668	456 288	345 205
18. Autres charges générales d'exploitation	6 510	0	11 044
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	108 582	110 514	118 951
V. Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	632 977	661 027	980 098
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	326 325	389 369	583 783
21. Pertes sur créances irrécouvrables	169 275	244 953	349 030
22. Autres dotations aux provisions	137 377	26 705	47 285
VI. Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	229 202	385 296	416 542
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	207 550	295 905	361 667
24. Récupération sur créances amorties	21 542	21 115	14 237
25. Autres reprises de provisions	110	68 276	40 638
VII. Résultat courant	666 765	537 826	392 249
26. Produits non courants		0	0
27. Charges non courantes		0	0
VIII. Résultat avant impôt	666 765	537 826	392 249
28. Impôt sur les résultats	114 377	180 374	109 908
Résultat Net	552 388	357 452	282 341
TOTAL PRODUITS	3 710 842	4 275 212	4 101 282
TOTAL CHARGES	3 158 454	3 917 760	3 818 941
Résultat Net	552 388	357 452	282 341

BILANS SEMESTRIELS AGREGES 2002-2003

ACTIF (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
1. Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	2 573 176	3 352 727
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 353 308	8 236 517
A vue	1 572 719	1 038 950
A terme	6 780 589	7 197 567
3. Créances sur la clientèle	22 055 965	24 677 728
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 087 810	14 439 603
Crédits à l'équipement	5 118 509	5 492 491
Crédits immobiliers	762 262	1 357 880
Autres crédits	3 087 384	3 387 754
4. Créances acquises par affacturage	-	
5. Titres de transaction et de placement	12 289 629	10 769 092
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 440 776	6 940 010
Autres titres de créance	2 515 585	2 482 106
Titres de propriété	3 333 268	1 346 976
6. Autres actifs	1 128 319	1 569 703
7. Titres d'investissement	378 418	606 625
Bons du trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance	378 418	606 625
8. Titres de participation et emplois assimilés	3 933 493	3 950 980
9. Créances subordonnées		
10. Immobilisation données en crédit-bail et en location		
11. Immobilisations incorporelles	54 432	59 486
12. Immobilisations corporelles	931 478	960 947
TOTAL ACTIF	51 698 218	54 183 805

PASSIF (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
1. Banque Centrale, Trésor public, Service des chèques postaux		
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 375 857	7 520 787
A vue	1 760 376	800 948
A terme	4 615 481	6 719 839
3. Dépôts de la clientèle	39 186 125	40 134 580
Comptes à vue créditeurs	16 472 472	18 931 030
Comptes d'épargne	6 570 951	7 140 643
Dépôts à terme	11 495 492	10 170 110
Autres comptes créditeurs	4 647 210	3 892 797
4. Titres de créance émis	0	0
Titres de créance négociables		
Emprunts obligataires		
Autres titres de créance émis		
5. Autres passifs	807 977	1 100 359
6. Provisions pour risques et charges	173 402	168 990
7. Provisions réglementées	382	
8. Subv, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9. Dettes subordonnées		
10. Ecart de réévaluation		
11. Réserves et primes liées au capital	3 336 054	3 360 267
12. Capital	1 587 514	1 587 514
13. Actionnaires, capital non versé (-)		
14. Report à nouveau (+/-)	34	91
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	39 711	66 568
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	191 162	244 649
TOTAL PASSIF	51 698 218	54 183 805

CPC SEMESTRIELS AGREGES 2002-2003

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
I. Produits d'exploitation bancaire	1 873 825	2 012 156
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	83 693	94 295
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	812 510	809 248
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	274 131	259 114
4. Produits sur titres de propriété	71 264	90 835
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
6. Commissions sur prestations de service	151 252	151 917
7. Autres produits bancaires	480 975	606 747
II. Charges d'exploitation bancaire	814 746	871 095
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	50 259	75 328
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	395 564	322 339
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	2 794	
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
12. Autres charges bancaires	366 129	473 428
III. Produit Net Bancaire	1 059 079	1 141 061
13. Produits d'exploitation non bancaire	6 899	8 621
14. Charges d'exploitation non bancaire	4 766	5 593
IV. Charges générales d'exploitation	581 094	560 763
15. Charges de personnel	314 462	321 139
16. Impôts et taxes	15 745	13 971
17. Charges externes	143 757	162 869
18. Autres charges générales d'exploitation	49 983	4 369
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	57 147	58 415
V. Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	443 840	536 595
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	186 783	295 914
21. Pertes sur créances irrécouvrables	223 410	240 681
22. Autres dotations aux provisions	33 647	
VI. Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	226 136	289 093
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	209 872	272 873
24. Récupération sur créances amorties	13 793	14 039
25. Autres reprises de provisions	2 471	2 181
VII. Résultat courant	262 414	335 824
26. Produits non courants		
27. Charges non courantes		
VIII. Résultat avant impôt	262 414	335 824
28. Impôt sur les résultats	71 252	91 175
Résultat Net	191 162	244 649
TOTAL PRODUITS	2 106 860	2 309 870
TOTAL CHARGES	1 915 698	2 065 221
Résultat Net	191 162	244 649

BILANS CONSOLIDES 2000-2002

ACTIF (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	1 634 486	506 813	3 554 069
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 430 300	10 785 036	7 736 241
A vue	1 275 070	1 324 014	433 902
A terme	8 155 230	9 461 022	7 302 339
Créances sur la clientèle	24 537 529	25 693 626	26 193 337
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 757 483	14 124 203	14 247 283
Crédits à l'équipement	6 683 090	7 269 140	8 076 763
Crédits immobiliers	874 145	615 776	1 016 236
Autres crédits	3 222 811	3 684 507	2 853 055
Créances acquises par affacturage	536 888	428 508	502 294
Titres de transaction et de placement	6 254 610	8 728 312	12 625 246
Bons du trésor et valeurs assimilées	4 846 205	6 792 404	6 553 502
Autres titres de créance	1 272 133	1 755 882	2 514 167
Titres de propriété	134 476	180 026	3 557 577
Autres actifs	599 393	784 106	860 701
Titres d'investissement	2 476 314	242 654	558 618
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 475 917	242 654	29
Autres titres de créance	397	0	558 589
Titres de participation de filiales non consolidées	1 324 672	1 943 384	2 554 461
Participation dans sociétés mises en équivalence	806 864	796 012	630 922
Créances subordonnées	0	0	0
Immobilisation données en crédit-bail et en location	0	0	0
Immobilisations incorporelles	33 207	51 835	64 615
Immobilisations corporelles	917 292	1 054 427	1 024 285
Ecarts d'acquisition	569 340	533 443	499 741
TOTAL ACTIF	49 120 895	51 548 156	56 804 530

PASSIF (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
Banque Centrale, Trésor public, Service des chèques postaux	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 175 905	5 737 998	7 781 320
A vue	1 139 024	1 265 316	1 056 494
A terme	4 036 881	4 472 682	6 724 826
Dépôts de la clientèle	37 332 561	38 609 385	41 451 517
Comptes à vue créditeurs	14 284 310	16 261 278	19 390 648
Comptes d'épargne	5 306 951	6 237 573	6 911 842
Dépôts à terme	12 489 575	11 146 227	10 658 452
Autres comptes créditeurs	5 251 725	4 964 307	4 490 575
Titres de créance émis	170 752	387 177	663 287
Titres de créance négociables	170 752	387 177	663 287
Emprunts obligataires	0	0	0
Autres titres de créance émis	0	0	0
Autres passifs	851 459	1 035 972	1 200 336
Provisions pour risques et charges	186 513	182 233	178 874
Provisions réglementées	0	0	0
Subv, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	1 596	2 818	4 522
Dettes subordonnées	0	0	0
Intérêts minoritaires	244 485	245 115	246 477
Part dans les réserves	225 790	224 309	233 007
Part dans les résultats	18 695	20 806	13 470
Ecart de réévaluation	0	0	0
Capital	1 587 514	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	2 967 312	3 263 049	3 301 138
Réserves consolidées	83 097	111 716	214 160
Report à nouveau (+/-)	-9 196	91	34
Résultat net de l'exercice	585 509	416 005	178 263
Ecart de conversion	-56 613	-30 917	-2 912
TOTAL PASSIF	49 120 894	51 548 156	56 804 530

CPC CONSOLIDES 2000-2002

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (K MAD)	2 000	2 001	2 002
Libellé			
I. Produits d'exploitation bancaire	3 423 621	4 186 890	3 902 376
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	282 870	451 187	414 251
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 029 412	1 895 977	1 795 696
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	422 355	537 204	541 951
4. Produits sur titres de propriété	46 403	52 677	27 728
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0	0
6. Commissions sur prestations de service	253 364	270 309	359 557
7. Autres produits bancaires	389 217	979 536	763 193
II. Charges d'exploitation bancaire	1 374 845	1 890 608	1 527 600
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	285 227	255 570	223 219
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	833 075	918 297	788 649
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	10 421	19 003	14 763
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0	0
12. Autres charges bancaires	246 122	697 738	500 969
III. Produit Net Bancaire	2 048 776	2 296 282	2 374 776
13. Produits d'exploitation non bancaire	347 782	55 997	31 144
14. Charges d'exploitation non bancaire	29 156	10 139	6 055
IV. Charges générales d'exploitation	1 246 101	1 370 118	1 420 121
15. Charges de personnel	711 176	720 602	881 062
16. Impôts et taxes	22 011	24 371	31 759
17. Charges externes	388 742	505 684	368 516
18. Autres charges générales d'exploitation	7 820	1 420	11 514
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 352	118 041	127 270
V. Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	656 054	679 691	1 062 638
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	357 826	410 336	626 213
21. Pertes sur créances irrécouvrables	173 948	248 175	349 030
22. Autres dotations aux provisions	124 280	21 180	87 395
VI. Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	251 313	368 513	418 105
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	227 791	300 410	362 745
24. Récupération sur créances amorties	21 542	21 115	14 238
25. Autres reprises de provisions	1 980	46 988	41 122
VII. Résultat courant	716 560	660 844	335 211
26. Produits non courants	688	1 938	276 194
27. Charges non courantes	300	110	272 852
VIII. Résultat avant impôt	716 948	662 672	338 553
28. Impôt sur les résultats	162 506	224 403	146 771
Résultat MEE	86 123	34 820	36 647
Amortissement des écarts d'acquisition	36 359	36 278	36 696
Résultat Net	604 206	436 811	191 733
dont part du Groupe	585 509	416 005	178 263
dont part minoritaire	18 695	20 806	13 470

BILANS SEMESTRIELS CONSOLIDES 2002-2003

ACTIF (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	2 575 711	3 363 957
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 263 569	7 117 328
A vue	1 707 291	406 920
A terme	6 556 278	6 710 408
Créances sur la clientèle	25 104 020	28 430 597
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 434 322	14 780 625
Crédits à l'équipement	7 684 614	8 814 900
Crédits immobiliers	768 027	1 363 125
Autres crédits	3 217 057	3 471 947
Créances acquises par affacturage	505 247	509 969
Titres de transaction et de placement	12 413 585	10 891 711
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 440 776	6 940 010
Autres titres de créance	2 639 337	2 542 336
Titres de propriété	3 333 472	1 409 365
Autres actifs	1 256 357	1 890 930
Titres d'investissement	378 447	609 304
Bons du trésor et valeurs assimilées	29	29
Autres titres de créance	378 418	609 275
Titres de participation de filiales non consolidées	2 148 474	2 541 554
Participation dans sociétés mises en équivalence	745 882	646 088
Créances subordonnées	-	-
Immobilisation données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	58 057	63 408
Immobilisations corporelles	1 007 483	1 049 979
Ecarts d'acquisition	515 302	486 121
TOTAL ACTIF	54 972 134	57 600 946

PASSIF (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
Banque Centrale, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 526 152	8 595 370
A vue	1 926 270	996 858
A terme	5 599 882	7 598 512
Dépôts de la clientèle	39 849 165	40 691 942
Comptes à vue créditeurs	16 556 451	19 014 514
Comptes d'épargne	6 578 220	7 149 132
Dépôts à terme	11 572 600	10 186 676
Autres comptes créditeurs	5 141 894	4 341 620
Titres de créance émis	650 772	751 085
Titres de créance négociables	650 772	751 085
Emprunts obligataires	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 253 143	1 840 265
Provisions pour risques et charges	182 044	179 133
Provisions réglementées	-	-
Subv, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	5 386	5 681
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts minoritaires	242 350	237 443
Part dans les réserves	235 421	229 393
Part dans les résultat	6 929	8 050
Ecarts de réévaluation	-	-
Capital	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	3 361 197	3 360 267
Réserves consolidées	160 390	118 904
Report à nouveau (+/-)	39 745	91
Résultat net de l'exercice	144 395	232 105
Ecart de conversion	-30 119	1 146
TOTAL PASSIF	54 972 134	57 600 946

CPC SEMESTRIELS CONSOLIDES 2002-2003

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (K MAD)	30/06/02	30/06/03
Libellé		
I. Produits d'exploitation bancaire	2 001 802	2 148 279
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	182 102	177 180
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	878 731	914 618
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	275 005	259 696
4. Produits sur titres de propriété	22 063	30 629
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6. Commissions sur prestations de service	153 622	144 189
7. Autres produits bancaires	490 279	621 967
II. Charges d'exploitation bancaire	871 596	907 853
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	94 502	127 090
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	397 097	323 751
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	11 870	13 854
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12. Autres charges bancaires	368 127	443 158
III. Produit Net Bancaire	1 130 206	1 240 426
13. Produits d'exploitation non bancaire	9 780	9 771
14. Charges d'exploitation non bancaire	4 766	5 593
IV. Charges générales d'exploitation	635 227	655 001
15. Charges de personnel	350 342	365 303
16. Impôts et taxes	18 315	17 297
17. Charges externes	142 452	204 492
18. Autres charges générales d'exploitation	50 294	4 751
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	73 824	63 158
V. Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	441 793	609 154
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	203 281	318 096
21. Pertes sur créances irrécouvrables	223 410	240 681
22. Autres dotations aux provisions	15 102	50 377
VI. Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	264 567	354 336
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	210 320	274 860
24. Récupération sur créances amorties	13 793	14 384
25. Autres reprises de provisions	40 454	65 092
VII. Résultat courant	322 767	334 785
26. Produits non courants		318 609
27. Charges non courantes	215	324 245
VIII. Résultat avant impôt	322 552	329 149
28. Impôt sur les résultats	107 266	117 148
Résultat MEE	-45 821	47 157
Amortissement des écarts d'acquisition	18 141	19 003
Résultat Net	151 324	240 155
dont part du Groupe	144 395	232 105
dont part minoritaire	6 929	8 050